

nous empêcher de les voir réduites à des proportions très différentes de celles qu'elles nous semblaient avoir alors? En prenant la parole, à la Chambre, Mussolini n'a peut-être prononcé qu'un seul mot juste, et c'est lorsque, à propos de sa façon de concevoir les conflits politiques et de passer à l'action, il a parlé de blanquisme (1). Cet aveu nous permet de nous placer dans la perspective la plus adéquate pour saisir et traduire avec précision ce qu'aujourd'hui nous percevons intuitivement d'illogique, d'enflé, de grotesque, dans la figure de Mussolini. Le blanquisme est la théorie sociale du coup de main, mais à y bien penser, le subversivisme de Mussolini n'en avait pris que la partie matérielle. On a dit aussi de la tactique de la III^e Internationale qu'elle a des points de contact avec le blanquisme ; mais la théorie de la révolution prolétarienne, telle qu'elle est répandue par Moscou, et telle qu'elle a été réalisée par les bolcheviks, ne fait qu'un avec la théorie marxiste de la dictature du prolétariat. Du blanquisme, Mussolini n'avait retenu que la forme extérieure, ou pour mieux dire c'est lui qui en avait fait quelque chose d'extérieur, lui qui l'avait réduit à la matérialité de la toute-puissance d'une minorité et de l'emploi des armes dans l'agression violente. L'insertion de l'action de la minorité dans le mouvement de masse, et le processus qui fait de la révolte le moyen de transformer les rapports sociaux, tout ceci avait disparu. La « semaine rouge » de Romagne, mouvement mussolinien typique, était par conséquent défini de la façon la plus exacte par ceux qui l'appelaient une « révolution sans programme (2) ».

Mais cela ne suffit pas ; on peut soutenir que pour le chef des fascistes les choses, depuis cette époque, n'ont pas changé. Au fond, sa position est la même qu'autrefois. Aujourd'hui encore il n'est rien d'autre qu'un théoricien, si l'on peut dire, et un metteur en scène de coups de main. Réduit à sa matérialité, le blanquisme peut être subversif un jour et réactionnaire le lendemain. Cependant il ne saurait être en tout cas révolutionnaire et reconstituteur qu'en apparence, et il est condamné à manquer de continuité ou de développement, il est voué à ne pas savoir souder un coup de main à l'autre, dans la ligne d'un processus historique. Aujourd'hui les bourgeois, mi-effrayés et mi-stupéfaits, se tournent vers cet homme qui s'est mis à leur service, comme vers une espèce de nouveau monstre, chambardeur des situations établies et créateur d'histoire. Bien n'est plus faux. L'incapacité à souder ensemble les anneaux d'une

construction historique est aussi grande dans le blanquisme de cet épileptique qu'elle l'est dans la subversion malthusienne des D'Aragona et des Serrati. Ils sont tous de la même trempe. Ils représentent, tous tant qu'ils sont, la même impuissance. Si une consistance et une continuité apparaissent aujourd'hui dans la réaction italienne, elles proviennent d'autres éléments, d'autres facteurs, qui ne sont pas seulement de caractère national, mais sont communs à tous les pays et

qui sont d'une nature bien différente de ce que voudrait nous faire accroire cet adulateur forcené de soi-même. La lutte contre les revendications, et la résistance contre le renouveau ouvrier partent de bases bien plus concrètes, mais il est sans aucun doute significatif, pour juger du sérieux de la vie politique italienne, qu'au sommet d'un édifice dont la cohésion est assurée par un puissant système de forces réelles, on trouve cet homme qui s'amuse à étaler sa force et à se masturber avec des mots.

Les politiciens de la bourgeoisie qui jugent à partir de leur propre impuissance et de leur propre peur parlent d'une subversion réactionnaire, Pour nous, et pour tous ceux qui comprennent quelque chose au jeu de forces qui fait la politique, il ne s'agit que de l'agitation d'une mouche du coche.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 22 juin 1921.

UNE LIGNE D'ACTION

Dans le langage commun, le mot *crise* a Lui sens exact et précis, il signifie un phénomène limité dans le temps et dans l'espace, un point de résolution, auquel doit succéder soit la mort, soit le renouvellement.

Le Conseil directeur de la Confédération générale du travail s'est réuni à Rome 1. A cette réunion assistaient G. M. Serrati et Zannerini, tous deux grands théoriciens et grands tacticiens du socialisme italien, tous deux de... tendance communiste. On a discuté sur le phénomène du chômage; on a voté à ce propos une résolution, on a, selon *l'Avanti !* établi une ligne d'action; on annonce une bataille que la Confédération entend « mener » (*mener* et non *livrer*), en faveur du prolétariat.

Mais que pense de la crise actuelle le Conseil directeur ? Croit-il à la mort ou au renouveau du capitalisme ? Quelles sont ses prévisions ? Où veut-il en arriver? Que doivent dire aux masses laborieuses les organismes locaux engagés à épauler la nouvelle « bataille » ?

La démagogie des réformistes et des « communistes de tendance » ne se prononce pas, ne se compromet pas. La « nouvelle bataille » doit être nationale, mais elle doit se dérouler sur le « plan local » ; le mot d'ordre est de « mener » une bataille, un point, c'est tout; que chacun avise pour son compte, car Dieu miséricordieux avisera pour tous. Il n'y a pas d'objectif commun précis, il n'y a pas de tactique commune à tous; le capitalisme est centralisé, il poursuit un objectif unique, il a une tactique unique, mais le prolétariat ne peut avoir tout cela, sans quoi les mandarins confédéraux devraient se compromettre et ils ne pourraient plus avoir la possibilité de désavouer les organisations guidées par les communistes au cas où elles prendraient au sérieux l'ordre de livrer bataille et où, cessant de *mener* une action verbeuse et fumeuse, elles combattraient vraiment.

Les communistes pensent que la crise actuelle est une catastrophe plutôt qu'une crise. Les communistes sont renforcés dans leur opinion à ce sujet, non seulement par la critique de l'économie capitaliste qu'a faite l'Internationale communiste, mais aussi par l'opinion des économistes libéraux. Les libéraux ont toujours nié la possibilité d'une crise économique frappant simultanément toutes les industries et tous les pays, et pourtant cette crise s'est produite, elle est en cours; il ne peut donc plus s'agir d'un phénomène limité dans le temps et dans l'espace, prévisible par des calculs valables pour la norme; on ne peut parler que de catastrophe, d'un phénomène exceptionnel, auquel on ne peut remédier que par des moyens exceptionnels; d'un phénomène de complète désagrégation du système économique bourgeois, qui ne peut être circonscrit et surmonté que par la conquête de l'État, par l'imposition de la dictature du prolétariat.

Le chômage s'étend dans toutes les industries ; il n'est donc pas possible que les ouvriers sans travail passent d'une industrie à l'autre. Le chômage envahit tous les pays, l'émigration n'est donc pas possible. Les compensations qui s'offraient par le passé sont actuellement impossibles. La crise apparaît sans limites, ni d'espace, ni de temps. Le spectre de la faim et du licenciement

plane, menaçant, sur d'immenses foules de sans-travail; que doivent faire ces foules ? Comment doivent-elles apaiser leur faim, comment doivent-elles se vêtir, comment doivent-elles se loger ? La faim et le manque de logements conduisent fatalement au brigandage, à la violence

individuelle, à la destruction chaotique du peu de biens qui existent. Les réformistes se figurent-ils que le gouvernement voudra entretenir indéfiniment les chômeurs? Le capitalisme vit du profit tiré du travail des masses prolétariennes : il ne peut entretenir les masses qui ne travaillent pas sans s'anéantir complètement. Les réformistes croient-ils que le capitalisme veuille s'anéantir ? Le capitalisme c'est... les capitalistes, des hommes en chair et en os, des gens qui ne veulent pas faire de la philanthropie, des gens qui préfèrent employer leur argent à enrôler des gardes blancs prêts à fusiller les ouvriers, plutôt que de le distribuer en subsides et en soupes populaires.

La démagogie socialiste n'est pas seulement un crime, c'est aussi une sottise. Dans des périodes comme celle-ci, il est indispensable de parler net, c'est la franchise et la décision qui sont indispensables et non les atermoiements. Le prolétariat ne peut se sauver qu'au prix de connaître la vérité tout entière, au prix de connaître toute la portée des dangers qu'il court et des sacrifices qu'il doit accomplir pour les surmonter. La tactique des réformistes et des « communistes de tendance » ne trace pas de ligne d'action ; elle n'est qu'un reflet de la panique qui s'est emparée de tous les dirigeants petits-bourgeois de la société en décomposition. Le devoir des communistes est de démasquer ces hommes devant les masses, et de faire la preuve que le prolétariat ne peut sortir de la pénurie présente, qui le menace dans sa vie physique comme dans son développement spirituel et civil, qu'en entrant résolument dans la lutte pour abattre le régime actuel et pour créer un gouvernement international des forces productives existant dans le monde.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 30 juin 1921.

LES CHEFS ET LES MASSES

Le traité de paix qui va être passé entre socialistes et fascistes (1) aura une remarquable importance dans la vie politique italienne. Il marquera la faillite du fascisme en tant que mouvement politique et réduira la collaboration de classe des socialistes à ses termes objectifs et réels, ce qui revient à dire qu'il marquera le début de la faillite politique du Parti socialiste.

Ce traité aura une portée purement parlementaire : il sera valable pour les chefs, il n'aura aucune valeur pour les masses. M. Mussolini, qui aspire à jouer le rôle du très habile et très avisé parlementaire, apparaîtra sous son aspect réel : celui d'une mouche du coche, d'un apprenti sorcier qui a appris la formule pour invoquer le Diable, mais ignore celle qui peut le faire rentrer en enfer. Du haut de la tribune parlementaire et dans les colonnes du *Popolo d'Italia* les fascistes seront sermonnés et désavoués comme étant de « faux fascistes » ; les ouvriers qui opposeront une résistance aux violences réactionnaires seront massacrés en tant que « criminels communistes » ; et la seule efficacité du traité sera de permettre à Armando Bussi d'être cordial avec Benito Mussolini et à Tito Zaniboni de serrer la main à Farinacci ou à De Vecchi (2).

La paix entre fascistes et socialistes est le résultat d'un état d'esprit, où les deux faillites politiques interfèrent : la tactique fasciste, dans la mesure où elle correspondait à un plan politique préétabli, se proposait de faire rentrer dans la légalité constitutionnelle les chefs socialistes et de les induire à collaborer. Giolitti favorisa le mouvement fasciste pour le canaliser vers cet objectif précis. Les masses furent impunément massacrées, les Chambres syndicales, les coopératives, les maisons du peuple furent incendiées et mises à sac impunément afin d'induire à la réflexion les chefs socialistes. On appliqua sur une grande échelle une méthode pédagogique jadis en usage dans les familles royales anglaises : le petit prince était toujours accompagné d'un enfant de basse extraction, qui recevait les coups à sa place; on comptait sur la pitié pour les souffrances et les larmes de ce malheureux pour incliner à de meilleures dispositions le jeune prince en proie aux

caprices, à la rêverie, à la paresse. Pour pousser les chefs syndicalistes et les députés socialistes à en finir avec l' « intransigeance » et à collaborer avec le gouvernement et avec les capitalistes, Giolitti permit au fascisme de martyriser des régions entières, de terroriser des millions et des millions de citoyens, d'organiser et d'armer quatre cent mille hommes pour la guérilla civile. C'était un plan machiavélique que celui de Giolitti. Mais la réalité est pleine de contradictions : trop souvent, à côté du visage cyniquement pensif de Machiavel, grince le ricanement vulgaire de

Stenterello (1). La tactique fasciste et la pédagogie politique giolittienne ont eu le résultat que voici : l'organisation syndicale italienne s'est effritée, les masses n'obéissent plus à ces chefs qui les ont lâchement abandonnées au moment du danger et du massacre.

Quel but pourrait avoir désormais une collaboration des socialistes avec le gouvernement ? Les socialistes, les chefs syndicalistes ne peuvent être utiles au capitalisme que dans la mesure où leurs mots d'ordre sont reçus par les masses organisées dans les syndicats. Les chefs syndicalistes, en tant qu'individus, sont considérés comme des zéros. Leur ignorance est universellement connue ; leur incapacité administrative est proverbiale. Discuter des conventions collectives est une chose, gouverner un pays en est une autre. Les chefs syndicalistes ne sont prisés que dans la mesure où l'on suppose qu'ils jouissent de la confiance des grandes masses laborieuses, que dans la mesure où ils peuvent éviter des grèves et peuvent convaincre les ouvriers d'accepter avec résignation l'exploitation et l'oppression du capitalisme « pour sauver la nation de la ruine ». Aujourd'hui, les socialistes, les chefs syndicalistes, ont perdu tout contrôle sur la classe ouvrière ; même s'ils le voulaient, ils ne pourraient rien faire. Tel a été le résultat de la tactique fasciste et de la pédagogie politique de Giovanni Giolitti : remplacer Labriola (2) par Bruno Buozzi ne signifierait plus aujourd'hui que remplacer une mouche du coche par une autre mouche du coche.

Il est donc naturel que les fascistes se réconcilient avec les socialistes : la faiblesse intrinsèque des uns et des autres sera moins apparente. Ni les uns ni les autres n'ont plus de fonction à assumer dans le pays : ils sont donc à juste titre devenus des partis de gouvernement et de « réalisation ». Giovanni Giolitti est leur homme représentatif : et nous verrons, si les dieux le permettent, car les masses

n'auront toujours pas trouvé d'orientation ni d'encadrement révolutionnaire, nous verrons Giovanni Giolitti être à la tête d'un gouvernement de mouches du coche, socialistes, fascistes et populaires.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 3 juillet 1921.

LE CAPITAL A GAGNÉ

La grève des mineurs anglais (1) qui avait menacé et s'était déclenchée au milieu de l'attente générale et presque anxieuse du prolétariat mondial, a pris fin de manière inaperçue, sans susciter de grands échos, sans apporter aucune des satisfactions attendues. Les bourgeois sont seuls à faire des commentaires, et dans la fin sans gloire de ce mouvement qui semblait devoir faire retentir dans le prolétariat mondial un cri de révolte contre l'offensive lourde et oppressive du capital, les bourgeois voient le signe que le monde glisse vers la droite.

Que le capital ait gagné, on ne peut le nier, de même qu'on ne peut nier que cette victoire a une signification qui dépasse le plan national comme, d'ailleurs, l'offensive contre les mineurs, qui ne pouvait s'expliquer qu'en relation avec un plan à l'échelle européenne, visant à réduire les travailleurs à des conditions de vie et de salaires qui accordent aux capitalistes un peu de temps pour « souffler » et leur rendent un peu de cette liberté qu'ils semblaient avoir perdue dans l'immédiat après-guerre : liberté de considérer le travail comme une marchandise à obtenir à des prix de désespoir, liberté de faire retomber sur le travail tout le poids d'un malaise économique qui s'aggrave chaque jour de façon effrayante.

Le capital a gagné. On annonce en effet que l'échec de la résistance des mineurs prélude à un repli de toutes les organisations syndicales anglaises, et un tel repli ne peut manquer d'être le signe officiel du passage de tous les syndicats ouvriers sur le terrain des concessions aux volontés patronales. Les lois les plus courantes de l'équilibre économique suffiront à imposer partout des réductions de salaires, si ce n'est l'augmentation de la durée du travail, et dans le cas où ce ne sera pas suffisant, la

Le capital a gagné

131

capitulation des Trade-Unions, organismes qui se sont spécialisés dans la défense du salaire ouvrier, aura des conséquences morales telles qu'elles rendront dans toutes les nations civilisées les patrons audacieux et les ouvriers hésitants. En substance, c'est la tactique syndicale traditionnelle, la seule chose dont on puisse dire qu'elle est restée commune durant ces dernières

années à toutes les organisations prolétariennes, qui est en train de faire faillite, face à la résistance et aux contre-attaques des patrons. Pour mieux dire, il se révèle impossible d'assurer la défense du salaire de l'ouvrier en restant sur le terrain traditionnel de la simple organisation de résistance.

Les chefs syndicaux de tous les pays, s'étant aperçus de ce fait, croient remédier à l'évidente insuffisance de leur action en se tournant désespérément vers les gouvernements bourgeois pour obtenir d'eux, sinon un appui, du moins la garantie que tout ne leur sera pas arraché de ce qu'ils étaient parvenus péniblement à conquérir. Point n'est besoin de citer des exemples. Point n'est besoin de rappeler qu'en Italie ce sont les chefs syndicaux eux-mêmes qui poussent le Parti socialiste vers la collaboration de classe, en alléguant l'impossibilité d'agir désormais sur tout autre terrain ; point n'est besoin de rappeler leur évolution vers les mouvements corporatifs et les coopératives, tant en Italie qu'en Allemagne; point n'est besoin de répéter la façon dont les Hodges et les Thomas (1), après avoir perfidement enterré les espoirs des mineurs, s'emploient, au moyen de l'Internationale d'Amsterdam, à devenir une force « positive » entre les divers États européens et à susciter des actions de caractère politique, en louvoyant de l'un à l'autre des groupes capitalistes qui se disputent la primauté. C'est ainsi que ceux qui, auparavant, aimaient à s'enfermer dans la tour d'ivoire de l'apolitisme syndical, tombent d'un seul coup dans le troupeau des politicards.

Et ils tombent mal. Ils tombent d'une façon qui est révélatrice de toute l'incompréhension politique et historique qui les guidait auparavant, en tant que dirigeants syndicaux, et qui les guide encore maintenant qu'ils veulent jouer aux politiciens. Battus par les capitalistes, ils ont recours à l'État; battus sur le terrain de la résistance, ils se replient sur celui de la collaboration, nourrissant peut-être l'illusion de trouver dans l'État avec lequel ils veulent collaborer, une aide contre ce patron qui semble bien être devenu le plus fort.

Ils font ainsi la preuve qu'ils n'ont pas compris un trait essentiel, caractéristique, de l'économie et, de la politique des temps présents, un trait sur lequel l'Internationale communiste et les partis communistes de tous les pays n'ont pas manqué d'attirer depuis longtemps l'attention des prolétaires. Aujourd'hui, disent les communistes, ce n'est plus le patron qui est l'ennemi spécifique des prolétaires qui combattent pour leur vie et pour leur liberté : les intérêts et les forces de tous les patrons se rassemblent et s'unifient en effet dans l'intérêt et dans le pouvoir de l'État: C'est pourquoi on n'accomplit aucun travail concret si l'on ne lutte contre l'État sans cesser pour autant de mettre en lumière le but ultime que les prolétaires doivent se proposer, c'est-à-dire conquérir l'État par la voie révolutionnaire. Bien plus, recourir à l'État pour une hypothétique défense contre le patron, ou se réfugier sur le terrain de la collaboration de classe en désespérant de la victoire à découvert, est pire qu'une illusion, c'est une trahison ; c'est mettre entre les mains de l'ennemi les forces que conservait l'armée du prolétariat.

Il est certainement intéressant d'observer les formes que la trahison est en train de prendre dans les divers pays, mais d'ores et déjà il apparaît que toutes ont en commun l'oubli de ce principe que l'Internationale communiste est seule à reconnaître, principe qui inspire sa tactique, et dont la véracité est vérifiée par l'expérience pratique des prolétariats des différents pays d'Europe. La défaite des mineurs anglais, en marquant de façon éclatante le début de la faillite de la tactique traditionnelle des syndicats, est un fait qui ne contribue pas à renforcer cette expérience.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 6 juillet 1921.

L'OPPORTUNISME DE LA C.G.L.

Les opportunistes de *Battaglie sindacali* ne sont ni fort originaux, ni fort spirituels. Ce sont tout bonnement des incompetents qui ont peur des responsabilités.

A propos de la dernière réunion du Comité confédéral qui s'est tenue à Rome et de la motion sur la « crise »

L'opportunisme de la C. G.L.

133

actuelle qui y fut approuvée, nous avons posé les questions suivantes : « Le Comité confédéral a-t-il une ligne d'action ? A-t-il élaboré un plan de résistance et de lutte? Cette hypothétique ligne

d'action s'insère-t-elle dans une conception générale de la « crise » dans laquelle se débat notre pays (I)? »

A ces questions, *Battaglie sindacali* (2) ne répond pas; l'organe central de la Confédération, avec la légèreté d'esprit qui est le propre des incompetents et des irresponsables, élude les questions, plaisante sur les choses sérieuses, fausse les problèmes, ne démontrant lumineusement qu'une seule chose : sa peur des positions nettes, sa peur de s'engager devant les masses ouvrières qui, à cause de la « crise », souffrent de la faim, qui, à cause de la « crise », ont été plongées dans une horrible situation d'incertitude sur ce que va être leur lendemain et le lendemain de leurs enfants.

La « crise » actuelle débouchera-t-elle sur la mort ou sur le renouveau du capitalisme? En ce qui concerne le régime bourgeois, s'agit-il d'une crise ou d'une catastrophe? Comment les prolétaires doivent-ils se comporter par rapport à elle? Doivent-ils simplement résister, et la résistance pure et simple peut aussi équivaloir à un recul ou bien doivent-ils lutter, passer à l'offensive, conquérir le pouvoir politique, empêcher ainsi la ruine actuelle de devenir encore plus grave et plus profonde?

Fort stupidement, les opportunistes de *Battaglie sindacali* écrivent que nous voyons la révolution... à portée de la main. Beaucoup plus stupidement encore, ils invitent les communistes à faire une bonne fois cette révolution dont ils proclament l'imminence à tout bout de champ.

Les communistes ont leur propre conception sur la période historique actuelle et c'est une conception basée sur une critique profonde et minutieuse du système économique bourgeois. A cette conception, les opportunistes n'opposent rien de substantiel ni de concret; bien mieux, ils disent la tenir pour réelle, et sur cette reconnaissance générique ils fondent leurs prétentions à être admis à faire partie de l'Internationale communiste. Que soutient l'Internationale communiste? Elle soutient que la période actuelle est essentiellement révolutionnaire, dans la mesure où le régime est incapable de satisfaire les exigences vitales des grandes masses laborieuses, et que le prolétariat est poussé par la nécessité de sa propre conservation à prendre en main le pouvoir politique. Cette nécessité échappe à l'arbitraire des individus et des groupes politiques : elle mène à la création d'une situation instable, confuse, où les

prévisions de temps et d'espace sont devenues impossibles. La sagesse politique devrait conseiller aux partis prolétariens d'être à chaque instant prêts et disponibles parce qu'à chaque instant, dans cette situation chaotique et aléatoire, peuvent se produire des ruptures irrémédiables au sein de la société bourgeoise qui risquent de faire Passer, même malgré soi, de la révolution potentielle à la révolution active, à la lutte décisive. C'est de cette conception que le IIe Congrès de l'Internationale communiste a tiré sa tactique et sa méthode; elle l'a fait avec prudence, avec sagesse, avec perspicacité. En fait, les thèses de l'Internationale prévoient aussi bien l'action immédiate que la possibilité d'une pause; comment s'expliqueraient les thèses sur le parlementarisme révolutionnaire et sur l'action tenace et patiente que les communistes doivent mener dans le domaine syndical et coopératif, si ce n'est pas la sagesse prolétarienne des communistes qui veulent être en mesure de dominer toute la situation dans sa complexité, avec ses imprévus, et ses phases obscures et chaotiques?

Les chefs syndicalistes savent fort bien toutes ces choses, ils savent quelle est la tactique et quelle est la ligne d'action des communistes. C'est pourquoi nous pouvons dire que leur opportunisme est une véritable et authentique trahison. Qu'ils sortent de l'équivoque, qu'ils s'opposent franchement aux thèses de l'Internationale et alors, et alors seulement, ils pourront prétendre être pris au sérieux! Au lieu de livrer une guérilla fasciste contre tel ou tel autre point de détail, qu'ils opposent une conception qui leur soit propre à la conception communiste, qu'ils la soutiennent devant les masses ouvrières, qu'ils en tirent une méthode, une ligne d'action : voilà ce que nous demandons depuis plusieurs mois, avec insistance, cela et rien d'autre.

Les conditions de la classe ouvrière sont aggravées et exaspérées par cet agnosticisme (peur des responsabilités, née de l'incompétence) de la C.G.L. La C.G.L. est l'actuel gouvernement de la classe ouvrière : politiquement elle est responsable de la situation, tout comme le gouvernement est responsable de l'État bourgeois. A l'intérieur de la C.G.L., les communistes sont des citoyens, qui ont le droit et le devoir de contrôler, de demander des comptes sur les plans de gouvernement, sur les méthodes de gouvernement, sur les buts de gouvernement. Les communistes ont le droit et le devoir de demander à leurs gouvernants : «Qu'entendez-vous faire? Comment entendez-vous employer les forces dont vous disposez? Vous nous engagez

à affronter une bataille, en quoi consiste cette " bataille " ? quel doit être le dispositif stratégique ? Jusqu'à quel point pouvons-nous et devons-nous nous avancer? Comment devons-nous établir nos services de liaison? Il faut un programme, il faut un plan, l'avez-vous ? Ou bien devons-nous nous fier à vous comme le peuple italien devait se fier à Cadorna (1) ? »

Ce n'est pas aujourd'hui le moment de jouer avec le feu, de faire du sport syndical. Les masses ouvrières sont abattues, il faut leur infuser une foi, il faut donner une substance concrète à leurs espoirs. Ce n'est pas le moment de faire de l'esprit. Les gens souffrent de la faim. Les masses ouvrières savent bien qu'après l'été vient l'automne, et puis l'hiver. Le chômage signifie le licenciement, il signifie manquer de vêtements, il signifie prévoir l'avenir comme une tempête de douleurs et de souffrances. Les ouvriers ont une famille, il y a là des enfants, des vieillards, des femmes, qu'il faut vêtir, loger, nourrir. A leurs femmes, à leurs enfants, à leurs vieillards, les ouvriers ne peuvent tout de même pas aller dire que leurs souffrances dépendent d'une « thrombose » ou d'un « éléphantiasis » du régime économique : ils doivent dire si ça va durer longtemps ou peu, s'il y a de l'espoir, si on fait quelque chose.

La C.G.L. a la responsabilité des destins prolétariens. Pour être défendus, pour être soutenus, les ouvriers se sont associés dans les syndicats, ils se sont fédérés, ils se sont confédérés. L'union fait la force, cela leur a été dit, et avec raison. Pour être forts, il faut avoir une discipline, il faut reconnaître l'autorité des chefs, il faut avoir des chefs qui veillent à la situation, qui prévoient, qui pourvoient, qui rassemblent les membres épars du prolétariat, qui élaborent des plans généraux, qui lancent des mots d'ordre valables pour l'entière communauté ouvrière.

Les opportunistes de la C.G.L. veulent être à la place des chefs, mais ils ne veulent pas de la responsabilité qui incombe aux chefs. La C.G.L. répète les faiblesses propres à la démocratie bourgeoise en décomposition : le culte de l'incompétence et de la phraséologie creuse, indissolublement lié à la terreur sacrée des responsabilités.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 10 juillet 1921.

LES « ARDITI DEL POPOLO (1) »

Les déclarations faites aux journaux par le député Mingrino à propos de son adhésion aux *Arditi del popolo* servent magnifiquement à mettre en relief le communiqué du Parti communiste sur le même sujet. Les déclarations de Mingrino relèvent de cet état d'esprit périmé et désuet du Parti socialiste qu'il nous est déjà arrivé de qualifier de néomalthusien. Selon cette conception, le mouvement en faveur des *Arditi del popolo* conduirait fatalement à voir se reproduire ce qui s'est passé en septembre 1920, quand le prolétariat de la métallurgie fut entraîné sur le terrain de l'illégalité, fut mis dans le cas de ne pouvoir résister sans prendre les armes, sans porter la main sur les privilèges les plus sacrés du capitalisme, et quand, d'un seul coup, tout fut fini, parce que l'occupation des usines n'avait que des buts... syndicaux.

Le député Mingrino donne son adhésion aux *Arditi del popolo*. Il apporte à cette institution son nom, sa qualité de député socialiste, le prestige de son personnage, devenu sympathique au prolétariat révolutionnaire pour son attitude lors de l'agression fasciste contre le camarade Misiano (2). Mais quelle est la mission des *Arditi del popolo* selon le député Mingrino ? Elle devrait se limiter à faire contrepoids à la violence fasciste, elle devrait être de pure résistance, elle devrait, en somme, avoir des fins strictement... syndicales.

Le député Mingrino croit-il donc encore que le fascisme n'est que la manifestation superficielle d'une psychose d'après-guerre? Il ne s'est donc pas encore persuadé que le fascisme est organiquement lié à l'actuelle crise du régime capitaliste, et qu'il ne disparaîtra qu'avec la suppression de ce régime? Il ne s'est donc pas encore persuadé qu'il faut donner aux idéologies patriotiques, nationalistes, reconstructrices, de Mussolini et Cie une valeur purement marginale, et qu'il faut au contraire voir le fascisme dans sa réalité objective, hors de tout schéma préétabli, hors de tout plan politique abstrait, comme étant un pullulement spontané d'énergies réactionnaires qui s'agrègent, se désagrègent, se rassemblent à nouveau, ne suivant leurs chefs officiels que lorsque leurs mots d'ordre correspondent à

Les « Arditi del popolo »

137

la nature profonde du mouvement, qui est ce qu'elle est, quels que soient les discours de Mussolini, les communiqués de Pasella (1), les « alàlà! » de tous les idéalistes de la terre ?

Lancer un mouvement de renouveau populaire, adhérer à un mouvement de renouveau populaire en mettant par avance une limite à son expansion, c'est la plus grave faute de tactique

qui se puisse commettre en ce moment. Il ne faut pas créer d'illusions dans les masses populaires qui souffrent cruellement, et qui, par leurs conditions mêmes de souffrance, sont portées à se faire des illusions, à croire comme les malades, soulager leurs douleurs en « changeant de côté ». Il ne faut pas leur laisser croire qu'il suffirait d'un petit effort pour échapper aux dangers qui planent aujourd'hui sur tout le peuple travailleur. Il faut faire comprendre, il faut insister pour faire comprendre qu'aujourd'hui le prolétariat ne se trouve pas en face d'une simple association privée, mais qu'il trouve contre lui tout l'appareil de l'État avec sa police, avec ses tribunaux, avec ses journaux qui manipulent l'opinion publique selon le bon plaisir du gouvernement et des capitalistes. Il faut faire comprendre ce qu'il n'a pas été possible de faire comprendre en septembre 1920 : lorsque le peuple travailleur sort de la légalité et ne trouve pas la force de sacrifice et la capacité politique qui sont nécessaires pour mener jusqu'au bout son action, il est puni par la fusillade massive, par la faim, par le froid, par les privations qui tuent lentement, jour après jour.

Les communistes sont-ils opposés au mouvement des *Arditi del popolo* ? Au contraire : ils aspirent à l'armement du prolétariat, à la création d'une force armée prolétarienne en mesure de défaire la bourgeoisie et de défendre l'organisation et le développement des nouvelles forces productives engendrées par le capitalisme,

Les communistes sont aussi d'avis que, pour engager une lutte, il ne s'agit pas non plus d'attendre que la victoire vous soit garantie par acte notarié. Souvent, dans l'histoire, les peuples se sont trouvés à la croisée des chemins : soit languir jour après jour d'inanition, d'épuisement, en jalonnant leur route de quelques morts par jour - qui deviennent au cours des semaines, des mois et des années, une foule - soit courir le risque de mourir en combattant, dans un suprême effort d'énergie, mais aussi courir le risque de vaincre, d'arrêter d'un seul coup le processus de décomposition, pour entamer l'œuvre de réorganisation et de déve

loppement qui, du moins, assurera aux générations à venir un peu plus de tranquillité et de bien-être. Et ce sont les peuples qui ont eu foi en eux-mêmes et en leur propre destinée et ont affronté la lutte avec audace, qui ont été sauvés.

Mais si les communistes pensent ainsi, à cause des données objectives de la situation, à cause des rapports de force avec l'adversaire, à cause des possibilités de venir à bout du marasme et du chaos créés par la guerre impérialiste, à cause de tous les éléments qui ne peuvent être inventoriés et pour lesquels il n'est pas toujours possible de faire un exact calcul de probabilité, ils veulent cependant que les objectifs politiques soient au moins clairs et concrets; ils ne veulent pas que se répète aujourd'hui ce qui s'est produit en septembre 1920; ils veulent qu'au moins cela ne se répète pas pour tout ce qui peut être prévu, qui peut être estimé, qui peut être l'objet de dispositions de la part de l'activité politique organisée en parti. Les ouvriers ont le moyen d'exprimer leur avis; les ouvriers socialistes qui sont des révolutionnaires, ceux qui ont tiré de l'expérience de ces derniers mois quelques enseignements, ont le moyen de faire pression sur le Parti socialiste, de le contraindre à sortir de l'équivoque et de l'ambiguïté, de lui faire adopter une position nette et précise sur ce problème qui est le problème même de la sécurité physique de l'ouvrier et du paysan. Le député Mingrino est un député socialiste; si c'est un homme sincère, comme nous le croyons, que ce soit lui qui prenne l'initiative de faire sortir de leur torpeur et de leur indécision les masses qui suivent encore son parti, mais qu'il ne fixe pas de limites à leur expansion s'il ne veut porter la responsabilité d'avoir procuré au peuple italien une nouvelle défaite et un nouveau fascisme, multiplié par toutes les vengeances que la réaction exerce implacablement sur les hésitants et sur les indécis, une fois qu'elle a massacré les avant-gardes d'assaut.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 15 juillet 1921.

LE BOURREAU ET SA VICTIME

Le gouvernement et la presse bourgeoise cherchent une diversion pour masquer la faillite des pourparlers de Paix (1) entre parlementaires fascistes et parlementaires réformistes. La diversion est toute trouvée : c'est le Parti communiste. Le Parti communiste ne veut pas de la pacification, le Parti communiste est la cause de tous les malheurs et de toutes les souffrances qui s'abattent

sur le peuple italien, le Parti communiste n'est qu'une association de brigands, d'assassins, de criminels de droit commun, c'est le Parti communiste, et lui seul, qui est à l'origine du fascisme ! C'est parce que le Parti communiste ne veut pas de la pacification que le gouvernement de Bonomi ne peut faire autrement que de continuer à laisser faire aux fascistes tout ce qui leur plaît! Les dépôts d'armes et de munitions que les fascistes ont accumulés par centaines et par milliers, et parfois au vu et au su de tout le monde, ne seront pas saisis. Les mitrailleuses, les canons, les lance-flammes, les mousquetons seront laissés aux fascistes. Les fascistes pourront encore défiler dans les villes, par colonnes, fusil à l'épaule, casque en tête, leurs musettes pleines de grenades. L'État n'interviendra pas, il n'appliquera pas les lois, il n'ouvrira pas les prisons, il ne fera pas appel aux juges. Vis-à-vis des fascistes, l'État cesse d'être une administration chargée de l'application des lois, il cesse d'être un organisme de répression et de punition; pour les fascistes, l'État n'existe pas, l'État reconnaît dans les fascistes une autorité indépendante, il traite avec eux sur un pied d'égalité, et leur reconnaît le droit, si la pacification ne se réalise pas, de continuer impunément à incendier, à assassiner, à envahir villes et villages, à décréter des bannissements et à proclamer la dissolution d'administrations publiques. Cette action pacificatrice du gouvernement italien a quelque chose de dérisoire. Qui donc sera le défenseur et le garant du « traité de paix » ? Qui pourra se fier à la parole d'un gouvernement qui, d'une manière aussi flagrante, avoue son impuissance si ce n'est sa mauvaise foi ? Comment ce gouvernement qui ne parvient pas à faire respecter la charte fondamentale de l'État, garantie au peuple italien par un serment royal, parviendrait-il à faire respecter une

« charte » à laquelle subversifs et fascistes devraient prêter serment?

Les communistes ne se feront certainement pas complices de ce « marché de dupes », ils ne perpétreront certainement pas ce crime contre le peuple italien. Il ne peut y avoir de paix entre le bourreau et sa victime, il ne peut y avoir de paix entre le peuple et ses massacreurs. Le Parti communiste assume toute la responsabilité de l'attitude qu'il a prise. Il n'ignore pas qu'il devient la cible de la coalition réactionnaire, mais il est persuadé que, quand bien même il serait « pacifiste », il deviendrait également la cible de la réaction coalisée. Après qu'elle eut évacué les usines occupées, la classe ouvrière italienne a pu juger de ce que valent les promesses du gouvernement italien. Il ne devait pas y avoir de représailles, et les ouvriers ont été envoyés au bagne; et les tribunaux ont sué sang et eau pour monter un colossal complot; et, par centaines de milliers, les ouvriers ont été jetés à la rue pour y crever de faim ainsi que leurs familles. A Turin, les ouvriers socialistes eux-mêmes ont été échaudés dans la confiance qu'ils accordaient à la parole des réactionnaires : ils ont laissé, en un premier temps, licencier des usines, les plus audacieux combattants de la révolution, les communistes, ils ont signé un pacte; aujourd'hui, leur tour est venu, aujourd'hui c'est eux qui sont mis à la porte. Qui est capable de faire respecter, par les réactionnaires, les pactes, les promesses, les serments? Ne font-ils pas la preuve, dès avant la pacification, de toute leur mauvaise foi? Ce n'est pas contre les communistes, ce n'est pas contre le Parti communiste en tant que petit noyau d'individus associés, que la réaction est en fureur : elle est en fureur contre la classe ouvrière et paysanne, en tant que masse de salariés esclaves du capital; elle a peur que la classe laborieuse dans sa totalité - qu'elle soit communiste, socialiste, républicaine ou populaire - opprimée, taillée à merci, affamée, ne s'insurge contre ses exploités et ne renverse les actuels rapports de classes. A Ferrare, il ne s'était même pas encore formé de section communiste, et pourtant le fascisme a été spécialement féroce à Ferrare (1). Dans toutes les zones agricoles, dans le Polesine, dans la région de Reggio, dans les Pouilles, où le fascisme a instauré un véritable régime colonial, le Parti communiste, qui est essentiellement ouvrier et urbain, n'avait que des forces très réduites. Là où le Parti communiste était particulièrement fort, comme à Turin, le fascisme a attendu jusqu'au mois d'avril pour

passer à l'action. Ses manifestations d'agressivité ont coïncidé avec la crise industrielle, avec le lock-out chez Fiat, et elles sont clairement apparues comme liées à la tactique de la lutte capitaliste contre l'organisation des syndicats. Le fascisme n'est pas une organisation parmi d'autres, et le communisme non plus, n'est pas une organisation parmi d'autres : le fascisme est un mouvement social; il est l'expression organique de la classe possédante en lutte contre les exigences vitales de la classe laborieuse, l'expression de cette classe possédante qui veut, au prix

de la faim et de la mort des travailleurs, reconstruire le système économique ruiné par la guerre impérialiste. Dans cette lutte l'initiative appartient encore à la classe possédante, de même que c'est au fascisme qu'appartient l'initiative de la guerre civile; c'est la classe laborieuse qui est la victime de la guerre de classes, et il ne peut y avoir de paix entre la victime et son bourreau. Ceux qui veulent aujourd'hui entraîner le prolétariat sur la voie de la pacification sont déjà, eux aussi, des bourreaux : en effet, au nom de la pitié qu'inspirent les dix morts d'aujourd'hui, ils préparent pour demain mille massacrés. Ce n'est même pas là de la pitié, c'est une lâche hypocrisie; c'est précisément parce qu'il ressent profondément une pitié pleine d'humanité pour le destin atroce qui attend le peuple laborieux, que le Parti communiste ne veut être ni hypocrite ni lâche.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 17 juillet 1921.

DÉVELOPPEMENTS DU FASCISME

Les événements de Grosseto, de Viterbe, de Trévis (1), représentent la phase initiale d'un développement nouveau et définitif du fascisme. Aux expéditions de petites bandes succèdent les actions de véritables et authentiques corps d'armée, équipés de mitrailleuses. Dans quelques localités, la cavalerie fasciste a fait son apparition. A Sienna, c'est par milliers et milliers que les fascistes se rassemblent, sous prétexte d'assister à un congrès provincial et qu'ils défilent, encadrés par leur cavalerie.

Il serait inepte de croire que tout ceci est purement

spectaculaire. Il est clair au contraire, que les formations locales du fascisme obéissent à un mot d'ordre central et appliquent un plan minutieusement préparé à l'avance. Avant peu, l'épisode de Trévise qui a tant ému l'opinion populaire sera dépassé par bien d'autres événements sensationnels. Il paraît même que c'est Turin qui doit être le théâtre de la nouvelle et grandiose geste fasciste. On dit que de dix à quinze mille fascistes seraient mobilisés dans toute la plaine du Pô pour investir Turin et briser définitivement son mouvement prolétarien. Les autorités de la sûreté nationale devraient bien savoir quelque chose à ce sujet; quant au commissaire central de Milan, le commendatore Gasti, qui s'occupe de *L'Ordine Nuovo* avec une «tendresse» particulière, il devrait en avoir une idée très précise.

Ces bruits offrent toutes les garanties de sérieux et ils devraient préoccuper sérieusement les masses travailleuses. Les révoltes contre le fascisme qui se multiplient désormais sur tout le territoire, si elles permettent d'espérer en une renaissance des énergies populaires, doivent aussi accroître le sens des responsabilités et de leur poids. Plus il est évident que les populations supportent mal d'être sous le coup de la terreur blanche, et plus il faut prévoir que le fascisme va élargir, intensifier et organiser son activité. L'éventualité même d'une collaboration des socialistes avec le gouvernement vient augmenter le danger d'un coup de main fasciste. Il est certain que les socialistes n'apporteront leur appui au gouvernement qu'à condition que le gouvernement donne des assurances sur la répression du fascisme; et il est également certain que le fascisme ne voudra pas perdre la position de force qu'il occupe aujourd'hui dans de si nombreuses régions. La «pacification» n'est qu'un masque transparent destiné à permettre de poursuivre impunément la préparation et l'organisation militaire de véritables et authentiques armées à opposer au gouvernement et aux socialistes.

Après les événements de Grosseto et de Trévise, restés impunis, il faut s'attendre à un assaut fasciste contre les grandes villes ouvrières. Nous demandons une fois de plus à la Confédération générale du travail si elle a mis en place un plan de défense, qui permette aux populations locales d'être aidées et soutenues dans leurs éventuels efforts pour résister à l'offensive réactionnaire qui, elle aussi, a indubitablement une valeur et une portée «syndicale». Nous posons la même question au Syndicat des cheminots.

Les populations locales n'ont cependant pas grand-chose à espérer de ces organismes, qui ont complètement perdu tout sens de la réalité historique. C'est aux forces locales qu'incombe la tâche de penser à leur propre défense. Viterbe et Sarzana (1) ont donné l'exemple de ce qu'il faut

faire. Nous espérons que dans les grandes villes une autre force entrera également en jeu : les soldats, qui ont tout à redouter d'un gouvernement fasciste. Le coup d'État des fascistes signifierait la guerre, et pas seulement du côté (le l'Orient. Les masses populaires qui veulent la paix, la liberté et le pain, doivent, en cette période où les événements se précipitent tragiquement, se tenir toujours prêtes a se dresser comme un seul homme contre la menace de nouveaux massacres et de nouvelles souffrances dont sont porteuses les héroïques épopées fascistes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 21 juillet 1921.

COUP D'ÉTAT

Les Stenterello (2) de la Confédération générale du travail ne cessent d'être de joyeuse humeur. Des régions entières sont mises à feu et à sang par les gardes blancs, l'activité syndicale est complètement brisée, il ne subsiste plus aucune garantie constitutionnelle pour les individus ni pour les associations, les ouvriers et les paysans sont fusillés impunément par des bandes armées mercenaires qui se déplacent en toute liberté de province a province et de région à région, mais les Stenterello de la Confédération n'en perdent pas pour autant leur appétit et leur bonne humeur.

Existe-t-il en Italie une possibilité de coup d'État? Quelle doit être l'attitude de la Confédération, de l'organisme suprême du prolétariat italien, à l'égard d'une telle possibilité? Les Stenterello de la C.G.L. rient de ce qu'on puisse seulement émettre l'hypothèse d'un coup d'État. Mais aujourd'hui ne vivons-nous pas en Italie, en pleine atmosphère de coup d'État? Que signifie, que représente donc la situation de provinces entières, de régions entières où c'est le fascisme qui gouverne et non plus l'autorité officielle? Est-ce que la peine de mort n'a pas été restaurée?

Est-ce que l'emploi du bâton n'a pas été remis en usage ? Est-ce que ces formes de répression ne sont pas exercées par des organismes extra-légaux ?

C'est là une atmosphère de coup d'État, ce n'est pas encore le coup d'État dans sa pleine efficacité. Le Parlement existe encore, le gouvernement est encore choisi et contrôlé par le Parlement, aucune loi d'exception n'a encore formellement aboli les garanties statutaires. Mais est-il possible d'imaginer que l'actuel état de choses puisse se prolonger encore longtemps ? Il existe aujourd'hui en Italie deux appareils répressifs et punitifs : le fascisme et l'État bourgeois. Un simple calcul de rentabilité laisse prévoir que la classe dominante va vouloir, à un moment donné, fondre de façon officielle ces deux appareils, et que par un coup de force dirigé contre les organismes centraux du gouvernement, elle brisera les résistances opposées par la tradition de l'appareil d'État. Nous aurons alors le « coup d'État » conforme au schéma que les idéologies démocratiques de l'État parlementaire ont construit : on assistera à des résistances de la part du peuple, à des tentatives d'insurrection locale, à des oppositions de la part de la bureaucratie qui craindra à juste titre d'être sacrifiée pour satisfaire les exigences économiques d'une bande d'oisifs en quête d'emplois et de salaires. La partie la plus réactionnaire et la plus dépourvue de scrupules de la classe dirigeante imposera sa dictature sanglante, elle dissoudra les organisations ouvrières, elle remettra tous les pouvoirs aux mains de la caste militaire. Ce danger existe-t-il, oui ou non ? Comment la C.G.L. doit-elle se comporter à son égard ?

Nous avons, dans une *manchette*, rappelé que la Confédération générale du travail d'Allemagne a travaillé trois mois à s'organiser pour être en mesure de briser le coup d'État de Kapp-Luttwitz (1). Les Stenterello de la Confédération italienne saisissent la balle au bond pour en conclure qu'il faut donc collaborer avec « ces forces qui sans être strictement révolutionnaires ou sans être sur nos positions de classe sont quand même opposées au coup d'État ». En Allemagne, les masses prolétariennes ont brisé, par la grève générale insurrectionnelle, la tentative de Kapp-Luttwitz mais aujourd'hui tout recommence, aujourd'hui le danger de coup d'État est accru. Les « collaborateurs », non strictement révolutionnaires qui n'avaient en rien contribué à la résistance se sont opposés à la continuation du mouvement insurrectionnel, ils se sont opposés à la

poursuite de la lutte pour l'instauration des Soviets allemands. C'est ainsi que les forces réactionnaires n'ont pas été réprimées, qu'elles ont pu se retirer en bon ordre, se disperser selon un plan préétabli et reprendre cette activité d'arm Kapp et à Luttwitz des chances accrues de succès.

L'expérience allemande devrait apprendre quelque chose aux organisations ouvrières des autres pays : or elle n'apprend rien aux Stenterello italiens. Ces rustres de la politique se figurent pouvoir encore, à coup de marchandages honteux, éviter à leurs petites personnes les balles et les coups de matraque. Même l'exemple hongrois n'a pas suffi à les convaincre d'établir une ligne d'action qui adhère à la réalité des événements. Ce qui se passe aujourd'hui en Italie ne les ébranle pas le moins du monde, ils continuent à se bercer de la plus béate et de la plus benoîte des indifférences.

Incendies, assassinats, volées de coups de bâton, fusillades en niasse, dissolution des organisations, occupation des locaux ouvriers, impossibilité de tenir des réunions, formation d'un magma chaque jour plus nombreux de réfugiés, d'exilés, d'affamés, naissance d'états d'âme qui menacent de passer du désespoir à la folie et à la fureur collective : rien de tout cela ne les préoccupe, ne les ébranle, ne les pousse à acquérir un peu plus de sens des responsabilités. Ils plaisantent, ils rient, ils s'amusent à faire de l'esprit sur le Parti communiste, qui n'est pas assez fort pour décréter la... révolution.

L'expérience hongroise a laissé une leçon : pour battre les communistes, les réactionnaires commencent par flatter les socialistes, ils pactisent avec eux, ils passent des accords de pacification; une fois les communistes battus, accords et pactes sont déchirés, et les socialistes eux aussi goûtent à la corde et aux balles(1). La bonne humeur qui ne cesse de caractériser les Stenterello de la C.G.L. nous apparaît, selon la logique des événements, comme une préfiguration de la grimace grand-guignolesque que fera bientôt cette pauvre *élite* dirigeante du prolétariat italien, qui, par ses indécisions, par son inaptitude, par son incapacité à comprendre les situations politiques, risque d'être entraînée dans un chaos de barbarie sans précédent dans l'histoire de notre pays.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 27 juillet 1921.

COMBIEN SONT LES COMMUNISTES?

Combien sont aujourd'hui les communistes italiens ? Les journaux bourgeois voient des communistes partout; tout ouvrier non démoralisé, tout ouvrier qui ne veut pas de la « pacification » parce qu'instinctivement il comprend qu'il ne peut y avoir de « paix » entre exploité et exploiteur, entre la victime et le bourreau, tout paysan qui ne veut pas tolérer qu'on brûle impunément sa maison et qu'on assassine sa famille est un communiste, pour les journaux bourgeois. Combien sont donc les communistes italiens? Et quelle signification peut bien avoir la notion de communiste?

L'Avanti! est sérieusement préoccupé et sérieusement il calcule. A Livourne, les communistes étaient environ cinquante mille; aujourd'hui, en gros, nous pouvons leur supposer trente mille inscrits et quelques dizaines de milliers de sympathisants. Mais qui est communiste? Qui peut aujourd'hui en Italie s'appeler communiste? Pourquoi les journaux bourgeois voient-ils partout des communistes et appellent-ils communistes l'ouvrier et le paysan qui ne veulent pas accepter la discipline du Parti socialiste, discipline qui consiste à se laisser massacrer, à se laisser bâtonner, à laisser brûler sa maison, sans réagir, sans protester, dans l'attente que le fascisme devienne meilleur, le fascisme qui n'est autre que la manifestation d'une psychose d'après-guerre, le fascisme qui n'est pas un mouvement de la classe possédante mais seulement l'aventure de quelques charlatans ?

La vérité, c'est qu'aujourd'hui se produit en Italie le même phénomène social que celui qu'a connu la Russie de mars à novembre 1917. Que signifiait pendant cette période en Russie, la notion de bolchevik ? Désignait-elle uniquement le prolétaire conscient qui était inscrit au Parti communiste, qui avait lu et médité le statut et le programme du Parti, qui suivait avec discipline l'orientation du Parti, qui lisait les journaux du Parti et sa « littérature », qui connaissait les buts précis du Parti dans le domaine économique et le domaine politique? Non, la notion de bolchevik était infiniment plus vaste et plus compréhensive : était bolchevik quiconque ne croyait pas qu'un gouvernement

de collaboration pût résoudre les problèmes de la vie nationale et internationale, était bolchevik quiconque voulait à tout prix la paix militaire, était bolchevik quiconque voulait que tout le pouvoir politique et économique passât au prolétariat, quiconque reconnaissait que les

tribunaux bourgeois ne rendaient pas la justice mais agissaient par faveurs, quiconque redoutait le coup d'État militaire et brandissait la menace de l'insurrection armée du peuple.

Il existait un Parti bolchevique, constitué, disaient les mencheviks russes, d'à peine trente mille inscrits, soutenus par quelques dizaines de milliers de sympathisants; l'union des syndicats était aux mains des mencheviks; dans les votes de type parlementaire, les bolcheviks étaient toujours en minorité, et pourtant des millions et des millions d'ouvriers et de paysans s'appelaient et étaient appelés bolcheviks parce que le mot était devenu un mot d'ordre, était devenu le mot d'ordre de toute rébellion populaire visant le régime en vigueur, parce qu'il signifiait l'aspiration des grandes masses à un changement quel qu'il fût, qui les tirât de l'état d'incertitude et d'insécurité où elles avaient sombré, qui leur garantît la paix, le pain, la liberté, la justice contre les abus et les vexations de la réaction.

Le phénomène se reproduit aujourd'hui en Italie. Le Parti communiste comme organisation de prolétaires conscients, comme organisation de militants qui ont une notion exacte de ce que signifie le communisme en tant qu'organisation de l'appareil industriel et agricole de production et d'échange, en tant que doctrine de l'État ouvrier, en tant que doctrine des rapports nationaux et internationaux dans la période de transition, le Parti communiste, entendu en un tel sens, peut sembler fragile, encore inexpert, encore incapable de dominer et de diriger le déroulement des événements; mais sa simple existence a toutefois une valeur historique inestimable, parce qu'elle provoque des états d'âme, des orientations, des différenciations, des répartitions dans les masses populaires qui souffrent et veulent à tout prix sortir de leur condition de souffrance, de tourment, d'incertitude. Un ouvrier qui a été bâtonné par un fasciste, comment peut-il affirmer aujourd'hui qu'il a confiance dans le Parti socialiste et qu'il veut suivre ses mots d'ordre? Il devrait, pour cela, faire la paix avec son agresseur, pardonner, s'engager à ne plus se rebeller à l'avenir si une nouvelle bâtonnade lui est administrée; s'il a réussi à se procurer un fusil ou un revolver et qu'il a

caché son arme en attendant de pouvoir s'en servir à bon escient, il devrait la remettre, tout en sachant que ses ennemis, eux, ne remettront pas leurs armes. Comment un ouvrier, aujourd'hui, peut-il se dire socialiste? Comment peut-il dire : je suis avec Turati, avec Prampolini, avec Serrati ? Comment un ouvrier qui n'a rien à perdre dans la lutte, hormis ses chaînes, peut-il dire « je suis socialiste » quand cela signifie toujours davantage « je suis un lâche et un imbécile »? Comment un paysan qui a vu son village envahi par des bandes armées, les maisons incendiées, ses amis et ses camarades massacrés, bâtonnés, torturés, peut-il se dire « socialiste », si cette appellation l'engage à baiser la main aux assassins, à renoncer à la justice, à se déclarer satisfait? Non et non, ces masses populaires ne peuvent pas être socialistes, de même qu'elles ne pourront être longtemps populaires et républicaines * : elles veulent se rebeller, elles veulent la justice, elles veulent la paix, la liberté, la sécurité des personnes. Elles ne sont pas encore communistes, au sens précis du mot. Mais elles s'orientent en direction du Parti communiste, mais elles finissent par se déclarer communistes, mais elles commencent sans aucun doute à n'attendre de personne d'autre que du Parti communiste le mot d'ordre de leur libération, l'organisation permanente de leur liberté.

Combien sont aujourd'hui les communistes en Italie 19 Trente mille, soixante mille, cent mille? Puisque aujourd'hui, en Italie, le Parti communiste est le seul parti subversif, que c'est le seul parti de la lutte de classes, est communiste pour cette raison toute la classe des travailleurs, qui veut vivre, qui veut lutter, qui veut se rebeller contre le mal, qui veut la justice, qui veut la liberté, la paix, la sécurité. Dans les exagérations des journaux bourgeois qui voient partout des communistes, il y a plus de « matérialisme historique » et d'intuition politique que dans les calculs arithmétiques de *l'Avanti!*, journal du vieux et glorieux parti qui a livré son drapeau immaculé aux ennemis implacables de la classe ouvrière, et qui, en même temps que son drapeau, voudrait livrer toute la classe ouvrière désarmée et humiliée.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 28 juillet 1921.

* C'est-à-dire reconnaître leur appartenance au parti populaire ou au parti républicain. (N.d.T.)

CONTRE LA TERREUR

L'appel à l'unité d'action contre l'offensive patronale adressé aux organisations ouvrières par le Comité syndical communiste(1), souligne également la nécessité d'endiguer le brigandage des

gardes blancs. Il faut insister spécialement sur ce point dans la propagande que les communistes doivent exercer au sein des masses travailleuses pour assurer le meilleur succès possible à l'initiative de notre comité syndical. Il est désormais évident que la tactique de compromis adoptée par le Parti socialiste et pas la Confédération générale du travail vis-à-vis du fascisme, n'a profité qu'au fascisme. Les masses populaires, tourmentées, menacées continuellement de mort par les expéditions punitives, laissées sans défense par les autorités légales, commençaient à s'insurger avec violence contre la terreur blanche. Automatiquement, du fait même que le fascisme était devenu un fléau national, était en train de mûrir une insurrection de caractère national, qui n'aurait pas manqué d'avoir une très grande valeur révolutionnaire. Le Parti socialiste et la Confédération générale du travail, par leur attitude pacifiste, ont provoqué d'un côté, une retombée des énergies révolutionnaires, en train de se développer dans les grandes masses populaires; de l'autre, une crise interne du fascisme, qui n'est pas une crise de décomposition mais bien une crise de réorganisation et d'amélioration du fonctionnement réactionnaire. En se concentrant à Bologne (2) et non plus à Milan, le fascisme se libère de l'influence des éléments qui, comme Mussolini, sont toujours incertains, toujours fluctuants à cause de leur goût pour les aventures pseudo-intellectuelles et de leur incoercible besoin d'idéologies générales, et il devient une organisation homogène, liée à la bourgeoisie agraire, sans faiblesses idéologiques, sans incertitudes dans l'action. Si la tactique des compromis doit être adoptée par les révolutionnaires, c'est pour procurer au prolétariat des moments de répit, pour permettre une réorganisation et une meilleure utilisation des forces ouvrières; le pacifisme social-démocrate n'a été utile qu'au mouvement fasciste, il a procuré un répit au mouvement fasciste, il a permis au mouvement fasciste de se réorganiser, en éliminant de

son organisme de commandement les éléments incertains, fluctuants, qui, au moment de l'action, mettent, par leur attitude frondeuse, la victoire en danger.

La situation est devenue objectivement claire. La prédication de non-résistance au mal, faite par le Parti socialiste après le congrès de Livourne avait créé beaucoup d'illusions dans les masses ouvrières. Les masses ouvrières qui conçoivent de façon concrète et positive la fonction du parti politique ; les masses ouvrières, qui, même après le congrès de Livourne, continuèrent à avoir confiance dans le Parti socialiste, étaient persuadées que les sermons sur la non-résistance au mal n'étaient qu'un camouflage tactique qui devait servir à la préparation minutieuse et parfaite d'une grande offensive stratégique contre le fascisme. Ceci explique le grand enthousiasme avec lequel fut accueillie l'apparition des premiers Arditi del popolo (1). *Beaucoup d'ouvriers ont cru que les sermons sur la non-résistance au mal avaient servi au Parti socialiste et à la Confédération générale du travail pour organiser minutieusement le corps des « Arditi del popolo », pour donner une forme solide et cohérente à l'insurrection populaire.* Cette illusion est désormais tombée. Les grandes masses populaires doivent être désormais convaincues que derrière le masque du sphinx socialiste il n'y avait rien. Même si quelques socialistes (les plus adroits, peut-être) ont participé à la création des premiers noyaux d'*Arditi del popolo*, il reste certain que le succès foudroyant de cette initiative n'a pas été provoqué par un plan général, préparé par le Parti socialiste, mais a été simplement dû à l'état d'esprit qui s'était répandu dans le pays, à la volonté d'insurrection qui couvait dans les grandes masses. Ceci fut démontré de façon éclatante par le pacte de pacification, qui ne pouvait manquer d'entraîner une stagnation dans le mouvement de réveil prolétarien et de susciter une réorganisation et une nouvelle stratégie des éléments réactionnaires.

Voilà ce que doivent désormais comprendre les grandes masses populaires italiennes. Et cela aujourd'hui plus que jamais, après les nouveaux événements qui se sont produits dans le camp fasciste. Le congrès qui a rassemblé à Bologne les fascistes hostiles au « pacte de pacification » et le désaveu de Mussolini sont l'indice évident d'une reprise de grand style de l'offensive réactionnaire (2) . Est-il encore pensable de persévérer dans la tactique de la non-résistance au mal? Les grandes masses prolétariennes

doivent répondre à cette question. C'est vraiment une consultation de la volonté des ouvriers et des paysans italiens que le Parti communiste se propose de faire.

Et il ne peut subsister aucun doute sur la réponse : la bataille ou la mort, la lutte ou l'anéantissement. C'est ainsi qu'est posé le problème, inéluctablement.

Sans signature, L'Ordine Nuovo, 19 août 1921.

LES DEUX FASCISMES

La crise du fascisme, dont les origines et les causes font couler tant d'encre ces jours-ci, est facilement explicable par un sérieux examen du développement du mouvement fasciste.

Les *Fasci* de combat, nés au lendemain de la guerre, étaient marqués de ce caractère petit-bourgeois propre aux diverses associations d'anciens combattants qui se sont créées à l'époque. Par leur caractère d'opposition radicale au mouvement socialiste, opposition en partie héritée des luttes du temps de guerre entre le Parti socialiste et les associations interventionnistes, les *Fasci* obtinrent l'appui des capitalistes et celui des autorités. Leur façon de s'imposer, qui coïncidait avec la nécessité où se trouvaient les agrariens de constituer une garde blanche contre les organisations ouvrières installées dans des positions de plus en plus fortes, permit à l'ensemble des bandes créées et armées par les latifondistes de se ranger sous la même étiquette que les *Fasci*. Par le développement qu'elles prirent ensuite ces bandes ont conféré en retour aux *Fasci* leur propre caractère de garde blanche du capitalisme, dirigée contre les organismes de classe du prolétariat.

Le fascisme a toujours conservé ce vice originel. L'ardeur de l'offensive armée a empêché jusqu'à aujourd'hui l'aggravation de la dissension entre les noyaux urbains, petits-bourgeois, essentiellement parlementaires et collaborationnistes et les noyaux ruraux, constitués par des propriétaires terriens, grands et moyens, et par des fermiers directement intéressés à la lutte contre les paysans pauvres et leurs organisations radicalement antisindicalistes, réactionnaires et plus confiants en l'action armée directe

qu'en l'autorité de l'État et en l'efficacité du parlementarisme.

Dans les zones agricoles (Émilie, Toscane, Vénétie, Ombrie) le fascisme a atteint son développement maximal et est parvenu, avec l'appui financier des capitalistes et la protection des autorités civiles et militaires de l'État, à un pouvoir inconditionnel. S'il est vrai que l'offensive impitoyable contre les organismes de classe du prolétariat a servi les capitalistes qui, en l'espace d'un an, ont pu voir tout l'appareil de lutte des syndicats socialistes se briser et perdre toute efficacité, il est cependant incontestable que la violence, en dégénéralant, a fini par créer dans les couches moyennes et populaires un sentiment d'hostilité générale au fascisme.

Les événements de Sarzane, de Trévise, de Viterbe, de Roccastrada (1), ont profondément ébranlé les noyaux fascistes urbains, ceux qui s'incarnent en Mussolini, et qui ont commencé à voir un danger dans la tactique exclusivement négative des *Fasci* des zones agricoles. Ajoutons que cette tactique avait déjà porté d'excellents fruits en entraînant le Parti socialiste sur un terrain de transactions favorable à la collaboration de classe au sein du pays et du Parlement.

Le conflit latent commence à partir de là à se manifester dans toute sa profondeur. Alors que les noyaux urbains favorables à la collaboration considèrent désormais comme atteint l'objectif qu'ils s'étaient proposé : voir le Parti socialiste abandonner son intransigeance de classe, et se hâtent de sanctionner leur victoire par le pacte de pacification, les capitalistes agraires ne peuvent renoncer à la seule tactique qui puisse leur assurer la « libre » exploitation des classes paysannes, sans être gênés par les grèves et par les organisations. Toute la polémique qui agite le camp fasciste, et oppose partisans et adversaires de la pacification, se ramène à ce conflit dont les sources ne doivent pas être cherchées ailleurs que dans les origines mêmes du mouvement fasciste.

Les prétentions des socialistes italiens qui croient avoir, par leur habile politique de compromis, provoqué la scission au sein du mouvement fasciste, ne sont rien d'autre qu'une preuve de plus de leur démagogie. En réalité, la crise fasciste ne date pas d'aujourd'hui, mais de toujours. Une fois disparues les raisons contingentes qui assuraient l'unité des groupes antiprolétariens, il était fatal que les dissensions se manifestent avec une plus grande évidence.

La crise n'est donc pas autre chose que l'élucidation d'une situation de fait préexistante.

Le fascisme sortira de cette crise en se scindant. La partie parlementaire, dirigée par Mussolini, en s'appuyant sur les classes moyennes, employés, petits exploitants et industriels, tentera de les organiser politiquement en s'orientant nécessairement vers une collaboration avec les socialistes et les populaires.

La partie intransigeante, qui est l'expression des impératifs d'une défense directe et armée des intérêts capitalistes agraires, persévéra dans l'action antiprolétarienne qui la caractérise. Pour cette partie-là, qui s'intéresse de plus près à tout ce qui touche à la vie ouvrière, le « pacte de trêve » que les socialistes célèbrent comme une victoire n'aura aucune valeur. La « crise » se ramènera à l'érection hors du mouvement des *Fasci* d'une fraction composée de petits bourgeois qui ont vainement tenté de justifier le fascisme par un programme politique général de « parti ».

Mais le fascisme, le véritable, celui que les paysans émiliens, vénitiens, toscans, connaissent à travers la douloureuse expérience de ces deux dernières années de terreur blanche, continuera, quitte à changer de nom.

Le devoir des ouvriers et des paysans révolutionnaires est de profiter de la période de calme relatif provoquée par les dissensions internes des bandes fascistes, pour inspirer aux masses opprimées et sans défense une conscience claire de la réelle situation de la lutte de classes et des moyens qui pourraient permettre de venir à bout de l'impudence de la réaction capitaliste.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 25 août 1921.

LÉGALITÉ

Jusqu'où vont les limites de la légalité? Quand celles-ci ne sont-elles plus respectées? Il est bien sûr difficile de fixer une limite quelconque, étant donné le caractère fort élastique du concept de légalité. Pour n'importe quel gouvernement, toute opposition qui se manifeste par une action sort de la légalité. Toutefois, on peut dire que dans toute société la légalité est déterminée par les intérêts

de la classe qui détient le pouvoir. Dans la société capitaliste la légalité est représentée par les intérêts de la classe bourgeoise. Lorsqu'une action tend à porter la moindre atteinte à la propriété privée et aux profits qui en découlent, cette action devient aussitôt illégale. Voilà ce qui se passe quant à la substance. Dans la forme, la légalité se présente de façon quelque peu différente. La bourgeoisie ayant, au moment de son accession au pouvoir, concédé le même droit de vote au patron et à son salarié, la légalité a apparemment pris l'aspect d'un ensemble de normes librement reconnues par toutes les parties d'un agrégat social. Or, certains ont confondu substance et forme et ont ainsi donné naissance à l'idéologie libérale démocrate : l'État bourgeois représente l'État libéral par excellence, car il permet à chacun d'exprimer librement sa pensée par son vote. Voilà ce à quoi se réduit à la longue la légalité formelle dans l'État bourgeois : l'exercice du droit de vote. L'accession des masses populaires au droit de vote est apparue aux yeux des naïfs idéologues de la démocratie libérale comme la conquête décisive pour le progrès social de l'humanité. On n'a jamais tenu compte du fait que la réalité avait deux faces, l'une cachée, la face substantielle, l'autre apparente, la face formelle.

En confondant ces deux visages les idéologues de la démocratie libérale ont trompé pendant un certain nombre d'années les grandes masses populaires en leur faisant croire que le suffrage universel allait les libérer de toutes leurs chaînes. Malheureusement, les myopes champions de la démocratie libérale ne sont pas les seuls à être tombés dans cette illusion. Beaucoup de ceux que l'on considérait, et que l'on considère encore, comme des marxistes, ont cru que l'émancipation de la classe prolétarienne pouvait s'accomplir à travers l'exercice souverain du droit au suffrage universel. Quelques imprudents sont même allés jusqu'à se servir du nom d'Engels pour justifier une telle opinion (1). Mais la réalité a détruit toutes ces illusions. La réalité a montré de la façon la plus évidente qu'il n'y a qu'une légalité, et qu'elle n'existe qu'autant qu'elle coïncide avec les intérêts de la classe dominante; ce qui revient à dire, pour la société capitaliste, avec les intérêts de la classe patronale. À vrai dire, l'expérience que nous venons de faire de cette réalité contient des enseignements particulièrement nombreux et importants.

La classe ouvrière, en exerçant son droit de vote, s'était acquis un grand nombre de communes et de provinces.

Légalité

155

Ses organisations avaient atteint un puissant développement numérique et étaient parvenues à imposer des conditions avantageuses pour les ouvriers. Mais le jour où le droit de vote et le droit d'organisation sont devenus des armes offensives contre la classe patronale, cette dernière a renoncé à toute légalité formelle et n'a obéi qu'à sa véritable loi : la loi de son intérêt et de sa

conservation. Les communes ont été arrachées une à une, par la violence, à la classe ouvrière; les organisations ont été dissoutes en usant de la force armée; la classe ouvrière et paysanne a été délogée des positions d'où elle menaçait un peu trop l'existence de la propriété privée. C'est ainsi que s'est créé le fascisme, qui s'est affirmé et imposé en faisant de l'illégalité la seule chose légale. Plus question d'organisations sinon de l'organisation fasciste, plus question de droit de vote, sinon pour le donner aux représentants des agrariens et des industriels ! Telle est la légalité que la bourgeoisie reconnaît quand elle est contrainte à répudier l'autre, celle qui est formelle. L'expérience de ces derniers temps n'est donc pas dépourvue d'enseignements pour ceux qui ont d'abord cru honnêtement en l'efficacité des garanties légales accordées par la Constitution libérale bourgeoise.

Il existe un moment dans l'Histoire où la bourgeoisie est contrainte à répudier ce qu'elle-même a créé. Ce moment est venu en Italie. Ne pas tenir compte de l'expérience qui en découle est, soit une naïveté suprême, passible des plus sévères sanctions, soit de la mauvaise foi, qui doit être impitoyablement punie. Tel nous semble être en effet le cas de ces organisateurs socialistes qui font aujourd'hui mine de s'étonner parce que, par exemple, le ministre et député Beneduce (1) ne parvient pas à faire respecter les contrats de travail. De la part de gens qui tiennent à se dire encore sur le terrain de la lutte de classes, tout ceci est énorme. Est-il vraiment permis à un organisateur prétendant ne pas avoir renié les principes de la lutte de classes de demander à un ministre de quelles ressources il peut disposer pour empêcher les violations de conventions collectives de la part des patrons ? De telles questions ne peuvent que provoquer des doutes et des incertitudes dans la classe ouvrière. Il est naturel que le ministre du Travail n'ait aucune ressource à sa disposition hormis d'être un instrument entre les mains des agrariens et des industriels. Tant que les organisateurs socialistes ne sauront pas mieux faire que de s'adresser au ministre du Travail pour qu'il rappelle les patrons au respect des conventions

collectives, la classe ouvrière continuera à subir toute sorte de violations, sans même pouvoir organiser sa propre défense.

Les industriels démissionnent des commissions d'arbitrage. C'est encore une conséquence logique de la situation. Les industriels veulent aujourd'hui reprendre leur pouvoir tout entier. Les industriels ne veulent plus admettre la moindre limitation à leur bon plaisir. Ils ont accepté les commissions d'arbitrage lorsque l'élan révolutionnaire des masses les menaçait dans leur existence. Maintenant que la situation semble favorable à toutes les prévisions réactionnaires les patrons ne se soucient même pas de conserver le moindre scrupule. Ouvertement, ils se sont engagés sur la voie de la reprise intégrale et despotique du pouvoir sur les masses ouvrières. Qu'est-ce que les organisateurs socialistes savent opposer à ces tentatives de la classe patronale? Tout ce que les organisateurs socialistes sont capables de faire, c'est de dénoncer à l'opinion publique la défaillance patronale et l'impuissance du ministre du Travail. Mais, en attendant, la classe ouvrière subit toutes les conséquences de l'attitude patronale et de l'incertitude de ses dirigeants. Tandis que ces derniers posent des questions au ministre du Travail, la faim s'accroît, la misère s'étend, la réaction se renforce. Ces organisateurs socialistes qui, pendant la guerre, allaient dans les comités de mobilisation serrer les mains sanglantes des généraux (1), sont les mêmes qui, aujourd'hui, demandent l'aide et l'intervention des ministres du Travail. Hier ils se rendaient complices des assassins qui avaient déchaîné la guerre en freinant par les décisions des comités d'arbitrage l'élan révolutionnaire des masses; aujourd'hui ils laissent la classe ouvrière sans défense, tandis que de tout côté les patrons cessent de respecter les accords et les violent selon leur bon plaisir.

Seule la proposition du Comité syndical communiste (2) est en mesure d'organiser une défense ouvrière contre l'assaut capitaliste; ce n'est qu'en unissant toutes les forces ouvrières en une armée compacte, que l'on peut envisager de s'opposer sérieusement aux capitalistes, qui, obéissant à un mot d'ordre, tendent à réduire en esclavage toute la classe ouvrière. Mais, pour messieurs les organisateurs socialistes, demander le simple respect des accords passés est aujourd'hui trop révolutionnaire.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 28 août 1921.

La politique que les agrariens sont en train de mener en Italie prend pour les ouvriers une importance qui va augmentant chaque jour, au fur et à mesure qu'elle se précise. Les agrariens ne sont pas seulement les arbitres de la situation dans les campagnes; disons même que cette position leur est simplement utile pour parvenir à d'autres fins, moins connues, mais de loin bien plus importantes du point de vue de leurs intérêts de classe. C'est un fait que les agrariens sont aujourd'hui les maîtres des banques.

Être maître des banques, cela veut dire, en clair, tenir dans ses mains les destinées de l'industrie. Voilà de quelle manière la classe ouvrière est liée directement à la classe des paysans, et voilà pourquoi le prolétariat des villes se doit de suivre avec attention tout ce qui se passe parmi les travailleurs des campagnes. En écrasant la classe des paysans, les agrariens ont un autre but qui est d'assujettir aussi les ouvriers des villes. C'est en ce sens qu'en parlant du fascisme rural qui a son état-major dans la région de Bologne, nous avons toujours soutenu que les ouvriers ne peuvent pas se désintéresser de la manière dont se résout la crise du fascisme, Si les paysans continuent à être terrorisés dans les campagnes, les ouvriers ressentiront à leur tour les effets de cet état de choses. D'autre part, ce n'est pas seulement la violence dans les campagnes qui provoque la crise dans la ville. Les industries ne pourront prendre leur rythme normal de développement tant qu'elles ne se libéreront pas de l'influence de ces aventuriers campagnards, devenus capitaines d'industrie, sans avoir pour cette fonction de qualités spéciales. Est-il possible que cette libération découle d'un processus évolutif de la politique interne de l'État, autrement dit, sans provoquer des heurts et des conflits violents ? La tentative du Parti populaire de modifier les rapports entre paysans et propriétaires, en cherchant à associer le travail au capital ne peut être que vouée à l'échec (1). Même dans la question de la résiliation des conventions agricoles, on remarque l'impuissance du Parti populaire et de tout autre parti qui suivrait ses traces.

Par rapport aux populaires, les députés agrariens ne

représentent qu'une petite minorité. Mais la force effective des députés agrariens dans les milieux gouvernementaux eux-mêmes dépasse la force des populaires. Il n'est pas lieu de parler ici de la faiblesse des institutions parlementaires. Il suffira toutefois de démontrer que ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas le nombre des députés mais la force organisée dont on dispose dans le pays. Sur ce point, les agrariens sont beaucoup plus forts que les populaires. L'affaire de Trévise (1) ne dit-elle pas que les populaires sont prisonniers des agrariens ou, sinon prisonniers, en tout cas impuissants devant leur action? A Trévise, un journal du Parti populaire est détruit; le siège même des organisations de ce parti est pris d'assaut et mis à sac.

Mais les populaires qui ont pourtant plusieurs ministres dans le présent gouvernement, et, ce qui est un comble, le ministre de la Justice, n'ont pas osé prendre ne fût-ce que les mesures habituelles qu'on adopte pour les délits les plus communs. Les populaires ne peuvent donc que jusqu'à un certain point soutenir les intérêts des paysans. Ils ne le peuvent qu'à titre temporaire, c'est-à-dire tant qu'ils ne butent pas contre les intérêts des agrariens. Tel est précisément le cas de la résiliation des conventions.

Le ministre Micheli (2) a accordé la prorogation. Cette prorogation a également l'appui des socialistes. L'attitude des agrariens peut pousser les deux partis - populaire et socialiste - à choisir une position plus nette dans le cadre de la collaboration parlementaire; mais ce n'est pas pour autant que les agrariens perdent le pouvoir qu'ils ont, grâce à leur force prépondérante, de déterminer l'orientation de la politique intérieure. Les agrariens ont des moyens directs à leur disposition personnelle pour organiser leur défense contre la classe laborieuse. Ils en ont d'ailleurs apporté la preuve en organisant le fascisme dans les campagnes. Ils peuvent donc, quand ils veulent, imposer leur volonté aux paysans, y compris en s'opposant aux décisions du gouvernement. Socialistes et populaires peuvent certes, à des fins électorales, faire montre de leur grande sollicitude pour le bien des paysans, mais ils savent qu'ils ne peuvent proposer aucune voie concrète pour empêcher les propriétaires de mettre leurs plans à exécution.

Le problème de la terre revient aujourd'hui à l'ordre du jour de la politique italienne. Partout les classes paysannes sont en fermentation. Seul un parti révolutionnaire - et, en Italie, il n'y a que le Parti communiste qui le soit -

seul un parti révolutionnaire peut comprendre aujourd'hui ce problème et lutter pour sa solution.

Le problème de la terre, c'est le problème de la révolution, laquelle n'est possible en Italie que si elle coïncide avec les intérêts des paysans et des ouvriers. De cette coïncidence, on a aujourd'hui la preuve flagrante. Comme en avril 1920 (1), aujourd'hui encore, ouvriers et paysans sont unis par le même intérêt dans la lutte contre l'exploitation patronale. Le problème de la révolution italienne est donc le problème de l'unité des ouvriers et des paysans. Il importe que n'échappe pas aux communistes cet aspect important de la révolution en Italie.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 31 août 1921.

NÉO-MALTHUSIANISME POLITIQUE

Désormais le néo-malthusianisme en politique peut avoir lui aussi ses théoriciens en Italie. Bien mieux, on peut dire que l'Italie est le berceau de cette nouvelle espèce de néo-malthusianisme. Être à l'origine d'une action, d'un mouvement, et en empêcher les effets, c'est faire du néo-malthusianisme. Lorsqu'on applique cette théorie à la lutte des classes, on devient néo-malthusien en politique. Actuellement, l'Italie nous en donne des exemples fort clairs. Nous ne parlerons pas ici de Mussolini et d'autres membres de sa clique, qui, après avoir été de ceux qui ont le plus poussé à la formation du fascisme, ont reculé quand ils ont vu sur quoi il débouchait, en se mettant à crier que désormais il fallait s'arrêter (2). Mussolini est certainement le type même du néo-malthusien en fait de fascisme. Il nous est déjà arrivé d'aborder ce sujet. Le phénomène qui nous touche maintenant de près est celui qui est en train de se produire dans le domaine syndical et dans le processus de la lutte de classes. Ce sont des cas où le néo-malthusianisme, qui prétend être tout astuce et clairvoyance et en savoir long face à l'adversaire, se ramène à une réaction de lâcheté au moment d'assumer l'entière responsabilité d'un mouvement, d'une action que l'on a entamée. Un événement de la plus haute importance nous autorise à formuler une telle critique : l'occupation

des usines du 2 septembre de l'an dernier, que nous venons de commémorer en Italie.

On s'est trouvé, à ce moment-là, en présence d'une situation d'où semblait devoir sortir un mouvement révolutionnaire. Et elle ne pouvait avoir d'autre issue après qu'eut été lancé aux ouvriers le mot d'ordre de s'armer et d'occuper et garder par la force les usines sur lesquelles les patrons avaient conservé intact jusqu'alors leur droit sacré de propriété. Mais une telle tactique révolutionnaire ne devait servir qu'aux fins syndicales que se proposaient les organisateurs réformistes (1). Opposés à l'insurrection, ils n'hésitaient cependant pas à s'en servir, dans la seule intention d'effrayer la classe patronale. Tout le monde se souvient de ce qui s'est passé lors des journées de septembre de l'an dernier. Les Buozzi, les D'Aragona et autres Stenterelli de la même espèce sont aussitôt devenus les enfants chéris des journaux bourgeois et du gouvernement, grâce à leur attitude d'hommes modérés et de sages organisateurs. Le révolutionnarisme de l'opposition servait tout juste à renforcer le prestige et l'autorité des organisateurs réformistes lorsque ceux-ci s'en allaient traiter avec les représentants du patronat. Giolitti, et non seulement Giolitti mais la classe patronale plus que quiconque, comprit qu'il fallait faire rapidement triompher le point de vue des organisateurs réformistes si l'on ne voulait pas favoriser les menées des révolutionnaires. L'étranglement, l'avortement, ne s'avéra en fait pas très difficile. Le néo-malthusianisme put triompher. Les Buozzi, les D'Aragona, purent, avec l'aide de Giolitti, faire amener les drapeaux rouges du haut des cheminées des usines que les ouvriers avaient conquises par les armes. Précisons toutefois que celui qui nous semble incarner avec le plus de bonheur cette façon d'interpréter la lutte de classes est Buozzi.

Buozzi n'est pas révolutionnaire, cependant il n'ose même pas se qualifier de réformiste. Il se rend à Reggio Emilia et à Milan (2), mais, face aux ouvriers, il est pour la dictature, et pour l'emploi de la violence, quand c'est nécessaire. Bruno Buozzi est surtout néo-malthusien dès qu'il s'agit de lutte de classes. Il ne répugne certes pas à agir par la violence, pourvu qu'il sache qu'il pourra se retirer à temps de l'action violente. C'est ainsi que s'explique ce qui s'est passé en septembre, et que s'explique le jugement que Buozzi a formulé sur la situation actuelle, au cours du meeting des métallurgistes milanais.

Voici le langage que tient Buozzi : « Vous autres, commu

nistes, vous voulez empêcher la réduction des salaires, vous voulez la journée de huit heures, une augmentation des allocations de chômage, et c'est très bien. Nous aussi, nous voulons tout ceci. Mais croyez-vous que la grève générale puisse suffire à garantir aux ouvriers les avantages

obtenus? Oui, parce qu'il est possible que nous arrivions inéluctablement à la grève générale et que nous ayons gain de cause. Nous aurons gain de cause parce que les patrons ne sont pas assez " ballots " pour ne pas comprendre ce qui risque d'arriver au cas où ils refuseraient. Mais après? Eh bien, une fois la grève gagnée, les ouvriers se trouveront, sur le plan local, obligés de devoir accepter les conditions qui plairont aux patrons. »Aujourd'hui, mis à part l'optimisme de Buoizzi, la grève générale pour la défense des conquêtes ouvrières ne peut avoir la fin qu'il lui assigne. En effet, au cas où elle se produirait, elle ne se déroulerait pas dans les conditions qui ont été celles de l'agitation de septembre. Cette fois-ci, le réformisme ne peut déclencher un mouvement, puis en décréter la fin, sans compter avec une sérieuse et véritable opposition révolutionnaire organisée; opposition dont on peut dire qu'elle n'existe en Italie que depuis la création du Parti communiste.

Il ne faudrait pas que la grève générale se transformât en une nouvelle turlupinade; il ne faudrait pas que les masses ouvrières en sortent encore découragées et déçues, pour se trouver en face d'une renaissance de la réaction patronale. S'il est tout à fait conforme aux habitudes mentales du député Buoizzi de penser que la grève générale doit s'épuiser en un inutile déploiement de force, ce n'est certainement pas là le but que poursuivent les communistes. Les patrons et le gouvernement ne seront pas aussi prompts à accepter les revendications ouvrières que ne le croit Buoizzi; mais si cela se produisait, il faudrait que les ouvriers assurent à leur conquête, aux positions atteintes, un caractère de certitude absolue. Il reste cependant une remarque à faire : pourquoi Buoizzi, s'il croit que l'on va inéluctablement vers la grève générale, n'a-t-il pas accepté la proposition du comité syndical communiste, et n'a-t-il pas conseillé à ses amis d'en faire autant ? La réponse est toujours la même, et c'est que l'on ne doit pas oublier que l'interprétation de l'histoire de la lutte de classes dépend des individus. Ce n'est pas pour rien que Buoizzi est un néo-malthusien de la lutte de classes. Aucune action ne l'intéresse; l'accomplir ou non revient pour lui au même,

tant qu'il y a encore moyen de l'empêcher de dépasser certaines limites. Avec cette façon de voir, Buozzi peut bien penser qu'on pourra en arriver à la grève générale! Reste à voir cependant si la tactique néo-malthusienne pourra triompher maintenant comme elle l'a fait dans les journées de septembre dernier.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 7 septembre 1921.

AVRIL ET SEPTEMBRE 1920 (1)

L'anniversaire de l'occupation des usines a servi à remettre en circulation une rengaine usée contre les communistes turinois : c'est eux que l'on devrait considérer comme les premiers responsables de l'extension manquée du mouvement (2). Buozzi a fait allusion à cette responsabilité dans son récent discours aux Commissions intérieures de la métallurgie milanaise (3). Une autre allusion est contenue dans une correspondance de Turin(4) partie dans *Umanità nova*. Le « bruit » avait passé les frontières et Jacques Mesnil l'avait repris dans un article sur le mouvement socialiste italien publié dans *La Revue communiste* de Charles Rappoport (5).

Mettons une fois pour toutes les choses au point. Quand, en septembre 1920, les fonctionnaires de la C.G.L. se trouvèrent en présence du grandiose soulèvement révolutionnaire provoqué par l'initiative du comité central de la F.I.O.M., ils cherchèrent fébrilement à se mettre à l'abri, ils cherchèrent fébrilement à faire porter à quelqu'un d'autre la responsabilité de leur imprévoyance aveugle, de leur incurie, de leur incapacité. Ils avaient lancé des centaines de milliers d'ouvriers dans l'illégalité, dans l'insurrection armée et ils avaient oublié une toute petite chose : procurer des armes aux ouvriers, mettre la classe ouvrière en mesure d'engager une lutte sanglante. A Milan, où résidait l'état-major du mouvement, on ne s'était même pas soucié de faire un inventaire des armes et des munitions existant dans les usines, encore moins de les rassembler; à Lecco, sept jours après l'occupation, la police pouvait encore saisir soixante mille pétards laissés dans les magasins d'un éta

Avril et septembre 1920

163

blissement, soixante mille pétards qui auraient permis un armement déjà décent des ouvriers milanais. C'est tout d'un coup que les fonctionnaires syndicaux devinrent favorables à l'offensive ouvrière; et ils auraient même voulu que l'offensive partît de Turin, que Turin se plaçât à l'avant-garde du mouvement insurrectionnel. Or septembre 1920 était trop près d'avril 1920. En avril 1920, le prolétariat turinois, entraîné dans une lutte désespérée par les industriels, à la suite d'un engagement précis pris par le congrès de la Confédération de l'industrie italienne qui s'était tenu

à Milan le 7 mars précédent (1), avait été abandonné à son sort par la Confédération générale du travail. En avril, les Turinois avaient été isolés du reste de l'Italie, ils avaient été montrés du doigt par le reste de l'Italie comme une bande d'anarchos, d'agités, d'indisciplinés, de fous. En avril, on en était venu à lancer des insinuations sur l'origine des « fonds » mis à la disposition des Turinois pour la location d'une voiture. Comment était-il possible de ne pas prêter des intentions douteuses aux gens qui, en septembre, demandaient aux Turinois de donner l'impulsion initiale au mouvement insurrectionnel, si « ces gens-là » étaient les mêmes qui, par tous les moyens et avec toutes les ressources de la mauvaise foi, avaient en avril diffamé les Turinois? Comment était-il possible que les Turinois n'en vinssent pas à penser que l'offre qui leur était faite était un piège habile pour obtenir que le mouvement turinois fût définitivement écrasé par la police qui avait concentré à Turin un imposant appareil de troupes?

Telle était la situation de fait. Les communistes turinois soutinrent la nécessité d'étendre le mouvement et votèrent l'ordre du jour Schiavello-Bucco (2); ils refusèrent, et ils avaient pour cela d'excellentes raisons, d'assumer la responsabilité de l'initiative. A Turin, il était possible, dans le cadre d'une lutte nationale, de soutenir le choc des forces gouvernementales et la victoire était largement possible. On ne pouvait pourtant pas assumer la responsabilité d'une lutte armée sans avoir la certitude qu'on lutterait aussi dans le reste de l'Italie, sans avoir la certitude que la Confédération générale du travail ne laisserait pas, selon son habitude, se concentrer à Turin, comme en avril, toutes les forces militaires du pouvoir d'État. Cette fois encore, les communistes turinois opérèrent avec sagesse, ils démontrèrent qu'ils savaient raisonner froidement, et qu'ils étaient exempts de cet esprit d'aventure qui leur était attribué par les grandes barbes de l'opportunisme et du réformisme. Ils

avaient fait leur devoir, ils avaient avisé et avisé dans les limites de leurs forces et des possibilités locales. Ils refusèrent de se laisser prendre au piège par les politiciens du mandarinisme confédéral qui avaient lancé les masses ouvrières dans la lutte armée et avaient oublié de leur procurer des armes; qui, à Lecco, s'étaient fait saisir stupidement soixante mille pétards et qui, angoissés, retournés, fous de terreur, demandaient ensuite « quatre mitrailleuses pour armer Milan ».

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 7 septembre 1921.

GESTION CAPITALISTE ET GESTION OUVRIÈRE

La Perseveranza (1) et quelques autres journaux notoirement liés aux intérêts de l'affairisme bancaire-industriel italien, ont cherché à répondre aux observations que nous avons faites, sur les raisons qui ont provoqué les deux retentissantes défaites de Fiat sur le circuit de Brescia (2). Les gens qui écrivent dans ces journaux n'ont probablement jamais vu une usine moderne, ils ignorent certainement ce qu'est l'esprit industriel; sans aucun doute, ils sont de mauvaise foi et ils ont le parti pris (et payé) de se dresser pour défendre *a priori* les propriétaires quel que soit le conflit et de trouver que toutes les responsabilités des maux qui affligent la production italienne retombent sur la classe ouvrière, sur le bolchevisme, sur les Conseils d'usine. Or les mots sont les mots, les affirmations sont les affirmations; qu'ils donnent un coup d'œil aux chiffres, ces distingués messieurs, qu'ils prient les industriels de publier les chiffres de production qui se rapportent aux périodes suivantes, caractéristiques de l'activité industrielle des métallurgistes milanais : 1. De la grève d'avril 1920 à l'occupation des usines; 2. Occupation des usines; 3. De l'occupation des usines au lock-out d'avril 1921; 4. De la réouverture, avec licenciement des Conseils d'usine et des groupes communistes, au circuit de Brescia.

Pendant la période d'occupation et de gestion ouvrière directe, bien que la majorité des techniciens et des employés

de l'administration eût déserté le lieu de travail et qu'une importante partie du personnel ouvrier eût été prélevée pour remplacer les déserteurs et accomplir des fonctions de surveillance et de

défense militaire, le niveau de production fut plus élevé que pendant la période précédente, caractérisée par la réaction capitaliste qui suivit la grève d'avril 1920.

Pendant la période qui suivit l'occupation - où le contrôle ouvrier et le pouvoir des Conseils d'usine atteignirent leur maximum d'efficacité - la production des usines Fiat fut telle, tant en quantité qu'en qualité, qu'elle dépassa de loin la production du temps de guerre : de quarante-huit voitures par jour on passa d'un bond à soixante-dix voitures par jour. Ces messieurs les industriels jouèrent alors une toute dernière carte sur ces nouvelles conditions de production créées par le pouvoir des Conseils d'usine : ils proposèrent aux ouvriers un projet de norme collective. Puisqu'il existait des Conseils d'usine qui exerçaient un contrôle réel et immédiat sur toutes les initiatives capitalistes, et comme, d'autre part, quand elle est contrôlée, la norme collective représente un grand pas en avant dans le régime industriel, sous réserve de quelques modifications, les ouvriers acceptèrent le projet. Mais une fois introduite la norme collective, les industriels passèrent à l'offensive contre les Conseils d'usine et contre les groupes communistes. Le lock-out fut proclamé, les ouvriers révolutionnaires furent licenciés, les ateliers furent désorganisés, la réaction la plus impitoyable fut introduite comme système. Les conséquences furent désastreuses : le contrôle commença à refouler jusqu'à 50% de la production de nombreux ateliers; le niveau de la production tomba à quinze voitures par jour. Politiquement, les industriels ont atteint leurs buts : les commissions intérieures, formées de socialistes, ne créent plus aucun ennui à la direction; les ouvriers sont tout à fait disciplinés; aucun ne parle; aucun ne bouge de son poste; on ne fait pas de meeting; aucun journal subversif ne circule; on ne discute pas. Mais la production est tombée de soixante-dix voitures à quinze voitures, et la qualité a baissé dans une mesure qui est mise en évidence par le circuit de Brescia.

Est-ce que les allègres rédacteurs de *La Perseveranza* et des autres journaux « qui se préoccupent du sort de l'industrie nationale », peuvent démentir ces chiffres? Une chose apparaît évidente d'après les expériences industrielles de ces années passées : 1. La classe dominante ne possède

plus de milieux d'entrepreneurs capables de gouverner la production industrielle; en effet, si avec ses privations et ses temps de travail démesurément allongés, la guerre a épuisé la classe ouvrière, elle a encore plus épuisé les entrepreneurs qui ont été pervertis par la spéculation bancaire et ont perdu la capacité d'organiser et d'administrer les grandes masses ouvrières de l'usine; 2. Bien qu'elle n'ait pas l'expérience ni la « maturité » politique et technique de la classe dominante, la classe ouvrière réussit cependant mieux que la classe bourgeoise à gérer la production. Capitalisme signifie aujourd'hui désorganisation, ruine, désordres en permanence. Il n'existe pas pour les foi-ces productives d'autre voie de salut que dans l'organisation autonome de la classe ouvrière tant dans le domaine de l'industrie que dans celui de l'État.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 17 septembre 1921.

LES PRINCIPAUX RESPONSABLES

Si, en septembre 1920, les communistes turinois avaient été anarchistes au lieu d'être communistes, le mouvement en faveur de l'occupation des usines aurait eu des conséquences fort différentes de celles qu'il a effectivement eues; telle est l'essence d'un article du correspondant turinois d'*Umanità Nova* qui proclame à nouveau nos grandes responsabilités dans l'échec de la révolution (1). Quel dommage! en 1920, les communistes turinois étaient en effet des communistes et non pas des anarchistes; dès cette époque ils estimaient que « révolution prolétarienne » signifie création d'un gouvernement révolutionnaire, et ne peut rien signifier d'autre. Dès cette époque, ils estimaient qu'on ne peut créer de gouvernement révolutionnaire que dans la mesure où il existe un parti révolutionnaire, organisé sur le plan national, capable de mener une action de masse jusqu'à la réalisation de son objectif historiquement concret. Les communistes turinois appartenaient au Parti socialiste italien, ils étaient inscrits à la section turinoise; au même Parti et à la même section appartenaient également les réformistes qui dirigeaient la

Les principaux responsables 167

Confédération générale du travail. Le mouvement avait été déclenché par les réformistes. Les communistes turinois, comme on le voit dans *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire du 15 août 1920, étaient opposés à l'action proposée par la F.I.O.M., à cause de la façon dont elle avait été organisée (1), parce qu'elle n'avait pas été précédée par une préparation, parce qu'elle n'avait pas de but concret. Dans ces conditions objectives, ce mouvement ne pouvait aboutir à une révolution qu'à la condition que les réformistes continuent à le diriger. Si les réformistes, une

fois l'action déclenchée, et après qu'elle eut pris l'importance et le caractère qu'elle a pris, l'avaient conduite jusqu'au bout de ses conséquences logiques, il est certain que la grande majorité du prolétariat et même de larges couches de la petite bourgeoisie et de la paysannerie auraient suivi leur mot d'ordre. Par contre si les communistes turinois, avaient, de leur propre initiative, déclenché l'insurrection, la ville de Turin aurait été isolée, la Turin prolétarienne aurait été implacablement écrasée par les forces armées du pouvoir de l'État. En septembre 1920 Turin n'aurait même pas trouvé l'appui de la solidarité de la région piémontaise, comme elle l'avait trouvé au mois d'avril précédent. La campagne perfide menée par les fonctionnaires syndicaux et les opportunistes serratiens contre les communistes turinois après la grève du mois d'avril, avait porté ses fruits, spécialement dans le Piémont : les Turinois ne pouvaient même plus entrer en contact avec les camarades de la région, on ne croyait plus un mot de ce qu'ils affirmaient, on leur demandait toujours s'ils étaient formellement mandatés par la direction du Parti; toute l'organisation créée par Turin pour la région s'était complètement effilochée. Le correspondant turinois d'*Umanità Nova* qui connaît peut-être les efforts d'organisation faits durant cette période, ne connaît certainement pas grand-chose d'autre. Les communistes cherchèrent à mettre le prolétariat turinois dans les meilleures conditions en prévision d'une insurrection probable; ils savaient cependant qu'ailleurs on ne faisait rien, qu'aucun mot d'ordre ne circulait; ils savaient que les dirigeants syndicaux responsables du mouvement n'avaient aucune intention belliqueuse.

Pendant une période de temps très courte, durant deux ou trois jours, les dirigeants syndicaux furent extrêmement favorables à l'insurrection, sollicitèrent follement l'insurrection. Pourquoi? Il semblait que Giolitti, pressé par les industriels qui menacèrent alors ouvertement de renverser

le gouvernement par un *pronunciamento* militaire, ait voulu passer de l' « homéopathie » à la « chirurgie (1) »; il y eut évidemment des menaces de la part de Giolitti. Les dirigeants perdirent la tête; ils souhaitaient l'« incident criminel », ils souhaitaient un massacre local qui aurait permis de conclure le différend sur le plan national, selon les traditions réformistes. Avons-nous bien ou mal fait de nous refuser à ce pari infâme qui aurait mis en jeu le sang du prolétariat turinois? Il est vrai qu'à force de répéter, depuis le mois d'avril, que les communistes turinois étaient des excités, des aventuriers, des irresponsables qui ne voyaient pas plus loin que le bout de leur clocher, les réformistes avaient fini par y croire, et par croire aussi que nous nous serions prêtés à leur jeu. Ce ne furent pas des journées faciles que celles de septembre 1920; en ces journées-là nous avons acquis, un peu tard peut-être, la conviction nette et radicale que la scission était nécessaire. Comment était-il possible que restent ensemble, dans un même parti, des hommes qui se défiaient les uns des autres, qui se rendaient compte, et précisément au moment d'agir, qu'il leur fallait se garder par derrière des attaques de leurs propres associés? Telle était la situation, et nous n'étions pas des anarchistes, mais des communistes, c'est-à-dire que nous étions convaincus qu'un parti national était nécessaire pour que la révolution prolétarienne ait un minimum de chances de bien réussir. Mais quand bien même nous aurions été anarchistes, aurions-nous agi autrement? Pour répondre à cette question, nous disposons d'un élément auquel nous référer : en septembre 1920 il y avait bel et bien des anarchistes en Italie, il existait un mouvement anarchiste national. Qu'ont fait les anarchistes? Rien. Si nous avions été anarchistes nous n'aurions même pas fait ce qui a été fait à Turin en septembre 1920 : c'est-à-dire une préparation assurément remarquable étant donné qu'elle reposait sur des efforts purement locaux, sans aide, sans conseils, sans la moindre intégration nationale.

Si les anarchistes réfléchissent bien aux événements de septembre 1920 ils ne peuvent arriver qu'à une seule conclusion : la nécessité d'un parti politique, fortement organisé et centralisé. C'est précisément parce que le Parti socialiste, par son incapacité, par sa subordination aux fonctionnaires syndicaux, est le responsable de l'échec de la révolution, oui, c'est précisément pour cela qu'il doit y avoir un parti qui mette son organisation nationale au service de la révolution prolétarienne, et qui par la discus

Les partis et la masse 169

sion et en appliquant une discipline de fer, forme des hommes à la hauteur de leur tâche, qui sachent prévoir et qui ne connaissent ni hésitations ni incertitudes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 20 septembre 1921.

LES PARTIS ET LA MASSE

La crise constitutionnelle dans laquelle se débat le Parti socialiste italien (1) intéresse les communistes dans la mesure où elle traduit une autre crise constitutionnelle plus profonde encore, celle où se débattent les grandes masses du peuple italien. Dans cette perspective la crise du Parti socialiste ne peut ni ne doit être considérée isolément : elle n'est qu'un des aspects d'un ensemble plus vaste, qui englobe aussi le Parti populaire et le fascisme.

Politiquement, les grandes masses n'existent que si elles sont encadrées par les partis politiques : les changements d'opinion qui se produisent dans les masses sous la poussée des forces économiques déterminantes sont interprétés par les partis, qui se scindent d'abord en tendances, pour se scinder ensuite en une multiplicité de nouveaux partis organisés; à travers ce processus de désarticulation, de néo-association, de fusion entre éléments homogènes, se révèle un processus de décomposition de la société démocratique encore plus profond et plus intime et qui aboutit à l'affrontement final des classes en lutte pour conserver ou conquérir le pouvoir d'État et le pouvoir de contrôle de l'appareil de production.

Dans la période qui va de l'armistice à l'occupation des usines, le Parti socialiste a représenté la majorité du peuple travailleur italien, constitué par trois classes fondamentales : le prolétariat, la petite bourgeoisie, les paysans pauvres. De ces trois classes, seul le prolétariat était essentiellement, et partant indéfectiblement, révolutionnaire : les deux autres classes étaient révolutionnaires « occasionnellement », elles étaient « socialistes de guerre », elles acceptaient l'idée de révolution en général sous la poussée des sentiments de rébellion qui avaient germé pendant la guerre. Puisque le Parti socialiste était composé en majorité

d'éléments petits-bourgeois et paysans, Il n'aurait pu faire la révolution que, tout de suite après l'armistice, lorsque les sentiments de révolte antigouvernementale étaient encore vifs et actifs; par ailleurs, le Parti socialiste étant constitué dans sa majorité de petits-bourgeois et de paysans (dont la mentalité n'est pas très différente de celle des petits-bourgeois des villes), il ne pouvait être qu'incertain, hésitant, sans programme net et précis, sans ligne politique et surtout sans conscience internationaliste. L'occupation des usines, action essentiellement prolétarienne, prit au dépourvu le Parti socialiste qui n'était que partiellement prolétarien et dont les autres éléments constitutifs étaient déjà, sous les premiers coups du fascisme, en pleine crise de conscience. La fin de l'occupation des usines désorganisa complètement le Parti socialiste; les croyances révolutionnaires infantiles et sentimentales s'écroulèrent complètement; les douleurs de la guerre s'étaient en partie émoussées (on ne fait pas une révolution par culte du passé!); le gouvernement bourgeois parut encore fort dans la personne de Giolitti et dans l'activité fasciste; les chefs réformistes affirmèrent que penser à la révolution communiste générale était une folle; Serrati affirma qu'il était insensé d'envisager une révolution communiste en Italie en cette période (1). Seule la minorité du Parti, constituée par l'aile la plus avancée et la plus éclairée du prolétariat industriel, ne renonça pas à son point de vue communiste et internationaliste, ne se laissa pas démoraliser par les incidents quotidiens, ne se laissa pas impressionner par les apparences de robustesse et d'énergie de l'État bourgeois. C'est ainsi que naquit le Parti communiste, première organisation autonome et indépendante du prolétariat industriel, de la seule classe à être essentiellement et continûment révolutionnaire.

Le Parti communiste ne devint pas aussitôt le parti des très grandes masses. Ceci ne prouve qu'une seule chose : l'état de grande démoralisation et de grand abattement dans lequel étaient tombées les masses à la suite de l'échec politique de l'occupation des usines. La foi s'était éteinte chez un grand nombre de dirigeants; ce qui était auparavant exalté était aujourd'hui tourné en dérision, les sentiments les plus intimes et les plus délicats de la conscience prolétarienne étaient abjectement foulés aux pieds par ce ramassis de dirigeants à la mentalité d'adjudants, devenus sceptiques, corrompus par leur repentir et par le remords de leur passé de démagogie maximaliste. La masse popu

Les partis et la masse 171

laire, qui, tout de suite après l'armistice, s'était rangée autour du Parti socialiste, se démembra, se liquéfia, se dispersa. La petite bourgeoisie, qui avait sympathisé avec le socialisme, sympathisa avec le fascisme; les paysans qui ne trouvaient plus désormais d'appui dans le Parti socialiste tendirent à accorder leurs sympathies au Parti populaire. Mais ce mélange des anciens effectifs

du Parti socialiste avec les fascistes d'un côté et avec les populaires de l'autre ne fut pas sans conséquences.

Le Parti populaire s'est rapproché du Parti socialiste lors des élections législatives, dans toutes les circonscriptions, les listes ouvertes du Parti populaire ont accueilli par centaines et par milliers les noms des candidats socialistes; lors des élections municipales qui ont eu lieu dans quelques communes rurales depuis les élections législatives, il est souvent arrivé que les socialistes ne présentent pas de liste de minorité et conseillent à leurs adhérents de reporter leurs voix sur la liste du P.P.I. A Bergame (1) ce rapprochement s'est manifesté avec éclat: les extrémistes du Parti populaire se sont détachés de leur organisation blanche, ont fusionné avec les socialistes et ils ont fondé une Bourse du travail et un hebdomadaire dirigé et rédigé en collaboration par socialistes et populaires. Objectivement, ce processus de rapprochement populaire-socialiste représente un progrès. La classe paysanne s'unifie; en brisant la coquille de la religion du côté des populaires et la coquille de la tradition anticléricale petite-bourgeoisie du côté des socialistes elle parvient à la prise de conscience et à la prise de connaissance d'une solidarité plus large. Cette tendance de ses effectifs ruraux amène le Parti socialiste à se détacher toujours davantage du prolétariat industriel et il semble donc que ce solide lien unitaire que le Parti socialiste paraissait avoir créé entre ville et campagne menace de se rompre. Cependant, comme ce lien n'existait pas réellement, cette nouvelle situation n'a aucun effet négatif. Au contraire, un avantage réel apparaît avec évidence : le Parti populaire subit une très forte poussée vers la gauche, et devient toujours plus laïque; il finira par se détacher de son aile droite, constituée de grands et moyens propriétaires terriens, et s'engagera ainsi résolument sur le terrain de la lutte de classes en entraînant un formidable affaiblissement du gouvernement bourgeois.

Le même phénomène se dessine dans le camp fasciste. La petite bourgeoisie urbaine, politiquement renforcée

par tous les transfuges du Parti socialiste, avait cherché après l'armistice à cueillir les fruits de la capacité d'organisation et d'action militaire acquise pendant la guerre. Du côté italien, la guerre a été conduite, faute d'un état-major efficient, par un corps de sous-officiers, c'est-à-dire par la petite bourgeoisie. Les désillusions subies pendant la guerre avaient éveillé de très violents sentiments de révolte contre le gouvernement dans cette classe; ayant perdu après l'armistice l'unité militaire de ses cadres, celle-ci s'éparpilla au sein des différents partis de masse, en y apportant des ferments de rébellion, mais aussi des incertitudes, des hésitations, de la démagogie. Une fois retombée la force du Parti socialiste après l'occupation des usines, cette classe, avec une rapidité foudroyante, et sous la poussée de ce même état-major qui l'avait exploitée pendant la guerre, reconstruisit militairement ses cadres, s'organisa sur le plan national. Ce fut une maturation très rapide, une crise constitutionnelle très rapide. La petite bourgeoisie urbaine, qui n'était qu'un jouet entre les mains de l'état-major et des forces les plus rétrogrades du gouvernement, s'allia aux agrariens et brisa, pour le compte des agrariens, l'organisation des paysans. Le pacte de Rome entre fascistes et socialistes marque le point final de cette évolution aveugle et politiquement désastreuse pour la petite bourgeoisie urbaine, qui comprit alors qu'elle bradait son droit d'aïnesse pour un plat de lentilles. Si le fascisme avait persévéré dans des expéditions punitives du type de celles de Trévisé, de Sarzana, de Roccastrada, la population se serait insurgée en masse; et dans l'hypothèse d'une défaite populaire, ce n'aurait certes pas été les petits-bourgeois qui auraient pris le pouvoir en main mais bien l'état-major et les latifondistes. Le fascisme se rapproche une nouvelle fois du socialisme (1), la petite bourgeoisie cherche à rompre ses liens avec la grande propriété terrienne, elle cherche à avoir un programme politique qui finit par ressembler étrangement à celui de Turati et de D'Aragona.

Telle est la situation actuelle de la masse populaire italienne : une grande confusion, succédant à l'unité artificielle créée par la guerre et incarnée par le Parti socialiste; une grande confusion qui trouve ses points de polarisation dialectique dans le Parti communiste, organisation indépendante du prolétariat industriel, dans le Parti populaire, organisation des paysans, et dans le fascisme, organisation de la petite bourgeoisie. Le Parti socialiste qui,

depuis l'armistice jusqu'à l'occupation des usines, a représenté le mélange démagogique de ces trois classes du peuple laborieux, est aujourd'hui le principal protagoniste et la victime la plus considérable du processus de démembrement (visant à une organisation nouvelle et définitive) que les masses italiennes subissent comme conséquence de la décomposition de la démocratie.

LE CONGRÈS SOCIALISTE (1)

Chaque type d'association est caractérisé par un sentiment fondamental, largement répandu, qui en assure la continuité et le bon fonctionnement. La monarchie absolue était caractérisée par le sens de l'honneur chevaleresque, qui liait fortement la noblesse féodale à la personne physique du souverain et à celle de ses descendants légitimes; la manifestation initiale de la crise de l'institution monarchique a été un affaiblissement du sens de l'honneur chez les aristocrates, affaiblissement qui s'est ramené au passage d'une partie de l'aristocratie dans le camp de la classe alors révolutionnaire : la bourgeoisie industrielle et commerçante. Le régime de la démocratie parlementaire a instauré une nouvelle coutume et une nouvelle culture; à la place du sentiment chevaleresque il a mis le respect de la loi écrite, qui aux yeux des masses populaires a concrétisé la volonté nationale. En fait, aujourd'hui, la crise de la démocratie parlementaire se manifeste à travers deux séries de faits : d'une part, la loi écrite frappe un nombre trop grand de citoyens, remplit trop de prisons, nécessite trop d'amnisties, faisant ainsi la démonstration de son inaptitude à régler pacifiquement les rapports sociaux; d'autre part elle n'est plus respectée, même par les citoyens préposés à sa sauvegarde et à son application.

L'association ouvrière, tant nationale qu'internationale, a restauré, par nécessité vitale, le sentiment de l'honneur, tel qu'il existait dans les monarchies absolues. L'association ouvrière est de type volontaire; ses lois internes ne s'appuient sur aucune menace de sanctions corporelles :

celui qui trahit l'organisation ne peut être ni emprisonné, ni frappé d'amende, ni exécuté. C'est pourquoi, dès le tout début de son existence, l'association ouvrière a accordé une grande importance au sens de l'honneur, à la loyauté, à la fidélité, et s'est montrée implacable envers ceux qui ont prouvé qu'ils manquaient de ces qualités; voilà qui explique la dureté de langage qui a toujours caractérisé les polémiques contre les renégats et contre les traîtres à la classe ouvrière. En Italie, les polémiques ont toujours été plus dures qu'ailleurs et cela s'explique facilement. Traditionnellement, notre pays ne brille pas par la qualité morale des hommes; les invasions étrangères et la domination cléricale ont, pendant des siècles et des siècles, corrompu et dépravé les mœurs de manière inouïe. Pendant trop longtemps les seuls éducateurs du peuple italien ont été les sbires autrichiens et les Jésuites. Le scepticisme, la déloyauté, la trahison ont pourri l'humanité italienne jusque dans ses racines les plus profondes et c'est ainsi qu'elle a connu des personnages tels que Maramaldo (1), des aventuriers comme Casanova, des hommes d'État comme le due de Valentinois, qui n'ont pas leurs pareils dans les autres pays.

La classe ouvrière italienne représente quelque chose d'original dans le domaine des mœurs et de la vie morale. Elle attache une grande importance au sens de l'honneur, à la loyauté, à une discipline essentielle, et non pas purement formelle, de fidélité indéfectible aux idées et aux sentiments collectifs de la classe. Lorsque Filippo Turati donna dix lires à un « jaune (2) », il fit la démonstration la plus éclatante qui soit qu'il n'avait plus aucun lien avec la classe ouvrière; le « jaune » est, pour l'ouvrier conscient, le personnage le plus abject et le plus indigne qui soit; le « jaune » est, pour l'ouvrier, ce qu'est pour le chrétien celui qui cracha au visage de Jésus. Par son geste, Turati prouvait qu'il était désormais sorti du monde moral prolétarien, qu'il ne comprenait plus rien aux valeurs auxquelles la classe ouvrière est le plus profondément attachée.

Après le congrès de Livourne, le Parti socialiste italien, dans son ensemble, s'est mis hors de la vie morale de la classe ouvrière. Après que les communistes s'en furent détachés, et qu'environ cinquante mille autres ouvriers en furent sortis, le Parti socialiste en fut réduit à devenir un parti de petits-bourgeois, de fonctionnaires attachés à leur charge comme l'huître à son rocher, capables de n'importe quel acte honteux ou de n'importe quelle infamie plutôt

que de perdre la position qu'ils occupent. Le Parti socialiste a rejoint ainsi la plus pure tradition nationale italienne, la tradition inculquée par les sbires et les Jésuites, la tradition de l'infidélité à la parole donnée, la tradition de la déloyauté et de l'opportunisme le plus honteux, la tradition de Maramaldo. Au congrès de Livourne, après le départ des communistes, les délégués socialistes furent d'accord pour faire appel auprès du IIIe Congrès mondial communiste, et ils approuvèrent

une motion par laquelle le Parti s'engageait à accepter les décisions du Ille Congrès, quelles qu'elles aient pu être. Après la clôture du Congrès, la direction du Parti et la direction de l'Avanti! oublièrent complètement ces engagements. *L'Avanti!* diffama systématiquement l'Internationale communiste et fit l'éloge de ses ennemis les plus perfides et les plus dangereux. La direction du Parti socialiste n'adressa aucun appel à Moscou, et les trois délégués, Maffi, Riboldi et Lazzari, furent envoyés au Ille Congrès sans mandat explicite (1), sans instructions, sans la moindre formule claire au sujet de la motion qui avait été approuvée à Livourne : ainsi, le Parti socialiste a non seulement manqué au sens de l'honneur, caractéristique de l'association ouvrière tout comme il avait été caractéristique de l'aristocratie nobiliaire, mais il a aussi manqué au respect de la loi écrite, qui est le soutien de la démocratie bourgeoise. On peut dire que, de tous les participants du Congrès socialiste qui débute demain, un seul a conservé intact l'esprit prolétarien : c'est Costantino Lazzari, qui en effet, les rares fois où il a pris des positions en public, a toujours insisté sur ce mot qui n'a plus de sens pour les autres : l'honneur.

A travers le réformisme parlementaire, le cadavre bourgeois a contaminé l'ensemble du Parti socialiste. Les symptômes de décomposition sont les mêmes : on manque au sens de l'honneur, on manque au respect de la loi écrite. Ni un État ni un parti ne peuvent se maintenir ou gouverner sans avoir de principes, sans respecter les sentiments dominants de leur groupe social. La mort dans le déshonneur est la punition que l'Histoire a toujours implacablement appliquée à qui transgresse les lois fondamentales de la vie commune des hommes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 9 octobre 1921.

L'ENQUÊTE SUR LES INDUSTRIES

L'initiative prise par la C.G.L. d'une enquête sur les conditions actuelles de l'industrie italienne s'est révélée sans tarder être un bluff démagogique du pire acabit(1).

L'enquête (?) va se faire à ce qu'il semble. Une commission est sur le point d'être nommée, de vingt-quatre experts (!). Dans la commission, les industriels seront représentés directement par huit de leurs commis et indirectement par huit fonctionnaires de l'État; aux ouvriers, on attribuera huit mandats dont une partie seulement ira à la Confédération générale du travail, puisque les ouvriers seront représentés également par des organisations blanches et probablement même par des syndicats économiques fascistes. Il est aisé de prévoir que les commis des industriels se mettront vite d'accord avec les fonctionnaires de l'État; les délégués (!) ouvriers au contraire commenceront aussitôt à se manger le nez pour des raisons de concurrence entre mandarins. La majorité de la commission, bien stylée, étroitement contrôlée par les industriels, établira que les conditions générales de l'industrie sont très mauvaises, qu'il faut absolument diminuer les salaires, qu'il faut de la part des ouvriers une plus grande discipline et un plus grand esprit de sacrifice et de patriotisme, faute de quoi le préjudice sera général et touchera même certainement davantage les ouvriers que les industriels. Sur la base des résultats de l'enquête, qui naturellement sera montée en épingle sous prétexte que c'est la partie ouvrière (!) qui en a pris l'initiative, les journaux déclencheront au même moment une campagne bien orchestrée pour la diminution des salaires et c'est ainsi que la C.G.L. aura défendu... les intérêts de la classe ouvrière.

Aux propositions du genre de celles faites par la C.G.L., les communistes opposent deux questions préalables :

1. Le syndicalisme, réformiste ou révolutionnaire, qui s'exprime essentiellement par une bureaucratie de gens incompetents et de bas démagogues, n'est pas qualifié pour faire des enquêtes complexes sur l'industrie en général, le syndicalisme a failli à l'idéologie qui l'inspire - à savoir créer les cellules d'une société future des producteurs -, à partir du moment où les exigences mêmes de son

développement l'ont contraint à s'identifier à un système de fonctionnaires qui n'ont pas le moins du monde l'obligation de connaître le processus de production de l'industrie dont ils représentent les travailleurs, mais qui n'ont comme obligation que de savoir compiler tant bien que mal un

rapport et de savoir tenir un meeting. Un ex-ouvrier métallurgiste peut très bien devenir fonctionnaire du Syndicat des maçons, un employé des pompes funèbres peut avoir les titres nécessaires pour devenir secrétaire général de la Confédération générale du travail ou de l'Union syndicale. Il n'existe qu'un organisme qui peut créer des compétences prolétariennes dans les domaines du contrôle et du gouvernement industriel : c'est le Conseil d'usine et le système des Conseils d'usine. En dehors de ces organismes spécifiques, il ne peut exister de contrôle mais seulement un désordre démagogique et un imbroglio bureaucratique.

2. L'industrie est une organisation, dont les éléments prépondérants sont ces individus concrets bien déterminés qu'on appelle les industriels. Faire une enquête sur les conditions *objectives* de la production signifie faire l'autopsie d'un cadavre, pour arriver aux conclusions classiques des expertises judiciaires : interrogé, le mort n'a pas répondu! Seul le « politique » peut donner aujourd'hui un jugement sur l'organisation industrielle dans la mesure où ce jugement ne peut venir au ternie d'une étude générale des conditions auxquelles se trouve réduite aujourd'hui la société dans tous ses organes administratifs et dirigeants. Et le jugement ne peut être que le suivant : la bourgeoisie est incapable d'administrer, parce que la crise de la guerre a brisé tous les mécanismes grâce auxquels se faisait dans le passé la sélection des plus capables et des plus énergiques. Cette incapacité se révèle dans la chute du régime parlementaire, c'est-à-dire dans l'impossibilité où se trouve le gouvernement d'obtenir pacifiquement le consentement des gouvernés et par conséquent dans la nécessité d'entretenir la terreur blanche en permanence; elle se révèle aussi dans le fait que l'usine n'est plus administrée par le propriétaire-industriel, mais par les hommes de confiance des banques qui se moquent bien de la production et s'acharnent uniquement sur les spéculations louches de la politique et de la bourse; elle se révèle enfin dans le fait que les chefs dans l'usine ne sont plus choisis sur des critères techniques mais sur des critères policiers.

Une enquête sur les conditions *objectives* de l'industrie,

faite par des experts qui sont les commis des industriels, par des fonctionnaires de l'État vénaux et facilement corruptibles et par des saltimbanques camouflés en représentants ouvriers, ne peut avoir pour dénouement qu'une magistrale duperie montée aux dépens de la classe ouvrière. Pour obtenir « pacifiquement » une réduction des salaires, pour obtenir pacifiquement une production intense, autrement dit pour recréer l'impondérable *quid* qui a été détruit par la crise de la guerre (le consentement des gouvernés, la vitalité du principe d'autorité capitaliste), la classe capitaliste est même capable de provoquer artificiellement des conditions objectives désastreuses pour l'industrie - le déficit du budget d'une année peut être compensé par un plus grand profit l'année suivante. Que peuvent opposer les ouvriers à l'ensemble de l'appareil de contrôle bourgeois? Aujourd'hui, en l'absence d'un système de Conseils d'usine qui soit à même de lutter dans le domaine spécifique du contrôle, les ouvriers ne pourraient opposer qu'une organisation syndicale fortement centralisée capable de déchaîner une grève générale et d'envisager la conquête du pouvoir politique. Aujourd'hui, la notion de contrôle ne peut être qu'élémentaire, qu'à un stade initial, telle qu'elle s'exprime dans une lutte de classes conduite avec un réel esprit révolutionnaire, même dans les limites de cadres étroitement corporatifs. La Confédération du travail a renoncé à la lutte révolutionnaire, elle se refuse de procéder à la mobilisation générale de la classe laborieuse et de faire qu'elle soit en mesure de soutenir une grève générale, et elle feint de croire qu'au vu des résultats d'une enquête la classe patronale pourrait se laisser pousser à maintenir les salaires à un niveau déterminé. Les grands hommes de la Confédération ressemblent comme deux gouttes d'eau à ce fameux chasseur qui avait laissé rouiller son fusil et qui allait à la chasse avec un petit panier plein de grains de sel à mettre sur la queue des oiseaux.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 22 octobre 1921.

LES MASSES ET LES CHEFS

La lutte que le Parti communiste a engagée pour réaliser un front unique syndical contre l'offensive capitaliste (1), a

Les masses et les chefs

179

eu le mérite de créer le front unique de tous les mandarins du syndicat : contre la *dictature* du Parti communiste et de l'Exécutif de Moscou, Armando Borghi se trouve d'accord avec Ludovico D'Aragona; Errico Malatesta se trouve d'accord avec Giacinto Menotti Serrati, Sbrana et Castrucci se trouvent d'accord avec Guarnieri et Colombino (1). Ce fait ne suscite aucun étonnement chez nous, communistes. Les camarades ouvriers qui ont suivi dans *L'Ordine Nuovo*

hebdomadaire la campagne en faveur du mouvement des Conseils d'usine se rappellent certainement que nous avions prévu que l'Italie aussi verrait se produire ce phénomène qui s'était déjà produit dans d'autres pays et qui pouvait par conséquent, dès cette époque, prendre une valeur universelle et être considéré comme une des manifestations les plus caractéristiques de la période historique actuelle.

L'organisation syndicale, eût-elle une étiquette réformiste, anarchiste ou syndicaliste, avait permis la naissance de toute une hiérarchie de petits chefs et de grands chefs, dont les caractéristiques bien connues étaient en particulier la vanité, la manie d'exercer un pouvoir incontrôlé, l'incompétence, une démagogie effrénée. Le rôle le plus ridicule et le plus abusif était, dans toute cette comédie, tenu par les anarchistes qui étaient d'autant plus autoritaires qu'ils criaient plus fort contre l'autoritarisme, qui sacrifiaient d'autant plus la volonté réelle des grandes masses et la floraison spontanée de leurs tendances libertaires qu'ils hurlaient plus fort qu'ils revendiquaient la liberté, l'autonomie, la spontanéité des initiatives. Plus qu'ailleurs, en Italie, le mouvement syndical tomba au plus bas niveau et devint une foire d'empoigne : chacun voulait créer son « mouvement », son « organisation », sa véritable « union » des travailleurs. Borghi représenta une entreprise brevetée, De Ambris une autre entreprise brevetée, D'Aragona une troisième entreprise brevetée, Sbrana et Castrucci une quatrième entreprise brevetée, le capitaine Giulietti une cinquième entreprise brevetée (2). Tous ces gens, comme il va de soi, se montraient hostiles à l'ingérence des partis politiques dans le mouvement syndical, affirmaient que le syndicat se suffit à lui-même, que le syndicat est le « véritable » noyau de la société future, que c'est dans le syndicat qu'on trouve les premières structures du nouvel ordre économique et politique prolétarien.

Dans *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, nous avons hors de tout préjugé, avec une méthode libertaire, ce qui signi

fié sans nous laisser dévier par des présupposés idéologiques (donc avec une méthode marxiste, vu que Marx est le plus grand libertaire qui soit apparu dans l'histoire du genre humain), nous avons étudié la nature réelle et la structure réelle du syndicat (1). Nous avons commencé par démontrer combien il est absurde et puéril de soutenir que le syndicat porte en lui la vertu de dépasser le capitalisme : *objectivement*, le syndicat n'est rien d'autre qu'une société commerciale de type tout à fait capitaliste, qui tend à imposer, dans l'intérêt du prolétaire, un prix maximal pour la marchandise-travail et à imposer le monopole de cette marchandise sur le marché national et international (2). Ce n'est que *subjectivement* que le syndicat se différencie du mercantilisme capitaliste, dans la mesure où, étant formé et ne pouvant être formé que de travailleurs, il tend à créer chez les travailleurs la conscience que dans la sphère d'action du syndicalisme il est impossible d'espérer atteindre l'autonomie industrielle des producteurs, mais que précisément à cause de cela il faut s'emparer de l'État (autrement dit enlever à la bourgeoisie le pouvoir d'État) et se servir du pouvoir de l'État pour réorganiser tout l'appareil de production et d'échange. Nous avons ensuite démontré que le syndicat ne peut pas être et ne peut pas devenir la cellule de la future société des producteurs. En fait, le syndicat se manifeste sous deux formes : l'assemblée des adhérents et la bureaucratie dirigeante. L'assemblée des adhérents n'est *jamais* appelée à discuter ni à délibérer sur les problèmes de la production et des échanges, sur les problèmes techniques de l'industrie. Elle est normalement convoquée pour des discussions et des décisions portant sur des rapports entre entrepreneurs et main-d'œuvre, c'est-à-dire sur des problèmes qui sont propres à la société capitaliste et qui seront fondamentalement transformés par la révolution prolétarienne. Quant aux fonctionnaires syndicaux, leur choix ne se fait pas davantage sur le terrain de la technique industrielle : un syndicat de métallos ne demande pas au candidat fonctionnaire s'il est compétent dans l'industrie métallurgique, s'il est en mesure d'administrer l'industrie métallurgique d'une ville, d'une région ou de la nation tout entière; il lui demande simplement d'être capable de soutenir le point de vue ouvrier dans une controverse, d'être capable de rédiger un rapport, d'être capable de tenir un meeting. Avant la guerre, les syndicalistes français de La Vie *ouvrière* ont cherché à créer des compétences industrielles parmi les fonctionnaires syndi

eaux : ils ont suscité toute une série de recherches et de publications sur l'organisation technique de la production (par exemple : par quel cheminement le cuir d'un bœuf chinois devient-il la bottine d'une *cocotte* parisienne ? Quel voyage accomplit ce cuir ? Comment sont organisés les transports de cette marchandise ? A combien se montent les frais du transport ? Comment se réalise la fabrication du « goût » international pour ce qui est des objets de cuir, etc.) ; mais cette tentative a tourné court. En se développant, le mouvement syndical a enfanté un corps de fonctionnaires qui n'a plus aucune racine dans quelque industrie que ce soit et qui n'obéit qu'à des

lois purement commerciales : un fonctionnaire des métaux passe indifféremment aux maçons, aux cordonniers, aux menuisiers; il n'est pas tenu de connaître les conditions techniques réelles de l'industrie, mais seulement la législation privée qui régit les rapports entre entrepreneurs et main-d'œuvre.

On peut affirmer désormais, sans crainte d'être démenti par aucune démonstration *expérimentale*, que la théorie syndicaliste s'est révélée n'être qu'un ingénieux château en Espagne construit par des hommes politiques qui haïssaient la politique pour cette seule raison qu'avant-guerre elle avait pour toute signification : action parlementaire et compromis réformiste.

Le mouvement syndical n'est rien d'autre qu'un *mouvement politique*, les chefs syndicaux ne sont rien d'autre que des *leaders* politiques qui parviennent à la position qu'ils occupent par cooptation au lieu d'être élus démocratiquement. Par bien des aspects, les chefs syndicaux représentent un type social semblable au *banquier* : un banquier expert qui a un bon coup d'œil dans les affaires, qui sait prévoir avec une certaine exactitude le cours des bourses et des contrats, donne du crédit à sa maison, attire les épargnants et les escompteurs : un chef syndical qui en plein affrontement des forces sociales en lutte sait prévoir les résultats possibles, attire les masses à son organisation, devient un *banquier d'hommes*. De ce point de vue, dans la mesure où il était épaulé par le Parti socialiste, D'Aragona, qui s'affirmait maximaliste, fut meilleur *banquier* qu'Armando Borghi, confusionniste émérite, homme sans caractère et sans orientation politique, camelot de boulevard plus que banquier moderne.

Que la Confédération du travail soit essentiellement un mouvement politique, on peut le voir par le fait que son expansion maximale coïncide avec l'expansion maximale

du Parti socialiste. Les chefs croient pourtant pouvoir se moquer de la politique des partis, c'est-à-dire pouvoir faire une politique *personnelle*, en échappant à l'ennui des contrôles et aux contraintes de la discipline. Et voilà la raison de ce soulèvement tumultueux des chefs syndicaux contre la *dictature* du Parti communiste et du fameux Exécutif de Moscou. Les masses comprennent instinctivement qu'elles sont impuissantes à contrôler les chefs, à imposer aux chefs qu'elles respectent les décisions des assemblées et des congrès : c'est pourquoi les masses *veulent* le contrôle d'un parti sur le mouvement syndical, elles veulent que les chefs syndicaux appartiennent à un parti bien organisé, qui ait une orientation précise, qui soit en mesure de faire respecter sa discipline, qui maintienne les engagements librement contractés. La *dictature* du Parti communiste n'épouvante pas les masses, parce que les masses comprennent que cette *terrible dictature* est pour elles la plus haute garantie de liberté, qu'elle est la plus haute garantie contre la trahison et les imbroglios. Le front unique que les mandarins syndicaux de toutes les écoles subversives constituent contre le Parti communiste démontre avant tout une chose : c'est que notre parti est finalement devenu le parti des grandes masses, qu'il représente vraiment les intérêts permanents de la classe ouvrière et paysanne. Au front unique constitué par tous les milieux bourgeois contre le prolétariat révolutionnaire correspond le front unique de tous les mandarins syndicaux contre les communistes. Pour mater les ouvriers, Giolitti a fait la paix avec Mussolini et il a donné des armes aux fascistes; Armando Borghi, lui, pour ne pas perdre sa situation de grand prêtre du syndicalisme révolutionnaire, se mettra d'accord avec D'Aragona, bonze suprême du réformisme parlementaire.

Quel enseignement pour la classe ouvrière, qui voit que ce ne sont pas les hommes qu'il faut suivre mais des partis organisés qui sachent imposer aux individus la discipline, le sérieux, le respect des engagements volontairement contractés.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 30 octobre 1921.

Quelques questions aux dirigeants syndicaux 183

QUELQUES QUESTIONS AUX DIRIGEANTS SYNDICAUX

Les dirigeants syndicaux réformistes croient-ils que l'opposition à un éventuel coup d'État militaire (1) entre dans les devoirs de la Confédération générale du travail ?

Le fait que trente mille fascistes, armés et encadrés, puissent envahir la capitale (2), sans que le gouvernement s'oppose à une telle invasion ou cherche au moins à désarmer les factieux en cours de route, avant leur entrée à Rome, ne constitue-t-il pas déjà une violation de la charte fondamentale de l'État, suffisante pour être considérée, sans exagération, comme le début d'un authentique et caractérisé coup d'État ?

La littérature libérale du *Risorgimento* italien soutient que, en dernière analyse, la seule garantie qui existe contre les éventuels coups de main réactionnaires est le droit du peuple à l'insurrection armée. Les dirigeants de la Confédération sont-ils au moins aussi libéraux que les libéraux du *Risorgimento* ?

Admettons que les dirigeants de la Confédération n'estiment pas possible, pour des raisons techniques, une insurrection armée du peuple contre un coup d'État militaire probable. Estiment-ils cependant qu'il est au moins nécessaire d'envisager une résistance passive, du type de celle que les syndicats allemands ont opposée au *putsch* Kapp-Luttwitz (3) ?

Les dirigeants syndicaux croient-ils que même une résistance d'une telle nature ne peut être réalisée sans préparation, sans propagande systématique, sans un travail persévérant et tenace d'organisation? Ou bien croient-ils précisément le contraire, c'est-à-dire qu'une telle résistance n'a pas particulièrement besoin d'être préparée de longue main, d'être méthodiquement organisée, d'être l'objet d'une propagande systématique ?

Sous quelles formes peut se produire une résistance populaire au coup d'État si ce n'est à travers la grève générale de toutes les industries et des transports?

Les dirigeants syndicalistes ignorent-ils que, à l'occasion de la commémoration du soldat inconnu d'abord, puis à l'occasion du Congrès fasciste, la concentration de

dizaines et de dizaine de milliers de fascistes dans la capitale, s'est accompagnée d'un rassemblement des fascistes de province dans les villes les plus importantes?

Si les dirigeants syndicaux n'entendent opposer aux fusils et aux bombes fascistes que les pommes de terre bouillies de leurs ordres du jour, déclarons-le ouvertement et sincèrement : les masses ouvrières sauront du moins qu'elles ne peuvent compter que sur leurs propres forces; quant aux organismes locaux de la Confédération, ils n'auront qu'à dire à leurs membres qu'il faut s'incliner et ne pas provoquer d'inutiles massacres par d'inutiles rébellions, étant donné, comme c'est bien connu, que le socialisme triomphera sur tout et sur tous, au nom du principe qui veut que les étoiles ne s'éteignent pas à coup de flèches, et que les idées ne se brûlent pas avec de l'essence...

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 12 novembre 1921.

LE SOUTIEN DE L'ÉTAT

Au bon vieux temps, alors que les souvenirs du *Risorgimento* étaient encore vivaces et que la conquête de la Constitution représentait encore une valeur pour la grande masse de la population italienne, on assista à une intéressante polémique entre les libéraux et les républicains sur la nature et sur l'importance du serment de fidélité au roi prêté obligatoirement au Parlement par les députés. Les libéraux argumentaient : si les députés refusent de prêter ce serment, si les députés obtiennent que l'institution du serment soit abolie, c'est l'État lui-même qui sera privé de son principal soutien. La constitution est un pacte de fidélité réciproque entre le peuple et le souverain : si, au travers des personnes de ses représentants, le peuple se soustrait à l'obligation de fidélité, si le peuple demande, par l'abolition du serment, la liberté d'agir contre la constitution, alors le souverain se trouve lui aussi, en droit, libéré de ses liens et on reconnaît alors au souverain aussi la liberté d'organiser et d'exécuter le coup d'État contre la Constitution.

Le soutien de l'État

185

Le gouvernement représente le souverain au Parlement national, et, qui plus est, le gouvernement est responsable pour le souverain devant le Parlement national et devant le peuple. Si le gouvernement laisse impunément violer la Constitution, si le gouvernement permet la formation dans les pays de bandes armées, si le gouvernement permet à des associations privées de constituer des dépôts d'armes et de munitions, si le gouvernement permet à des dizaines de milliers de citoyens privés, armés, encadrés dans des organisations militaires, portant casque et fusil, de parcourir le pays sans être gênés le moins du monde, d'envahir la capitale et d'étaler au

grand jour leur « puissance », que signifie tout cela sinon que le gouvernement responsable pour le souverain a violé le serment de fidélité à la Constitution? Que signifie cela sinon qu'on assiste, de la part des organismes d'État qui se regroupent dans le pouvoir exécutif, à la préparation d'un coup d'État? Que signifie cela sinon qu'en Italie nous vivons déjà dans l'ambiance dont doit automatiquement sortir le coup d'État ?

Le pacte entre le peuple et le souverain est donc désormais dénoncé, de par la volonté du pouvoir d'État qui représente le second. Automatiquement, tous les serments de fidélité sont dénoncés. Qu'est-ce qui lie désormais les officiers à l'autorité suprême? De par la logique même des événements, la population doit se diviser en deux : ceux qui sont pour et ceux qui sont contre le coup d'État réactionnaire, ou mieux ceux qui sont pour le coup d'État réactionnaire et ceux qui sont pour une insurrection populaire capable de briser le coup d'État réactionnaire. C'est la Constitution elle-même qui prévoit cette éventualité : elle reconnaît au peuple le droit de s'insurger les ai-mes à la main contre toute tentative des pouvoirs d'État de violer la Constitution. Pourquoi en effet un pacte qui ne peut être que bilatéral devrait-il rester en vigueur pour une partie si l'autre le foule aux pieds? Pourquoi un employé ou un officier devraient-ils rester fidèles à une loi qui n'existe plus ? Pourquoi devraient-ils conserver des secrets d'État et ne pas les communiquer aux partis révolutionnaires, si conserver ces secrets signifie favoriser le coup d'État, c'est-à-dire l'abolition même formelle des lois et des libertés statutaires, alors que communiquer ces secrets aux partis révolutionnaires signifie contribuer à sauver la liberté populaire, signifie donc certainement demeurer fidèle à l'esprit de la foi jurée?

L'État bourgeois vit en très grande partie sur le travail et sur l'abnégation de milliers de fonctionnaires civils et militaires qui accomplissent leur devoir, souvent avec une véritable passion, qui ont le sens de l'honneur, qui ont pris au sérieux le serment prêté le jour où ils sont entrés en service. Si ce noyau fondamental de gens sincères loyalement dévoués à leur fonction n'existait pas, l'État bourgeois s'écroulerait dans l'instant, comme un château de cartes. Ce sont eux le véritable, l'unique soutien de l'État, et certainement pas les autres, les hommes de la concussion, de la prévarication, de toutes les lâchetés, les parasites de l'État. Or, à qui profite le coup d'État? Il ne peut profiter justement qu'à ces autres hommes, ceux de la concussion, de la prévarication, de toutes les lâchetés, aux parasites : souvent, disons même presque toujours, le coup d'État n'est autre que l'instrument dont la lie de l'État se sert pour maintenir les positions qu'elle détient et qui sont devenues mortelles pour la société; ces gens-là n'ont pas de scrupules, ils se moquent bien des serments et de l'honneur, ils haïssent tous les travailleurs et particulièrement ceux qui travaillent dans leurs propres bureaux et qui sont la vivante dénonciation de leur malhonnêteté et de leur parasitisme.

Aujourd'hui, la situation historique est la suivante une seule grande classe sociale est en mesure de s'opposer valablement aux tentatives liberticides de la réaction déchaînée, c'est la classe des ouvriers, le prolétariat. Cette classe assume aujourd'hui la fonction libératrice qui a été celle des libéraux au cours du *Risorgimento*. Cette classe a un parti à elle, le Parti communiste, avec lequel doivent collaborer tous les éléments désintéressés et sincères de l'État italien, tous ceux qui veulent rester fidèles à la fonction qui est la leur, à savoir défendre les libertés populaires contre tous les assauts des forces obscures remontant d'un passé qui ne veut pas mourir.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 13 novembre 1921.

De Bologne à Milan

187

DE BOLOGNE A MILAN (1)

Les rédacteurs et les orateurs socialistes n'ont cessé de justifier devant les masses prolétariennes et paysannes le traité de paix que leur parti a stipulé avec les *Fasci* de combat (2) en se réclamant d'une des plus douloureuses expériences de la Révolution russe. « Nous autres, socialistes italiens, ont-ils répété pendant des mois et des mois, avons dû nous soumettre à un cas de force majeure semblable en tout point à celui auquel durent se soumettre les camarades russes lorsqu'ils ont, en février 1918, conclu le traité de Brest-Litovsk. S'il n'a pas été déshonorant pour

les bolcheviks russes d'en venir à composition et de s'asseoir à la même table que les généraux allemands qui avaient massacré des milliers et des milliers d'ouvriers et avaient dévasté des régions entières, il ne doit pas être non plus déshonorant pour les dirigeants du Parti socialiste d'être venus à composition et d'avoir discuté autour d'une même table avec les généraux agrariens, avec les chefs des expéditions punitives, avec les conquérants de Trévis, de Sarzane, de Grosseto, avec les tortionnaires du Polesine, de l'Émilie et de la Toscane. »

Immédiatement après la conclusion du traité de paix, cette tentative de justification, faite de façon théâtrale et avec des accents mélodramatiques, pouvait à la rigueur être favorablement accueillie par de larges masses populaires. Ce n'est pas en vain que le Parti socialiste avait systématiquement négligé au cours des années précédentes d'informer le prolétariat italien et de lui donner des idées précises sur le développement de la Révolution russe. Les masses n'étaient pas en mesure de saisir quelle profonde différence existait entre l'épisode russe et l'épisode italien. Lorsque le camarade Trotski dut se rendre à Brest et subir les exigences impudentes des généraux allemands, l'État prolétarien n'existait que depuis trois mois à peine, il n'y avait même pas un embryon d'Armée rouge en Russie, le Parti communiste était encore engagé dans une lutte à mort avec ses ennemis de l'intérieur qui cherchaient sans cesse à redresser la tête. Une armée en tout point bien équipée et bien organisée comme celle de l'impérialisme allemand ne pouvait être battue, ni même seulement

arrêtée que par des forces au moins équivalentes, aussi bien organisées et équipées. Bien différente était la situation du Parti socialiste italien, qui dès le congrès de Bologne, avait soutenu la nécessité de l'armement prolétarien, qui, au récent congrès de Livourne, avait emphatiquement réaffirmé sa fidélité indéfectible à la doctrine et à la tactique de l'Internationale communiste, et qui, lors des récentes élections législatives, était parvenu à mobiliser plus d'un million de partisans. Mais, bien qu'il ait été objectivement vrai que, contrairement à ce qui s'était produit en Russie en février 1918, on ait eu en Italie la possibilité de mobiliser contre la terreur fasciste plus d'un million d'ouvriers et de paysans, l'invocation du cas de force majeure a été acceptée par la masse des sympathisants du Parti socialiste.

Aujourd'hui cependant l'expérience vécue rend cette justification nulle et non avenue : les socialistes ont-ils au moins essayé de faire ce qu'on fait les bolcheviks russes après Brest-Litovsk ? Les socialistes ont-ils au moins cherché à réorganiser les forces syndicales ? Ont-ils tenté une résistance efficace quelconque ? Ont-ils montré qu'ils avaient un plan général d'action susceptible d'être appliqué systématiquement et qui permette de présager une solution future à l'actuelle crise de désagrégation et de découragement ? Chaque ouvrier et chaque paysan, en partant de sa propre expérience personnelle, est en mesure de répondre à ces questions. Après le pacte de pacification, ont eu lieu le congrès de Milan et la conférence de Vérone (1). Aucune de ces deux assemblées, dominées par les socialistes, n'a donné naissance au mot d'ordre précis qu'attendaient les masses. La résistance opposée par le peuple de Rome à l'invasion de trente mille fascistes en armes, l'union réalisée lors des grèves générales de Ligurie et de Vénétie Julienne, le déclenchement de la grève de Turin qui se dressait contre la magistrature asservie à l'état-major et aux latifondistes (2) ont prouvé à quel point le peuple italien est encore capable, en dépit de toutes les prévisions catastrophiques des chefs réformistes, de lutter avec un grand esprit de sacrifice et avec une cohésion digne d'une armée en campagne.

Toutefois, même après ces manifestations, même après ces preuves évidentes qu'un sursaut est possible, les chefs du Parti socialiste et de la Confédération générale dit travail restent fidèles à leur tactique de pacifisme à outrance. Contre le ministère Bonomi qui a permis l'invasion de la

capitale et a laissé déchirer le pacte de pacification, sans appliquer aucune des sanctions qu'il avait brandies; contre les impudents de toute espèce, le Parti socialiste n'a même pas eu recours, au moment de la stipulation, à la simple obstruction parlementaire. Face à l'offensive capitaliste, les chefs de la C.G.L. montrent qu'ils ont une combativité qui ne vaut pas plus que celle du groupe parlementaire socialiste. Même la menace d'étrangler la municipalité socialiste de Milan, menace qui entre indubitablement dans le plan général de guerre des classes possédantes contre

le prolétariat (1), n'a pas suffi à secouer de leur torpeur ce ramassis de bureaucrates incapables et de vains déclamateurs du socialisme. Le 31 décembre, échoit, pour les métallurgistes milanais, le délai remporté à grand fracas grâce à l'habileté de M. Buozzi sur la naïveté et sur la faiblesse des industriels (2) . Ainsi la classe ouvrière milanaise se trouve devoir lutter en même temps contre la réaction des industriels qui cherche à rogner le pain des familles prolétariennes, et contre la réaction politique générale, qui veut arracher l'administration de la ville à la majorité populaire qui l'a conquise par les voies légitimes. Les socialistes, qui n'ont pas voulu accepter le principe de la grève générale pour défendre le salaire ouvrier, se voient maintenant contraints de s'en faire les partisans pour défendre la municipalité. Mais les socialistes croient-ils vraiment pouvoir conserver la municipalité de Milan sans l'appui de toute la classe laborieuse italienne ?

L'offensive des classes possédantes a débuté en novembre 1920, aussitôt après l'évacuation des usines, par une attaque armée contre la municipalité socialiste de Bologne 3, et elle s'est déroulée systématiquement dans trois directions : contre les administrations des municipalités socialistes, contre les ligues de paysans, contre les syndicats ouvriers.

Contre l'administration municipale et contre les ligues de paysans on employa la tactique de l'attaque militaire ; quant aux syndicats ouvriers, on leur appliqua la tactique des licenciements massifs, soutenus par des coups de main sporadiques contre les chefs révolutionnaires.

Les dirigeants du Parti socialiste et de la Confédération du travail, de même qu'ils n'ont pas voulu s'opposer militairement aux expéditions punitives qui jetaient à terre, l'une après l'autre, les administrations des municipalités rurales et les ligues de paysans, n'ont pas voulu non plus

s'opposer par une action syndicale d'ensemble à l'offensive des industriels qui tendait, à la faveur d'une effrayante vague de chômage, à déprécier la valeur de la main-d'œuvre, et à réduire à néant la portée des contrats nationaux. Durant ces dernières semaines toute l'activité offensive du capitalisme semble devoir se résumer dans la volonté d'infliger à la classe ouvrière milanaise une double défaite, avec la dissolution de l'administration municipale et l'imposition définitive de la réduction des salaires. Étant donné l'importance politique qu'a la ville de Milan en Italie il est facile de prévoir quels résultats désastreux vont découler pour le peuple italien tout entier de l'incapacité des chefs du Parti socialiste et de ceux de la Confédération générale du travail qui ne réussissent même pas à défendre leur place forte. Si le prolétariat doit être battu à Milan, c'est toute une phase de la lutte de classes en Italie qui sera terminée. Les classes possédantes, une fois qu'elles auront repris aux socialistes les municipalités, qu'elles auront complètement défait l'organisation des paysans, et qu'elles seront parvenues, en dépit de l'incessante augmentation du coût de la vie, à imposer aux ouvriers de l'industrie une diminution des salaires, passeront à la deuxième partie de leur programme, c'est-à-dire à la lutte pour abolir les huit heures. Ainsi, un peu plus d'un an à peine après le premier assaut livré à la municipalité de Bologne, la réaction sera parvenue à reprendre au peuple laborieux toutes les conquêtes qui avaient été réalisées grâce à l'impulsion que donnaient aux masses le souvenir des souffrances de quatre années de guerre et l'enthousiasme suscité par l'avènement de l'État ouvrier en Russie.

La classe ouvrière et paysanne a appris par expérience au cours de cette année, combien sont immenses la cécité, l'incapacité et la lâcheté des chefs du Parti socialiste et de la Confédération générale du travail. Est-il vraiment nécessaire que la municipalité de Milan soit mise en pièces et que les capitalistes passent à une nouvelle offensive contre les huit heures pour que les masses comprennent qu'il leur faut éliminer ces chefs incapables et démoralisés et que ce n'est qu'en se rassemblant autour du Parti communiste et de son Comité syndical qu'elles rendront possible la réorganisation qui débouchera sur la lutte définitive de l'ensemble du peuple laborieux contre ses exploiteurs et ses bourreaux?

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 14 décembre 1921.

Un an 191

Toute l'Histoire italienne depuis 1900 (c'est-à-dire tout ce qui a suivi l'assassinat de Humbert 1er et l'échec des vaines tentatives doctrinaires de création d'un État constitutionnel doté d'un rigide corps de lois écrites (2), et peut-être même toute l'histoire de notre pays depuis l'instauration de l'unité nationale, serait une énigme si l'on négligeait de centrer la vision historique qu'on en peut avoir sur l'incessant effort de certaines couches gouvernementales pour incorporer à la classe dirigeante les plus éminentes personnalités des organisations ouvrières. La démocratie italienne, telle qu'elle s'est créée dès 1870, manque d'une solide structure de classe parce qu'aucune des deux classes possédantes, celle des capitalistes et celle des agrariens, n'a réussi à prendre le pas sur l'autre. C'est sur le terrain de la lutte entre ces deux classes que s'est organisée, dans les autres pays, l'État moderne, libéral et parlementaire. En Italie, cette lutte a fait presque complètement défaut, ou, pour être plus exacts, elle s'est réalisée sous une forme équivoque, par un assujettissement de nature bureaucratique et ploutocratique des régions centrales et méridionales du pays, habitées par les classes paysannes, aux régions septentrionales où c'est au contraire le capital industriel et financier qui a réussi à se développer.

La nécessité de maintenir un régime qui, tout en étant démocratique, était dominé, par des minorités bourgeoises et qui se traduisait par la prépondérance d'une partie très restreinte de la nation sur la plus grande partie du territoire, poussa les représentants de l'industrialisme et de la ploutocratie septentrionale à chercher sans relâche à élargir leurs propres cadres de classe dominante en y intégrant les masses ouvrières et en neutralisant les luttes de classes dans leurs propres secteurs. Jusqu'à 1900, les capitalistes du Nord cherchèrent, à travers une alliance avec les latifondistes du Sud, à étouffer en même temps, la lutte de classes du prolétariat industriel et les explosions de violence des classes pauvres de la paysannerie méridionale. Mais il apparut clairement qu'une telle alliance aboutirait, à la longue, à un renversement de la situation en donnant le pouvoir de l'État aux latifondistes et en faisant perdre

au Nord les positions privilégiées conquises grâce à l'unité nationale. La tentative de Humbert et de Sonnino pour donner à l'État une structure constitutionnelle rigide, en ôtant au Parlement les prérogatives de fait qu'il avait réussi à conquérir, fut le point d'aboutissement de ces luttes. Avec l'assassinat de Humbert, le capitalisme a eu définitivement le dessus, et il a cherché à remplacer l'alliance des classes possédantes sur le plan national par un système d'alliance avec le prolétariat urbain, qui pourrait, comme dans les autres pays capitalistes, servir de base au développement d'une véritable démocratie parlementaire. Giolitti est le représentant typique de cette tendance, et toute l'histoire du mouvement socialiste de 1900 à nos jours n'est pas autre chose que le résultat des diverses combinaisons imaginées par le *giolittisme* pour obtenir l'appui des classes ouvrières. Nulle part autant qu'en Italie la création et la mise en place d'organisations syndicales et coopératives n'a été favorisée par le gouvernement. On pouvait présumer qu'une fois établis, ces intérêts finiraient par provoquer, en se consolidant, l'apparition .au sein de la classe ouvrière d'une stratification petite-bourgeoise de fonctionnaires prêts à écouter les paroles alléchantes des hommes d'État bourgeois. Ce plan vicennal de la partie la plus intelligente de la bourgeoisie italienne est arrivé aujourd'hui à complète maturité. Dans son extrême vieillesse, Giolitti se voit sur le point de cueillir enfin les fruits de son très long et très patient travail. Et l'on arrive à cette conclusion, précisément dans les jours qui marquent l'anniversaire du congrès de Livourne.

Il y a un an, la véritable orientation de la vie politique italienne est clairement apparue aux communistes, et malgré l'extrême difficulté du moment, bien que leur geste ait pu sembler risqué et prématuré à une grande partie de la classe, ouvrière, les communistes n'ont pas hésité à prendre une position nette, en dégageant leur propre responsabilité, et clone, tout compte fait, la responsabilité de l'ensemble du prolétariat italien, des actes politiques qu'allait inéluctablement accomplir cette couche petite-bourgeoise qui, en vingt ans d'histoire, s'était peu à peu constituée et s'était fortement organisée au sein de la classe ouvrière.

Les soi-disant maximalistes unitaires, avec cette ignorance de l'histoire sociale de leur pays qui les a toujours caractérisés, ont cru, au contraire, qu'il suffisait d'emprisonner les tendances favorables à la collaboration de classe

clans une formation de parti verbalement révolutionnaire pour éviter que le fait historique s'accomplisse. Les maximalistes ont soutenu qu'une collaboration préétablie et quotidiennement réaffirmée était une manifestation de volontarisme; ils se sont toujours refusés avec une obstination d'ânes bâtés, à reconnaître que toute l'Histoire italienne, du fait de ses prémices

particulières et de la façon dont s'était constitué l'État unitaire, devait immanquablement aboutir à la collaboration de classe.

Mais Giolitti connaissait mieux que les maximalistes l'histoire du mouvement socialiste italien : il savait, pour en avoir été lui-même en grande partie le créateur, que le système des coopératives, et toutes les autres organisations de résistance, de prévoyance et de production de la classe ouvrière italienne, n'étaient pas nés d'un effort autonome de la classe ouvrière elle-même, n'étaient pas nés d'une impulsion créatrice originale et révolutionnaire, mais qu'ils découlaient de toute une série de compromis où la puissance du gouvernement jouait le rôle essentiel. Ce que le gouvernement avait créé, le gouvernement pouvait le détruire. Ce que le gouvernement avait créé sans engager officiellement l'autorité de l'État pouvait être détruit par le gouvernement selon la même méthode. Ainsi, le fascisme devint un instrument de chantage sur le Parti socialiste, pour provoquer une scission entre la petite bourgeoisie, tenacement attachée aux intérêts organisés de la classe ouvrière, et le reste du Parti socialiste qui s'étant montré incapable de mener à terme l'effort révolutionnaire du prolétariat, se contentait de se repaître de formules idéologiques. Une fois de plus, l'économie a prévalu sur les idéologies. Aujourd'hui, les représentants des intérêts constitués, c'est-à-dire les représentants des coopératives, des bureaux de placement, des habitations ouvrières, des municipalités, des caisses de prévoyance, bien qu'étant en minorité dans le Parti, ont le dessus sur les tribuns, sur les journalistes, sur les professeurs, sur les avocats, qui poursuivent d'inaccessibles et vains plans idéologiques.

En un an, en intensifiant jusqu'à l'absurde la politique de compromis, qui est la politique traditionnelle des classes dirigeantes italiennes, la bourgeoisie est parvenue à obtenir ce qu'elle avait patiemment préparé depuis vingt ans : le grand Parti socialiste, qui apparaissait en 1919 comme l'unificateur de toutes les tendances à la révolte qui couvaient jusque dans les couches inférieures de la population italienne, est complètement désagrégé.

Deux grandes forces politiques en sont sorties, dont aucune n'est en mesure de dominer la situation : d'un côté, la tendance réformiste, qui va être rapidement absorbée au sein de la bourgeoisie, de l'autre, le Parti communiste. Mais ces résultats objectifs du congrès de Livourne ne sont pas suffisants pour décourager les communistes. Au contraire, ces derniers sont forts parce qu'ils ne refusent pas de regarder la situation en face et de l'évaluer dans ses réels rapports de forces. Pour que le prolétariat puisse devenir une classe indépendante il était nécessaire que se désagrègeât l'édifice de fausse domination économique construit en vingt ans de compromis. Un écroulement de cette sorte ne pouvait manquer de faire courir au prolétariat lui-même de très graves risques d'affaiblissement. Les communistes eurent le courage d'affronter la situation et d'en hâter le cours. Du reste, s'ils avaient manqué de ce courage-là, l'écroulement se serait quand même produit et l'on n'aurait même pas sauvé du désastre les forces que conserve actuellement le prolétariat. Une des conditions nécessaires de la révolution c'est que la décomposition complète de la démocratie parlementaire se produise aussi en Italie. Le prolétariat ne devient classe dominante et ne se met à la tête de toutes les forces révolutionnaires du pays que lorsque l'expérience prouve, en les mettant à l'épreuve de la réalité historique, que les tendances à la collaboration de classe sont incapables de résoudre la crise économique et politique. A Livourne, les maximalistes n'ont pas voulu se convaincre de cette vérité qui découle de toute la doctrine marxiste; ils ont cru pouvoir, par la coercition idéologique d'une vaine discipline de parti, empêcher le processus historique de se réaliser intégralement dans toutes ses étapes, et ils se sont figuré qu'on pouvait sauter un des maillons de la chaîne. Ils ont été punis dans leur orgueil miraculiste. Parce qu'ils manquaient de toute capacité politique et de toute compréhension de l'Histoire réelle du peuple italien, ils n'ont abouti qu'au piètre résultat de retarder artificiellement une expérience qui, à l'heure qu'il est, aurait déjà été liquidée par ses propres conséquences; et ils ont ainsi ajouté aux douleurs et aux souffrances imposées à la classe ouvrière par l'oppression capitaliste de nouvelles douleurs et de nouvelles souffrances qui auraient pu lui être épargnées.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 15 janvier 1922.

ILLUSIONS SOCIAL-DÉMOCRATES

Avec le refus de De Nicola et les difficultés rencontrées par Orlando, la crise ministérielle semble se compliquer (1). Est-ce là l'effet des manœuvres socialistes? On ne peut exclure que la nouvelle attitude des socialistes ait sa part dans cette aggravation de la situation parlementaire.

Plus les jours passent et plus il y a de possibilités de combinaisons, de tractations, d'alliances. Quelle que soit la façon dont se résoudra la crise, la nouvelle attitude prise par les socialistes ne peut avoir qu'un seul effet : exaspérer la situation présente, sans apporter aucune contribution à la résolution des problèmes qui sont vitaux pour les ouvriers. En un mot, la collaboration des socialistes signifie le renforcement de la réaction. Pour peu que les socialistes fassent montre de s'opposer par les voies légales à la situation illégale qui s'est peu à peu créée en Italie avec le

fascisme, ils ne pourront manquer de provoquer un nouveau déséquilibre, c'est-à-dire une nouvelle période de luttes sanglantes. Le fascisme ne peut être vaincu que par la force; mais on est fort quand on dispose d'une solide organisation et non quand on partage le pouvoir avec les ennemis du prolétariat, pour en subir la dictature. Le « gouvernement meilleur » que promettent les socialistes, ne peut donc être qu'un gouvernement qui renforce la réaction ou l'esclavage ouvrier. Mais une fois au pouvoir, les socialistes n'auront pas le courage de faire ce qu'ils n'ont pas su vouloir alors qu'ils se trouvaient dans de meilleures conditions de force et de prestige. Les socialistes au pouvoir ne seront même pas capables de faire ce que les Ebert et les Noske ont fait en Allemagne face à la tentative du coup d'État militaire de Kapp. Ils ont trop peur de l'action des masses laborieuses pour faire appel à elles, en tant qu'hommes de gouvernement, afin de rétablir les libertés constitutionnelles élémentaires. Alors, que dire?

Le « gouvernement meilleur » se ramènera à un compromis, dont le prix sera l'assujettissement de la classe ouvrière à la bourgeoisie. Il est fatal, il est inévitable que s'accomplisse cette expérience. Elle n'a même été que trop retardée par les velléités révolutionnaires dont faisait

encore preuve un parti qui avait perdu tout caractère révolutionnaire depuis le jour où l'Internationale communiste l'avait exclu de ses rangs. Mais si l'expérience social-démocrate est inévitable, les illusions qui vont de pair avec elle sont-elles aussi inévitables ?

L'expérience du passé devrait suffire au prolétariat italien pour l'empêcher de tomber dans ces traquenards. Aujourd'hui encore, l'Allemagne nous donne un exemple de ce que peut faire un gouvernement socialiste lorsqu'il est prisonnier de la bourgeoisie. En Allemagne, c'est précisément un gouvernement socialiste qui a menacé de licenciement et d'emprisonnement les ouvriers qui s'étaient dressés pour la défense de la journée de huit heures. Il ne pourra en aller autrement pour les socialistes italiens, une fois qu'ils auront accédé au pouvoir. Les ouvriers ne doivent donc pas se faire d'illusions : d'une expérience social-démocrate ils ne peuvent attendre que des balles et de la misère : il suffit de voir le spectacle qu'offre le prolétariat allemand. La loi des huit heures, votée par le Parlement, et accordée par un ministre socialiste, ne serait pas appliquée si les travailleurs eux-mêmes n'avaient pas eu l'énergie de la faire appliquer. C'est pourquoi le problème reste toujours le même, c'est-à-dire un problème de force ouvrière.

Un parti prolétarien qui, face à l'offensive capitaliste, ne sait suggérer au prolétariat que de s'allier avec la bourgeoisie, même s'il est un parti de gouvernement, ne pourra être que faible et soumis à la volonté d'autrui.

Donc, n'ayons aucune illusion. Que les ouvriers apprennent de l'exemple des camarades allemands à lutter par eux-mêmes, à n'avoir confiance que dans leur propre force et dans leur propre résistance. Pour freiner l'offensive capitaliste en Italie il ne suffira pas que les députés socialistes se soient engagés sur la voie de la collaboration. Au contraire, ce sera là pour les patrons un encouragement dans leurs attaques contre les ouvriers. Qui se souvient encore qu'il existe une commission d'enquête sur les industries ? l'abandon de cette commission par des socialistes et d'autres abandons du même genre font toujours davantage la preuve que les ouvriers doivent, soit organiser directement leur propre force contre la classe patronale, soit se préparer à subir une période d'exploitation encore plus inique que celle qu'ils supportent actuellement. Nous sommes, quant à nous, persuadés que ceci ne se produira pas et que lors du prochain congrès de la C.G.L.,

que l'on doit à plus forte raison exiger aujourd'hui, les ouvriers italiens sauront désavouer et condamner ceux qui veulent se servir de la force qu'ils représentent pour se payer un maroquin.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 9 février 1922.

UNE CRISE DANS LA CRISE

Au cours de la journée d'hier non plus, aucune solution n'a été trouvée (1). Indubitablement, la crise apparaît de jour en jour plus embrouillée. Une solution est-elle possible, étant donné la composition actuelle de la Chambre ? Le problème, si on le posait ainsi, serait en un certain sens mal posé. Quel que soit le gouvernement qui sortira de la crise actuelle, ce ne peut être qu'un gouvernement de transition. Il existe en fait un nouvel élément, qui entre dans le jeu des combinaisons parlementaires et ne peut manquer de créer un déséquilibre tant qu'il ne sera pas parvenu à s'insérer à sa place naturelle, et cet élément est le groupe socialiste dont la presse ne semble guère s'occuper quand elle traite du déroulement de la crise. L'ordre du jour -voté hier à Rome (2) , qui s'indigne parce que ce malheureux pays ne réussit pas encore à se donner un gouvernement, prouve que la situation parlementaire ne peut être clarifiée si le groupe parlementaire socialiste ne se décide pas à abandonner la méthode qui le caractérise. Le trouble des eaux parlementaires vient de ce que les partis qui s'y agitent ne sont pas encore parvenus à trouver leur centre de gravité. Parmi tous ces partis, celui qui se trouve le plus mal à l'aise est, répétons-le, le Parti socialiste.

Entré désormais ouvertement dans l'orbite de la légalité, ayant cessé de s'appeler, même à titre purement formel, parti révolutionnaire, il ne peut manquer d'aller jusqu'aux dernières conséquences de l'attitude qu'il a prise en commençant par l'abstentionnisme parlementaire. En d'autres termes, le Parti socialiste va devoir collaborer non seulement dans les couloirs de Montecitorio, mais aussi au pouvoir. Cette décision ne peut mûrir qu'à travers une succession de crises. Il faut avant tout que le Parti socialiste

se libère de ses derniers handicaps d'apparente intransigeance et qu'il se trouve un allié sur le terrain des combinaisons parlementaires. Mais la collaboration socialiste, qui hier était désirée par tous, rencontre aujourd'hui de plus grands obstacles; cette collaboration remettrait effectivement trop d'intérêts en question. Cela ne veut pas dire que la collaboration socialiste ne soit pas souhaitée encore aujourd'hui, mais aujourd'hui les effets que les agrariens et les industriels en attendaient sont en partie atteints. La trahison des dirigeants syndicaux socialistes a été, on peut le dire, une espèce de collaboration indirecte. C'est pourquoi aujourd'hui, les agrariens et les industriels peuvent se passer de l'aide des sociaux réformistes. C'est pourquoi leur participation au pouvoir est aujourd'hui moins facile. Mais elle est inévitable. Les socialistes doivent accéder au pouvoir. Ils y accéderont même si c'est avec le pire ennemi du prolétariat, mais il n'y accéderont que parce que c'est là aujourd'hui leur unique volonté. Pour l'instant, tant que ce processus de la vie italienne n'aura pas été accompli, la situation restera toujours obscure et embrouillée pour ceux qui veulent lui chercher une solution dans les limites parlementaires. Aucun gouvernement ne pourra avoir d'existence stable sans la collaboration socialiste ; - voilà pourquoi le gouvernement social-démocrate qui se profile également à l'horizon de la vie italienne, loin d'être, comme on le dit avec mauvaise foi chez les socialistes, le « meilleur gouvernement », sera le pire auquel le prolétariat puisse s'attendre.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 24 février 1922.

L'EXPÉRIENCE DES MÉTALLURGISTES EN FAVEUR D'UNE ACTION GÉNÉRALISÉE (1)

Le conflit dans lequel se trouvent actuellement engagés les prolétaires de la métallurgie atteint, par son âpreté et son extension, le niveau des grandes luttes du passé (2). Les prolétaires de la métallurgie ont été les premiers, après l'armistice, à obtenir les huit heures. Les prolétaires de la

métallurgie ont été les premiers à obtenir pour l'ouvrier de meilleures conditions d'existence dans l'usine et les premiers aussi à subir le choc initial de l'offensive des industriels. Après les journées de septembre, une fois abaissés les drapeaux rouges des cheminées des usines, les patrons avaient fait retour dans ces mêmes usines, certainement fort peu disposés à la conciliation avec la classe ouvrière qui avait tenté de les exproprier. Il serait stupide d'exiger que

les capitalistes créent des conditions favorables à la lutte des ouvriers et qu'ils ne pensent pas à renforcer avant tout leur propre pouvoir quand celui-ci est menacé dans ses fondements. Or donc, que pouvait-il arriver après septembre dans les usines? On pouvait le prévoir : septembre n'avait pas été une victoire mais une défaite pour les ouvriers. Comme dans toutes les armées qui se replient, c'était la tâche des dirigeants ouvriers que de préparer la retraite de manière qu'elle ne s'effectuât pas dans le désordre, qu'elle ne provoquât pas la panique dans les rangs des combattants. Menée avec habileté, la retraite devait s'arrêter sur une ligne de défense, à la fortification de laquelle devaient concourir tous les efforts de l'arrière. Au lieu de cela, depuis septembre, la classe ouvrière a été abandonnée à elle-même; elle s'est trouvée confrontée avec les situations les plus difficiles sans le secours d'un mot d'ordre précis qui lui indiquât la voie à suivre. Effectuée au départ dans le plus grand désordre, la retraite des ouvriers ne pouvait pas ne pas avoir des conséquences funestes pour la vie des organisations. On le vit dès l'apparition des premières luttes contre les licenciements. Les métallurgistes comprirent qu'il fallait, sans plus attendre, stopper la retraite et résister à la pression de l'ennemi. Subir les licenciements, comme le voulaient les industriels, signifiait se préparer à brève échéance à une diminution des salaires. Pour le prolétariat tout entier, la lutte, seul moyen de défense, devenait une nécessité urgente. Sans vouloir ici chercher à montrer une fois de plus ce que nous avons mille fois mis à nu, nous nous contentons d'observer que les ouvriers de la métallurgie furent laissés seuls dans la lutte et qu'ils furent cette fois encore contraints de se replier. Les licenciements furent exécutés, mais les patrons n'étaient pas encore contents d'avoir réaffirmé leur force dans l'usine. Ils tenaient à manifester leur pouvoir d'une manière encore plus brutale et ils pensaient à de nouvelles humiliations à infliger à la classe ouvrière. Et c'est maintenant le tour des salaires. Les métallos résistent : en de

nombreux endroits, ils croisent les bras, fermement décidés à combattre.

Mais cette fois encore il manque aux ouvriers un mot d'ordre, si bien qu'ils se trouvent de nouveau sans liaison, incertains dans la lutte. Abusant de leur force, les industriels foulent aux pieds les conventions, appliquent des réductions de salaire, violent même les huit heures. Cette situation n'a été légalisée par aucun accord. Or les industriels se sentent toujours liés par une convention, même s'ils ne la respectent plus. Et c'est pourquoi ils veulent que l'organisation reconnaisse cet état de fait et ils livrent bataille pour la suppression de l'indemnité de vie chère qui sera intégrée au salaire dans les nouveaux accords. La lutte souterraine se manifeste au grand jour, elle quitte son cheminement silencieux pour éclater dans toute son âpreté. Quand on en est là, l'organisation ne peut plus ignorer qu'il y a eu des réductions de salaire et qu'après avoir déchiré les accords, les industriels entendent rendre légitime un état de fait créé par la violence. Pour l'organisation, le problème se réduit à cet unique dilemme : accepter ou lutter ? Une année d'expérience des prolétaires de la métallurgie, auxquels est étroitement lié le sort de toutes les autres catégories ouvrières, est là pour démontrer qu'il n'est plus possible aujourd'hui de renvoyer la lutte. Les industriels ne respectent plus aucun accord; ils agissent en fonction de la force qu'ils se sentent. L'organisation ne peut même plus accorder crédit aux accords qu'elle stipule elle-même avec la partie patronale, si celle-ci ne devient pas consciente de la force qui est derrière l'organisation. La lutte est le seul moyen qui reste aux ouvriers et à l'organisation pour mettre un terme à la retraite de septembre. Mais la lutte ne doit pas être comprise comme l'effort d'une seule catégorie. La réalité de ces derniers mois a montré combien il est faux de conduire les ouvriers à la lutte en ordre dispersé. Les ouvriers des textiles, ceux de l'industrie chimique, les métallurgistes de la Lombardie, de la Ligurie, de la Vénétie Julienne, tous savent ce qu'il leur en a coûté d'avoir eu à lutter seuls contre la classe patronale. Aucune propagande en faveur du front unique n'a été plus efficace que celle faite ces derniers mois par la réalité des événements eux-mêmes. Des ministères ont été renversés, on a cru trouver une limite aux prétentions des industriels, en nommant une commission d'enquête tout exprès, mais toutes les promesses, toutes les tentatives se sont soldées sur ce terrain au détriment des ouvriers. C'est donc la

réalité qui a entraîné l'adhésion du prolétariat à la lutte générale. Sous la poussée de cette conviction, qui a pénétré dans la conscience des ouvriers, même les plus hostiles au front unique ont dû modifier leur attitude et s'orienter bon gré mal gré, vers l'action de toutes les forces ouvrières, déployées sur un unique champ de bataille. Cette même force féconde de l'unité a donné naissance en Italie à l'organisme de l'Alliance du travail (1) dans laquelle les ouvriers

placent aujourd'hui toutes leurs espérances de lutte. L'Alliance du travail est comme la nouvelle forteresse, dans laquelle la classe ouvrière espère enfin trouver la raison de sa sérénité. Pour cette raison même, grande est la tâche de l'Alliance du travail en ce moment décisif pour la vie du prolétariat italien. En demandant qu'intervienne à leurs côtés l'Alliance du travail, les métallos du Piémont et de Lombardie n'avaient certainement pas pour but de faire peser une menace, afin d'obtenir un geste de solidarité des plus vagues, mais ils l'ont fait en étant fermement persuadés que c'est seulement en combattant sous le drapeau de l'unité prolétarienne qu'il est possible de faire face aujourd'hui à l'offensive patronale. Si cette vérité n'est pas entendue aujourd'hui de ceux qui portent la responsabilité de la totale défaite de la classe ouvrière, cette dernière a bien le droit de demander demain des comptes aux responsables, en leur faisant expier par le sang leurs lâchetés et leurs trahisons.

Tout milite aujourd'hui en faveur de la lutte générale l'expérience du passé et la réalité présente; la volonté des masses et les conditions de vie où voudrait les pousser la classe patronale. Ne pas comprendre cela, s'opposer aujourd'hui encore à l'unité des forces ouvrières, empêcher sa réalisation par de vains compromis, c'est se salir d'un crime que l'histoire demande au coupable de payer de sa personne.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, 23 mai 1922.

LE PARTI COMMUNISTE ET LES SYNDICATS (1)

I. La lutte prolétarienne et les Syndicats.

1. Le communisme, comme notion et comme manifestation la plus élémentaire et la plus diffuse, n'est que le mouvement réel de rébellion de la totalité du peuple travailleur, lequel lutte pour se libérer de l'oppression économique et spirituelle du régime capitaliste et construit, d'après ses propres expériences directes, les organismes qui le mettent le mieux en mesure d'atteindre les buts que le développement même de la lutte détermine progressivement.

Le caractère premier et essentiel de ce mouvement est la négativité; comme il est imposé et non proposé, il ne peut se manifester immédiatement comme la réalisation organique d'un plan de reconstruction prédéterminé mais seulement en fait comme un vaste, multiple et chaotique pullulement d'énergies brutes et inorganisées, qui tendent spontanément à une destruction aveugle et ne finissent que lentement et par paliers successifs par se laisser encadrer et par agir systématiquement d'une manière permanente. L'existence d'une organisation mondiale capitaliste qui unifie en ordre hiérarchique les milieux économiques les plus disparates et les populations qui y travaillent dans des conditions de développement des moyens techniques de production différentes, fait rentrer dans la notion et dans les manifestations dit communisme toutes les diverses formes que la rébellion au régime capitaliste assume dans la période actuelle : la lutte du prolétariat, consciemment dirigée vers la conquête de l'autonomie industrielle et du pouvoir politique dans les pays économiquement et politiquement les plus développés; la lutte des classes paysannes contre les grands propriétaires terriens pour la possession du sol et contre l'État centralisateur et militariste qui fonctionne à leur égard comme un appareil d'exploitation fiscal et comme une divinité jamais rassasiée de sang; la lutte des peuples coloniaux contre l'impérialisme des métropoles. Mais tout l'édifice mondial de l'impérialisme

repose sur la grande industrie; c'est pourquoi la lutte du prolétariat pour la conquête de l'autonomie industrielle et du pouvoir politique devient l'axe historique de la lutte universelle contre le capitalisme et l'élément organisateur et unificateur du communisme. Les classes paysannes et les peuples coloniaux ne sont pas en mesure de réaliser par les seuls moyens qui leur sont propres leur liberté particulière; pour y parvenir, il est nécessaire que le prolétariat élimine la bourgeoisie du gouvernement de l'industrie et du gouvernement des États hégémoniques; d'autre part, sans la solidarité, organisée et systématique des classes paysannes et des peuples coloniaux, le prolétariat ne peut, pas réaliser de manière durable sa mission libératrice. La phase supérieure du communisme, c'est-à-dire de la lutte universelle contre l'oppression et l'exploitation capitaliste, se réalise par conséquent dans l'existence d'une organisation mondiale qui se donne pour tâche l'unification et la centralisation des efforts révolutionnaires de toutes les forces sociales en lutte contre le régime capitaliste; d'une organisation mondiale qui élabore les éléments de solidarité qui se manifestent concrètement dans le développement multiple de la lutte générale et qui crée le terrain où cette solidarité, à un moment donné, puisse se réaliser dans une action révolutionnaire simultanée. L'Internationale communiste est cette organisation mondiale.

2. La lutte du prolétariat pour la conquête de l'autonomie industrielle s'est concrétisée historiquement dans l'organisation des Syndicats professionnels.

Le Syndicat est la première création originale du prolétariat qui recherche les limites de sa propre structure de classe, choisit en son sein ses dirigeants, acquiert les premiers éléments d'une administration et d'un gouvernement qu'elle possède en propre, et se propose de limiter et de contrôler l'arbitraire et la toute-puissance des classes dominantes, en jetant ainsi les premières fondations de sa propre émancipation et de son propre pouvoir. Au cours de son développement, le mouvement syndical devient la négation la plus tranchée de la démocratie bourgeoise.

Le processus de développement du capitalisme est caractérisé par deux faits essentiels : une organisation et une concentration maximales des moyens matériels de production et d'échange, obtenues surtout au moyen du monopole du crédit, et, à l'inverse, une désorganisation et une pulvérisation maximales du plus important instrument de production, à savoir la classe laborieuse(1). L'institution politique dans laquelle se reflètent ces caractères du capitalisme est le Parlement national, organisation concrète de la démocratie bourgeoise. Pour que ce régime fonctionne normalement, le peuple travailleur devrait se réunir en corps constitué uniquement dans le très bref instant des élections et se dissoudre immédiatement. L'organisation permanente de grandes masses, même si ces masses luttent pour atteindre des buts qui ne se situent que dans le domaine de la production industrielle, ne peut que provoquer, en dernière analyse, la décomposition des ordres constitués. Le seul fait que les organisations syndicales surgissent

et se développent est la démonstration évidente que la démocratie bourgeoise et le régime parlementaire sont pourris jusque dans leurs racines : elles sont nées en effet pour garantir la liberté et des conditions meilleures de développement de la personnalité humaine qui s'affirme en fonction de la propriété des biens matériels, non pas de la personnalité humaine qui s'affirme en fonction de la propriété d'énergie physique à appliquer à la production des biens matériels. Ainsi, à un certain moment, la majorité de la population reste sans aucune protection de la part de l'État, précisément pour ce qui concerne les activités primordiales de l'existence : il est donc naturel qu'elle cherche à se garantir par ses moyens propres, en d'autres termes, qu'elle crée son propre État dans l'État.

3. L'organisation syndicale, embryon d'un État ouvrier à l'intérieur de l'État bourgeois (1), peut être subie d'une manière seulement transitoire par le régime capitaliste; en fait, elle peut même dans des circonstances déterminées, être utile au développement du capitalisme lui-même. L'organisation syndicale ne peut pas toutefois être incorporée au régime et participer au gouvernement de l'État. On ne peut gouverner effectivement l'État que si on contrôle effectivement l'usine et l'entreprise (2) et c'est dans ce contrôle qu'on trouve les conditions de sa propre indépendance économique et de sa propre liberté spirituelle. La participation effective des syndicats au gouvernement de l'État devrait signifier la participation effective de la classe ouvrière au gouvernement de l'usine, ce qui est normalement en contradiction absolue avec les nécessités capitalistes de la discipline industrielle. Ces nécessités expliquent l'implacable aversion du capitalisme à l'égard du mouvement syndical et la lutte incessante qu'il met pour le désagréger et le pulvériser. L'invitation adressée aux syndicats pour participer directement au gouvernement ne peut donc avoir qu'une seule signification : l'absorption des dirigeants syndicaux actuels par les milieux gouvernementaux dans le but de leur faire jouer dans la société un rôle semblable à celui que joue le chef ouvrier dans la hiérarchie de l'usine; pour faire en sorte autrement dit qu'ils assurent au capitalisme le consentement pacifique de la classe ouvrière à une exploitation plus intense. L'invitation ne serait par conséquent que la phase actuelle d'un phénomène qui s'est toujours manifesté dans l'histoire de la classe ouvrière : dans le but de désagréger l'organisation, le capitalisme n'a jamais négligé aucun effort pour corrompre et détourner à son propre service les éléments ouvriers qui se distinguent dans leur activité syndicale par leurs capacités et leur intelligence. Empêcher que du sein de la masse ouvrière puisse surgir un groupe dirigeant autonome, décapiter périodiquement la classe ouvrière, en la replongeant dans l'indistinct et le chaos, c'est là un aspect de la lutte du capitalisme contre le prolétariat.

II. Fonction et développement des Syndicats.

4. Le fait que l'organisation syndicale se présente historiquement, comme l'antithèse et la négation de la démocratie bourgeoise et du régime parlementaire a provoqué la naissance d'une idéologie - le syndicalisme - fondée sur toute une série de prévisions sur les développements du Syndicat dont la réalité historique s'est déjà chargée de démontrer qu'elles étaient absolument arbitraires et fallacieuses. En raison de son origine même et des modalités de son développement, l'organisation syndicale a des limites qui ne peuvent être dépassées organiquement, par une expansion automatique du mouvement, initial. Le Syndicat naît et se développe, non pas en vertu d'une énergie autonome, mais comme une réaction aux maux que le développement du système capitaliste engendre au détriment de la classe ouvrière. L'organisation syndicale se meut parallèlement au mouvement de l'organisation capitaliste, comme un reflet de ce mouvement; à côté du processus de monopolisation des instruments matériels de production et d'échange se développe le processus de monopolisation de la force-travail. Il s'agit toutefois d'un phénomène qui ne se différencie pas objectivement du phénomène capitaliste, et la réalité a démontré la totale absurdité de la prévision qui annonçait que, dans la concurrence, le monopole de la force-travail l'emporterait et la simple résistance corporative ferait s'écrouler le pouvoir industriel et par conséquent le pouvoir politique des capitalistes. La réalité historique a montré que si la simple résistance corporative peut être, mieux, est en fait, la plate-forme la plus utile pour l'organisation des plus larges masses, elle peut toutefois, à un moment donné, c'est-à-dire quand tel est le bon plaisir du capitalisme - qui dispose dans l'État et dans la garde blanche d'un instrument tout-puissant de coercition industrielle -, se révéler être un pur fantôme sans consistance. L'organisation subsiste, le prolétariat ne perd pas son esprit de classe, mais l'organisation et l'esprit de classe ne s'expriment plus dans le Syndicat, qui souvent est alors déserté, ils s'expriment tout au contraire dans de multiples manifestations qui gravitent autour du parti politique que la classe ouvrière reconnaît comme son parti; du simple niveau corporatif, la résistance passe au niveau politique.

Les prévisions de caractère technique faites par les syndicalistes sur le développement du Syndicat se sont elles aussi avérées arbitraires et fallacieuses. Les cadres des organisations syndicales auraient dû, selon ces prévisions, devenir les cadres industriels de la société syndicaliste, ils auraient dû fournir la preuve expérimentale de la capacité de la classe ouvrière à gérer directement l'appareil de production, Le développement normal de l'organisation syndicale engendra des résultats entièrement opposés à ceux prévus par le syndicalisme : les ouvriers devenus dirigeants syndicaux perdirent complètement la vocation laborieuse et l'esprit de classe et acquirent tous les caractères du

fonctionnaire petit-bourgeois, intellectuellement paresseux, moralement pervers ou facile à pervertir. Plus le mouvement syndical s'élargit, en embrassant de grandes masses, plus se répandit le fonctionnarisme : l'impossibilité de convoquer fréquemment des assemblées générales des membres annula le contrôle des masses sur les chefs; les ouvriers les mieux rétribués et qui avaient d'autres revenus en plus de leur salaire formèrent un syndicat dans le syndicat, en soutenant les dirigeants dans leur oeuvre de lent accaparement de l'organisation aux fins d'un rôle politique, qui d'ailleurs se révéla n'être rien d'autre que la coalition de tous les fonctionnaires syndicaux eux-mêmes; être organisés signifia pour la majorité des ouvriers non pas participer à la vie de leur propre communauté pour exercer et développer leurs propres dons intellectuels et moraux, mais seulement payer sa quote-part imposée pour jouir de libertés formelles, semblables en tout point aux libertés dont le citoyen jouit sous le règne de l'État parlementaire.

5. Avec la formation de cette superstructure bureaucratique qui fonctionne comme un parti politique, s'achève toute une période historique du mouvement syndical. La classe ouvrière qui, pendant des dizaines et des dizaines d'années, avait réussi à former à son usage une couche dirigeante, se trouve décapitée par le passage de tout ce groupe dirigeant dans le camp de la démocratie bourgeoise : au lieu d'être un instrument (et même l'instrument le plus important de la révolution sociale), la concentration obtenue à grand-peine de toutes les énergies révolutionnaires qu'exprimait de façon chaotique le développement du capitalisme, devient le facteur décisif d'une profonde désagrégation et d'une détérioration totale de la situation d'ensemble de la classe ouvrière. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas limité à la classe ouvrière; il se révèle comme un phénomène universel, propre à toutes les classes opprimées, propre à tout le mouvement de rébellion populaire contre le régime capitaliste; il caractérise la période où s'organisent et se disciplinent les énergies révolutionnaires élémentaires. A la bureaucratie syndicale qui naît et se coalise pour son propre compte sur le terrain du mouvement syndical ouvrier, correspond, chez les paysans, la naissance et l'organisation rapide des Partis populaires, la naissance et l'organisation rapide de cette multitude de partis et de groupes politiques petits-bourgeois qui ont donné l'illusion d'une rénovation de l'institution parlementaire devenue terrain d'action politique des grandes masses et donnent l'illusion de la possibilité d'une évolution légale et organique du capitalisme au socialisme. Or, en réalité, à ce développement, sur le terrain du mouvement révolutionnaire, de groupes favorables à la collaboration de classe correspond une intensification de l'activité réactionnaire du capitalisme contre les grandes masses : privées de leur organisation centralisée, les masses sont revenues à des formes de lutte qui paraissent dépassées par l'histoire, qui paraissent propres aux tout débuts du mouvement révolutionnaire; ce dernier redevient souterrain, il redevient un pullulement désordonné et chaotique d'énergies qui ne s'insèrent pas de

manière stable dans des cadres vastes et compréhensifs, dépourvu de toute autre centralisation, de toute autre simultanéité d'action que la centralisation et la simultanéité que suscitent naturellement la centralisation et la simultanéité de l'action offensive du régime capitaliste.

III. Le Parti communiste et les Syndicats.

6. Le Parti communiste naît au moment même où surgissent du sein des grandes masses ces formations petites-bourgeoises désagrégatrices qui agissent selon les intérêts du régime capitaliste; il se propose de reconstruire la conscience unitaire et la capacité d'action du mouvement syndical, en insérant les finalités spécifiques du Syndicat professionnel dans le cadre des nécessités sociales que crée la phase actuelle de l'histoire mondiale. L'organisation de masse est au Parti communiste ce que, dans le développement historique traditionnel, l'État est au gouvernement : la finalité spécifique du Parti communiste est en effet de promouvoir et de favoriser la naissance d'une organisation étatique à partir de l'organisation actuelle de résistance des travailleurs et de s'affirmer en elle comme élément prépondérant de gouvernement. Le rôle du Parti dans le domaine syndical, les rapports entre le Parti et le Syndicat et les rapports entre le Parti communiste et les autres partis qui agissent dans le domaine syndical, découlent de ces prémisses.

7. Les rapports entre le Parti communiste et le mouvement syndical ne peuvent être définis au moyen des concepts traditionnels d'égalité entre deux organismes ou de subordination de l'un à l'autre(1), mais uniquement au moyen de la notion des rapports politiques qui existent entre un corps électoral et le parti politique qui lui propose une liste de candidats pour son administration. Si la notion est identique, la pratique réelle est toutefois fondamentalement différente.

Le Parti communiste dispose d'un groupe constitué qui le représente en permanence au sein du Syndicat et c'est par lui qu'il agit avec le maximum de compétence et la plus haute responsabilité. Il ne s'agit donc pas de deux organismes différents, il s'agit seulement, et, du reste, il en a toujours été ainsi, d'une partie de l'assemblée syndicale qui fait des propositions et expose un programme au reste de l'assemblée elle-même, laquelle est évidemment libre d'accepter les propositions et le programme ou de les repousser. Ce qui s'est produit jusqu'ici dans le mouvement syndical, c'est que la direction était disputée entre des groupes autonomes ou faiblement liés à un parti; cela a été l'une des principales raisons de la corruption et des trahisons qui ont affecté la bureaucratie syndicale. Certes, on ne prétend pas que les rapports régis par une rigoureuse organisation et un sévère contrôle que le Parti communiste instaure entre son système unitaire et les divers groupes syndicalistes communistes excluent d'une manière

absolue toute éventualité de corruption et de trahison. On peut affirmer toutefois que ces cas deviendront de plus en plus rares et on peut affirmer en particulier une chose - l'impossibilité presque absolue que se reproduise un phénomène comme celui de la formation d'une bureaucratie coalisée qui passe en bloc à la bourgeoisie. Cette assurance existe d'autant plus que le Parti communiste est à son tour étroitement contrôlé par l'Internationale ; l'application intégrale du programme proposé à une assemblée syndicale par le groupe communiste n'intéresse donc pas seulement l'assemblée elle-même, mais la section communiste à laquelle appartient ce groupe, le Parti et l'Internationale ; les éléments organisés qui se trouvent élus, sur la base de ce programme, aux responsabilités de direction, sont soumis à ce contrôle multiple, qui a indubitablement une valeur éducative et sert à maintenir une rigueur morale dans le milieu syndical. Les objections que les réformistes et les syndicalistes formulent à l'égard de ces rapports que le Parti communiste tend à créer entre son organisation et l'organisation syndicale, sont dénuées de tout fondement.

Le Parti communiste veut que ses membres, y compris quand ils sont dans le Syndicat, continuent à être cohérents et disciplinés, il veut qu'un communiste devenu dirigeant syndical reste en toute circonstance fidèle au programme pour lequel il a été élu. En quoi cela porte-t-il préjudice aux masses organisées et au mouvement syndical?

8. Ces rapports prennent pratiquement la forme d'un réseau organisé de groupes qui adhère à la structure organisationnelle de l'ensemble du mouvement syndical. Chaque usine, chaque entreprise, chaque syndicat, si petit qu'il soit, a ou devrait avoir son groupe communiste; l'expansion et la popularité du Parti communiste sont en proportion de la pénétration des groupes communistes dans ces organismes, du prestige dont ils y jouissent. Dans l'usine, le groupe communiste oeuvre pour conquérir la commission intérieure, si elle existe, ou, si elle n'existe pas encore lutte pour la faire naître ou reconnaître; en outre, il prépare dans ce cadre les assemblées syndicales, y discute les méthodes et la tactique des réformistes, des syndicalistes et des anarchistes, y fait propagande pour les Conseils et pour le contrôle sur la production, en partant non pas des principes généraux mais des expériences concrètes de l'usine qui sont communes à tout le personnel, et en parvenant ainsi, à partir de ces expériences, à l'affirmation des principes politiques et du programme du Parti. Les groupes syndicaux communistes ont des réunions locales et nationales et ils forment des Comités pour chaque Bourse du travail et pour chaque Fédération nationale de métier ou d'industrie. Ils acceptent le principe de la discipline démocratique; autrement dit, s'ils sont en minorité, ils se montrent respectueux des décisions de la majorité, mais ils n'acceptent en aucun cas des limitations à leur propre liberté de propagande et de critique écrites et orales. S'ils sont minoritaires, ils acceptent des responsabilités dans les organismes à pouvoir délibératif directement élus par les masses

organisées, mais non dans les organismes exécutifs, élus au second degré et dans lesquels ils ne pourraient entrer qu'au prix de concessions ou de compromis. L'ensemble des Comités syndicaux reçoit ses directives et ses mots d'ordre du Comité central syndical.

Le réseau des groupes et des comités syndicaux doit être considéré non pas comme une institution provisoire tournée uniquement vers la conquête des centrales syndicales, mais comme une institution permanente qui aura ses tâches propres et mènera sa propre activité même après l'avènement de la dictature prolétarienne (1).

.....

IV. Le problème du contrôle ouvrier.

22. L'activité spécifique du mouvement syndical se réalise dans le domaine de la production avec la conquête de l'autonomie industrielle de la part des travailleurs. Il existe aujourd'hui dans l'usine cette division hiérarchique des classes : à la base, se trouve la classe ouvrière, qui a une tâche purement exécutive; en haut, se trouve la classe capitaliste qui organise la production selon des plans nationaux et internationaux qui correspondent à ses intérêts les plus stricts; au milieu, se trouve la classe petite -bourgeoise des techniciens et des spécialistes ; ceux-ci transmettent à la classe laborieuse les ordres de production qui découlent des plans généraux et ils contrôlent que les ouvriers exécutent le travail avec précision et au moindre prix de revient. Les rapports d'organisation de cette hiérarchie industrielle sont fondés sur la terreur.

Réaliser sa propre autonomie signifie pour la classe ouvrière renverser cette échelle hiérarchique, éliminer du domaine industriel le personnage du propriétaire capitaliste, et produire selon des plans de travail qui soient établis non pas par l'organisation monopoliste de la propriété privée, mais par un pouvoir industriel mondial de la classe ouvrière.

Pour atteindre l'autonomie dans le domaine industriel, la classe ouvrière doit dépasser les limites de l'organisation syndicale et, sur une base représentative et non plus bureaucratique, créer un type nouveau d'organisation qui embrasse toute la classe ouvrière, y compris la partie de celle-ci qui n'adhère pas à l'organisation syndicale. Le système des Conseils d'usine est l'expression historique concrète de l'aspiration du prolétariat à sa propre autonomie. La lutte dans ce domaine se déroule en trois phases qui ne se présentent pas toujours dans l'ordre chronologique : a) lutte pour l'organisation et le fonctionnement des Conseils; b) lutte pour l'organisation centralisée des Conseils d'une branche déterminée de l'industrie et de toutes les industries entre elles; c) lutte pour le contrôle national de toute l'activité productive. Dans le

premier moment, la lutte a lieu usine par usine pour des buts immédiats sur lesquels l'ensemble du personnel se trouve aisément d'accord : contrôle sur les horaires et sur les salaires établis par les conventions collectives d'une manière plus rigou

Le Parti communiste et les syndicats 211

reuse et plus systématique que ne peut le faire le syndicat, contrôle sur la discipline dans l'usine et sur les agents auxquels le capitalisme confie la garde de la discipline, contrôle sur le recrutement de la main-d'œuvre et sur les licenciements. Dans le second moment, on entre dans le véritable domaine du contrôle de la production, qui vise à régler la distribution des matières premières disponibles entre les usines d'une même branche industrielle et vise également à supprimer les entreprises parasites en sauvegardant les intérêts vitaux de la classe ouvrière.

Dans la troisième phase, la classe ouvrière appelle également à la lutte les autres classes exploitées de la population en démontrant, par la pratique, qu'elle est l'unique force sociale capable de mettre un frein aux méfaits que le capitalisme engendre dans la période de sa décomposition. La première phase de cette lutte s'est déjà déroulée dans tous les pays capitalistes et elle a laissé un résidu stable dans la reconnaissance de la part des industriels des petits Comités d'usine ou des Commissions intérieures qui complètent l'action syndicale. Les conditions permettant que se développe l'action indiquée au troisième point ont existé récemment en Italie avec l'effondrement de la Banque d'escompte (1) et elles continueront à exister du fait de la condition précaire de tous les autres établissements de crédit industriel.

Par la pratique, la classe ouvrière peut démontrer à la majorité de la population qui est frappée par la débâcle des banques comment la situation actuelle, caractérisée par l'irresponsabilité du capital, ne peut trouver remède que dans le contrôle sur les entreprises industrielles dans lesquelles les banques investissent les économies qui leur sont confiées par les travailleurs. Au moyen de ses groupes d'entreprise, le Parti communiste doit agir en permanence afin de développer les Conseils d'usine à partir des Commissions intérieures et d'intégrer les Conseils dans un réseau qui soit comme le relief de l'activité industrielle capitaliste.

23. Au programme de contrôle ouvrier, les réformistes opposent un semblant de contrôle qu'il conviendrait d'appeler plus exactement une enquête permanente sur l'industrie conduite par des commissions paritaires de fonctionnaires syndicaux et de représentants de la classe capitaliste (2). A l'organisation des Conseils d'usine qui deviennent la base des syndicats et des fédérations d'industries et qui unifient les diverses catégories de producteurs (ouvriers, manœuvres, techniciens et employés), les réformistes opposent syndicats et fédérations qu'ils appellent d'industrie, mais qui sont le simple résultat d'un amalgame des divers bureaux syndicaux de ces différentes catégories.

La lutte pour le contrôle représente pour les communistes le terrain spécifique où la classe ouvrière s'impose à la tête des autres classes opprimées de la population et réussit à obtenir leur consentement à sa propre dictature. En luttant pour le contrôle, la classe ouvrière lutte pour endiguer la débâcle de l'appareil industriel capitaliste; pour assurer, autrement dit, la satisfaction

des exigences élémentaires des grandes masses et, par conséquent, les conditions de vie de la civilisation.

Sur la base du contrôle, le Parti communiste établit les premiers éléments réels de son programme économique de gouvernement, dont les points principaux sont :

a) Réorganisation des forces productives humaines, qui sont le premier et le plus important instrument de production (1) ;

b) L'autonomie industrielle des producteurs qui doit avoir pour fin immédiate de faire cesser les grèves et les agitations qui empêchent aujourd'hui le rendement normal des entreprises ;

c) Empêcher le gaspillage des capacités techniques professionnelles provoquées par le chômage ;

d) Substitution du matériel vieilli et usé de l'appareil industriel bourgeois et introduction des méthodes de travail les plus modernes qui rencontrent aujourd'hui l'hostilité de la classe ouvrière dans la mesure où elles visent tout particulièrement à la dépouiller de ses capacités professionnelles.

Le Parti communiste ne s'épouvante pas des conséquences - désordre et destructions - que la réalisation du contrôle et de la dictature prolétarienne dans le domaine industriel portent nécessairement en eux. Plus que du contrôle lui-même, ces conséquences sont fonction du processus de débâcle que subit la société du fait de la désagrégation du régime capitaliste. La discipline de fer et l'esprit de sacrifice que le Parti demande à ses propres militants sont étroitement liés à la nécessité de mettre un frein à cette débâcle et à ce désordre. Ainsi le Parti est-il destiné à assumer, dans le domaine de la production des biens matériels et de la lutte contre le marasme des industriels, cette même fonction d'avant-garde qu'il exerce dans le domaine de l'action de masse et de la lutte armée.

L'ITALIE ET LA CONFÉRENCE DE GÈNES (2)

Intérêts italiens et intérêts slaves. - Les conséquences de la guerre civile et la question agraire dans la politique extérieure. - L'Italie souhaite le relèvement de l'Allemagne et veut faire des affaires dans la mer Noire.

Un seul problème domine la politique étrangère italienne : établir la suprématie italienne sur l'Adriatique, annexer au territoire national Fiume et la Dalmatie. Et la question se pose : devant ce problème, que représentent l'Allemagne et la Russie?

[La Yougoslavie appartient au système de la Petite Entente,

L'Italie et la conférence de Gênes 213

c'est-à-dire, à la coalition des races slaves des Balkans et de l'Europe centrale.] * Pendant la période antérieure à la guerre mondiale, ces populations s'orientaient d'après la politique de la grande Russie; aujourd'hui, leur puissance est encore liée aux destins de la Russie, pas tant à la forme du gouvernement qu'elle peut avoir, c'est-à-dire à une Russie propriétaire, bourgeoise ou prolétaire, mais à la Russie en tant qu'alliée naturelle des populations slaves des Balkans. Si la Russie est faible, la Yougoslavie est faible aussi et cela permet à l'Italie d'étendre son impérialisme sur la péninsule balkanique.

C'est la forme que revêt en Italie la propagande nationaliste, qui est l'expression immédiate de la politique des grands propriétaires agraires et de la caste militaire. La Russie est la concurrente la plus sérieuse des agrariens italiens. Avant la guerre mondiale, l'Italie importait annuellement 16 millions [de quintaux] de blé de la Russie et les gros propriétaires italiens faisaient protéger leurs intérêts par un droit de douane de 7 livres 50 par quintal que l'État leur accordait bénévolement. Il est donc naturel qu'ils préfèrent une Russie affamée et ruinée à une Russie prospère capable d'exporter son surplus de blé.

[La lutte agraire en Italie a la suprématie sur la lutte de classes du prolétariat.]* Les ouvriers industriels en Italie ne comptent que pour un tiers de la population, les deux autres tiers sont composés d'ouvriers agricoles ou de paysans. Le Parti socialiste italien lui-même a de tout temps été plutôt un parti de paysans qu'un parti ouvrier, et cela explique en grande partie ses déviations et ses hésitations (1). C'est pourquoi la nouvelle attitude du *Parti populaire*, c'est-à-dire du parti des paysans catholiques, a eu une très grande importance tant dans la politique interne (parlementaire) que dans la politique étrangère.

La guerre civile s'étant envenimée et intensifiée en Italie, guerre voulue et déclenchée par les propriétaires fonciers pour mener une offensive de grand style contre les paysans catholiques, la

politique du Parti populaire s'est déplacée vers la gauche, et la répercussion sur la politique étrangère a été immédiate. Le ministère [premier ministre] Bonomi, qui était en grande partie influencé par le Parti populaire, - a changé son attitude envers la Russie et s'est montré dès lors favorable à une reprise de relations avec elle, C'est pourquoi il prit à Cannes l'initiative de proposer la conférence de Gênes (2).

Mais, suivant le plan de Lloyd George, que s'était approprié Bonomi, Gênes ne devait pas tant servir à résoudre la question des rapports mondiaux avec la Russie [soviétique], comme [sic] à résoudre un problème [bien plus important pour le capitalisme et le commerce mondiaux] * : celui de la rentrée de l'Allemagne dans le système économique européen. Il s'agit de donner à l'économie allemande la possibilité de renaître, en lui enlevant certains des liens du traité de Versailles qui l'empêchent de se mouvoir. Sur ce point, la démocratie bourgeoise, le centre catholique et le parti de droite des agrariens (nationalistes et fascistes) se sont mis d'accord sur la question de la politique étrangère et de la conférence de Gênes.

La Petite Entente est contre l'Allemagne, les nationalistes italiens sont pour l'Allemagne et contre la Petite Entente. C'est ainsi que le programme de la politique étrangère du leader des fascistes, Benito Mussolini, se trouve concorder parfaitement avec celui de M. Nitti, représentant des grands industriels et de la haute finance italienne, tous deux [les deux milieux] favorables à une renaissance économique de l'Allemagne (1).

Les industriels italiens ont des visées sur les centres miniers de la mer Noire; c'est pourquoi ils envisagent volontiers le projet de syndicat financier international pour l'exploitation capitaliste des ressources économiques de la Russie des Soviets, car ils espèrent [faire leurs affaires et] obtenir une sphère d'influence [propre] dans la mer Noire.

Toutes les oscillations de la politique étrangère italienne sont, [en résumé] *, déterminées par l'intensification de la guerre de classe et par la décomposition des forces sociales qui en résulte. Il serait donc nécessaire de faire une description détaillée de la situation italienne pour arriver à fixer les reflets de politique étrangère qui s'en détachent. Le passage à gauche du Parti populaire, et le fait que certains (les ses leaders des plus éminents, comme le député Meda (2) sont favorables à [se sont prononcés pour] cette nouvelle politique, ont eu pour conséquence une scission dans la caste militaire, dont beaucoup de membres sont catholiques. Mais pour la grande majorité de ces groupes, la conférence de Gênes n'a qu'une importance; elle signifie le retour de l'Allemagne et non celui de la Russie dans le système économique européen. Cela explique pourquoi sont favorables à la conférence de Gênes, même ceux qui au début en étaient les adversaires les plus acharnés, et qui se sont même servis du prétexte de cette conférence pour faire tomber le ministère Bonomi (3), comme par exemple les partisans de Giolitti, les fascistes et les nationalistes.

La Correspondance internationale, II, 28, 12 avril 1922.

LES ORIGINES DU CABINET MUSSOLINI

La réaction- Les origines du cabinet Mussolini - La politique de M. Giolitti - Les Paysans - Le Parti socialiste - L'offensive capitaliste date de mars 1920. - Par A. Gramsci (Moscou).

Les éléments de la crise italienne, qui a reçu une solution violente par l'avènement, au pouvoir du parti fasciste, peuvent être brièvement résumés comme suit :

La bourgeoisie italienne a réussi à organiser son État moins par sa propre force intrinsèque que parce qu'elle a été favorisée

dans sa victoire sur les classes féodales et semi-féodales par toute une série de conditions d'ordre international (la politique de Napoléon III en 1852-1860, la guerre austro-prussienne de 1866, la défaite de la France à Sedan et le développement que prit à la suite de cet événement l'empire germanique). L'État bourgeois s'est ainsi développé plus lentement et suivant un processus qu'on ne peut point observer dans beaucoup d'autres pays. Le régime italien ne dépassait pas le pur régime constitutionnel à la veille de la guerre, la division des pouvoirs ne s'était pas encore produite, les prérogatives parlementaires étaient très limitées; il n'existait pas de grands partis politiques parlementaires. A ce moment, la bourgeoisie italienne devait défendre l'unité et l'intégrité de l'État contre les assauts répétés de forces réactionnaires représentées surtout par l'alliance des grands propriétaires terriens, avec le Vatican. La grande bourgeoisie industrielle et commerciale, guidée par Giovanni Giolitti, chercha à résoudre le problème par une alliance de toutes les classes urbaines (la première proposition de collaboration gouvernementale fut faite à Turati au cours des premières années du XXe siècle) avec la classe des journaliers agricoles; ce n'était pourtant pas là un progrès dans le développement de l'État constitutionnel dans le sens de la démocratie parlementaire, c'était plutôt des concessions paternelles d'ordre immédiat que le régime faisait aux masses ouvrières organisées en syndicats et en coopératives agricoles.

La guerre mondiale brisa toutes ces tentatives. Giolitti, d'accord avec la Couronne, s'était engagé dès 1912 à agir avec l'Allemagne dans la guerre de 1914 (la convention militaire signée à Berlin en 1912 par le général Pollio, chef de l'État-Major italien, entra en vigueur le 2 août 1914; ce général se suicida pendant la période de la neutralité italienne, dès que la Couronne se montra favorable à la nouvelle orientation politique ententophile) (1). Giolitti fut violemment écarté par les nouveaux groupes dirigeants, ceux de la lourde industrie, de la grosse agriculture et de l'État-Major; ceux-ci en arrivèrent même à comploter pour le faire fusiller.

Les nouvelles forces politiques, qui devaient apparaître après l'armistice, se consolidèrent pendant la guerre. Les paysans se groupèrent en trois organisations très puissantes. Le Parti socialiste, Le Parti populaire (catholique) et les Associations d'anciens combattants. Le Parti socialiste organisa plus d'un million de journaliers agricoles et de métayers dans l'Italie centrale et septentrionale; le Parti populaire groupa autant de petits propriétaires et de paysans moyens dans la même zone territoriale; les associations d'anciens combattants se développèrent surtout dans l'Italie du Sud et dans les régions arriérées et sans grandes traditions politiques. La lutte contre la grosse propriété agraire devint rapidement très intense sur tout le territoire italien; les terres furent envahies, les propriétaires durent émigrer vers les chefs-lieux des régions agraires, à

Bologne, Florence, Bari, Naples; dès 1919, ils y commencèrent l'organisation des bataillons civils

pour lutter contre la « tyrannie des paysans » dans les campagnes. Il manquait à ce bouleversement énorme des classes travailleuses des campagnes un mot d'ordre clair et précis, une orientation unique, ferme et déterminée et un programme politique concret.

Le Parti socialiste aurait dû dominer la situation; celle-ci pourtant le dépassa. 60 % des membres du Parti socialiste étaient des paysans; parmi les 156 députés socialistes au Parlement, 110 avaient été élus par les campagnards; sur 2 500 municipalités conquises par le Parti socialiste italien, 2 000 étaient strictement paysannes; les quatre cinquièmes des coopératives administrées par les socialistes étaient des coopératives agricoles. Le Parti socialiste reflétait le chaos au point de vue toute son activité se réduisait à des déclamations maximalistes, à des déclarations bruyantes au Parlement, à afficher des insignes, à des chants et des fanfares. Toutes les tentatives faites au sein du Parti socialiste pour faire prédominer les questions ouvrières et l'idéologie prolétarienne furent combattues avec acharnement par les armes les plus déloyales; ainsi, dans la séance du Conseil national socialiste tenue à Milan en avril 1920, Serrati en arriva à dire que la grève générale qui avait éclaté à cette époque dans le Piémont et qui était soutenue par les ouvriers de tous les métiers avait été provoquée artificiellement par des agents irresponsables du gouvernement de Moscou (1).

En mars 1920, les classes possédantes commencent à organiser la contre-offensive. Le 7 mars fut convoquée à Milan la première Conférence nationale des Industriels italiens, qui créa la Confédération générale de l'Industrie italienne. Au cours de cette réunion, un plan précis et complet d'action capitaliste unifiée fut élaboré; tout y était prévu, depuis l'organisation disciplinée et méthodique de la classe des fabricants et des commerçants jusqu'à l'étude de tous les instruments de lutte contre les syndicats ouvriers et jusqu'à la réhabilitation politique de Giovanni Giolitti (2). Dans les premiers jours d'avril, la nouvelle organisation obtenait déjà son premier succès politique; le Parti socialiste déclarait anarchique et irresponsable la grande grève du Piémont, qui avait éclaté pour défendre les Comités d'usine et pour obtenir le contrôle ouvrier sur l'industrie; ce parti menaçait de dissoudre la section de Turin, qui avait dirigé cette grève. Le 15 juin, Giolitti formait son ministère de compromission avec l'État-Major représenté par Bonomi, ministre de la Guerre. Un travail fébrile d'organisation contre-révolutionnaire commença alors en présence de la menace de l'occupation des usines, que prévoyaient même les dirigeants réformistes réunis à la conférence de la Fédération des ouvriers métallurgistes qui se tint à Gênes au cours du même mois 3. En juillet, le ministère de la Guerre, Bonomi en tête, commença la démobilisation d'environ soixante mille officiers dans les conditions suivantes: les officiers furent démobilisés en conservant les quatre cinquièmes de leur solde; la plus grande partie furent envoyés dans les centres politiques les plus importants; avec

l'obligation d'adhérer aux *Fasci di Combattimento* (1) ; ceux-ci étaient restés jusqu'à ce moment une petite organisation d'éléments socialistes, anarchistes, syndicalistes et républicains favorables à la participation de l'Italie à la guerre aux côtés de l'Entente. Le gouvernement Giolitti fit d'énormes efforts pour rapprocher la Confédération de l'Industrie et les Associations des agrariens, spécialement celles de l'Italie centrale et septentrionale. C'est alors qu'apparaissent les premières équipes armées de fascistes et que se produisent les premiers épisodes terroristes. Mais l'occupation des usines par les ouvriers métallurgistes eut lieu à un moment où tout ce travail était en préparation; le gouvernement Giolitti fut forcé de prendre une attitude conciliatrice et de recourir à un traitement homéopathique plutôt qu'à une opération chirurgicale.

La Correspondance internationale, 11, 89, 2 novembre 1922.

LETTRE SUR LE FUTURISME ITALIEN (2)

Voici les réponses aux questions que vous m'avez posées sur le mouvement futuriste italien.

Depuis la guerre, le mouvement futuriste a, en Italie, complètement perdu ses traits caractéristiques. Marinetti se consacre fort peu au mouvement, il s'est marié et préfère réserver ses énergies à sa femme. Au mouvement futuriste participent aujourd'hui des monarchistes, des communistes, des républicains et des fascistes. On a récemment fondé à Milan un hebdomadaire politique *Il Principe*, qui soutient, ou essaie de soutenir des théories identiques à celles que Machiavel préconisait pour l'Italie du « cinquecento », c'est-à-dire qu'il soutient que la lutte entre les partis locaux, lutte qui pousse la nation vers le chaos peut être conjurée par un monarque absolu, un nouveau César Borgia qui se mettrait à la tête de tous les dirigeants des partis en lutte. Cette revue est dirigée par deux futuristes : Bruno Corra et Enrico Settimelli. Marinetti qui pourtant a été arrêté à Rome en 1920 au cours d'une manifestation patriotique, pour avoir prononcé un énergique discours contre le roi, collabore aujourd'hui à ce même hebdomadaire (3).

Les principaux représentants du futurisme d'avant-guerre sont devenus fascistes à l'exception de Giovanni Papini qui est devenu catholique et a écrit une *Histoire du Christ* (4). Pendant la guerre, les futuristes ont été les champions les plus acharnés de la « guerre jusqu'à la victoire » et de l'impérialisme. Un seul fasciste, Aldo Palazzeschi (5), était contre la guerre. Il a rompu

avec le mouvement et bien qu'il ait été un des écrivains les plus intéressants, il a fini par se taire en tant qu'homme de lettres. Marinetti, qui a toujours exalté la guerre en long et en large, a publié un manifeste où il démontre que la guerre est la seule hygiène possible pour le monde. Il a pris part à la guerre comme capitaine dans un corps de chars d'assaut et son dernier livre : *L'Alcôve d'acier* (*L'Alcova d'acciaio*) est un hymne enthousiaste au rôle des chars d'assaut dans la guerre. Marinetti a écrit une brochure *Au-delà du communisme* (*Al di là del comunismo*) (1), où il développe ses doctrines politiques, si toutefois on peut donner le nom de doctrines aux élucubrations parfois spirituelles et toujours extravagantes de cet individu. Avant mon départ, la section de Turin du *Proletkult* (2) avait demandé à Marinetti de participer au vernissage d'une exposition de tableaux futuristes pour en expliquer la signification aux ouvriers et aux membres de l'organisation. Marinetti a accepté très volontiers cette invitation et, après avoir visité l'exposition avec les ouvriers, il a déclaré combien il était content d'avoir vu que les ouvriers comprenaient les problèmes de l'art futuriste bien mieux que les bourgeois. Avant la guerre le futurisme était très populaire parmi les ouvriers. La revue *Lacerba*, qui tirait à vingt mille exemplaires, se diffusait pour les quatre cinquièmes parmi les ouvriers (3). Au cours des nombreuses manifestations d'art futuriste qui avaient lieu dans les théâtres des plus grandes villes d'Italie, les ouvriers défendaient les futuristes contre des jeunes gens - de la semi-aristocratie et de la bourgeoisie - qui en venaient aux mains avec eux.

Il n'y a plus de groupe futuriste, Marinetti n'existe plus. La vieille revue de Marinetti *Poesia* est maintenant dirigée par un certain Mario Dessi, personnage insignifiant tant du point de vue intellectuel que de celui de l'organisation. Dans le sud de l'Italie, particulièrement en Sicile, paraissent de nombreux petits journaux futuristes auxquels Marinetti envoie des articles; mais ces petites revues sont publiées par des « étudiants » qui confondent futurisme et ignorance de la grammaire italienne. Le noyau futuriste le plus fort est constitué par des peintres. A Rome se tient une exposition permanente de peinture futuriste, organisée par un certain Anton Giulio Bragaglia, photographe manqué, agent cinématographique et théâtral (4). Parmi les peintres futuristes, le plus connu est Giorgio Balla (5). D'Annunzio n'a jamais pris publiquement position sur le futurisme. Il ne faut pas oublier qu'à sa naissance le futurisme avait un caractère clairement anti-d'Annunzien : un des premiers livres de Marinetti s'intitule *Les Dieux s'en vont, d'Annunzio reste* (6). Bien que pendant la guerre les programmes politiques de Marinetti et de D'Annunzio aient concordé sur tous les points, les futuristes sont restés anti-d'Annunziens. Ils ne se sont presque pas intéressés au mouvement de Fiume bien qu'ils aient pris part ensuite à des manifestations.

On peut dire que depuis la signature de la paix le mouvement futuriste a complètement perdu son caractère propre et s'est effrité dans divers courants nés et fondés à la suite des change

ments produits par la guerre. Les jeunes intellectuels sont presque tous devenus des réactionnaires. Les ouvriers, qui avaient vu dans le futurisme les éléments d'une lutte contre la vieille culture académique italienne, momifiée et étrangère -aux masses populaires, ont aujourd'hui à lutter les armes à la main pour leur liberté et s'intéressent peu à de vieilles querelles. Dans les grands centres industriels le programme du *Proletkult*, qui vise à éveiller l'esprit créateur des ouvriers dans le domaine de la littérature et de l'art, absorbe l'énergie de ceux qui ont encore le désir et le temps de s'occuper de ces problèmes.

Moscou, le 8 septembre 1922.

Correspondance de Moscou et de Vienne

(1923-1924)

18 mai 1923.

Cher Palmiro,

Je vais répondre longuement à ta lettre et t'exposer quelle est en ce moment mon opinion sur la situation du Parti et sur les perspectives que l'on peut avoir quant à son développement futur et à l'attitude des groupes qui le constituent. Dans l'ensemble, je te le dis tout de suite, tu es trop optimiste, la question est beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît à lire ta lettre. J'ai eu, au cours du IVe Congrès, quelques conversations avec Amadeo (2) qui me portent à croire qu'il faut que nous ayons entre nous une discussion large et exhaustive sur certains problèmes qui aujourd'hui semblent, ou peuvent sembler, de pures querelles intellectuelles, mais que j'estime susceptibles de devenir, dans la perspective d'un développement révolutionnaire de la situation italienne, des germes de crise et de décomposition à l'intérieur du Parti. Aujourd'hui, la question fondamentale est précisément celle que tu as toi-même posée : il faut créer à l'intérieur du Parti un noyau de camarades qui ne soit pas une fraction, qui ait le maximum d'homogénéité idéologique, et qui réussisse par conséquent à donner à l'action pratique un maximum d'unicité directrice. Nous autres, le vieux groupe turinois, nous avons commis bien des erreurs dans ce domaine. Nous avons hésité à pousser jusqu'à leurs conséquences extrêmes les conflits qui nous ont opposés à Angelo sur le plan idéologique et sur le plan pratique (3). Nous n'avons pas tiré au clair la situation, et voici où nous en sommes aujourd'hui : une petite bande de camarades exploite pour son compte

la tradition et les forces que nous avons suscitées, et Turin témoigne contre nous.

Sur le plan général, la répugnance que nous avons éprouvée en 1919-1920 à créer une fraction a fait que nous sommes restés isolés, presque au niveau individuel, tandis que dans l'autre groupe, le groupe abstentionniste, la tradition de fraction et celle du travail en commun ont laissé des traces profondes qui ont encore aujourd'hui des échos idéologiques et pratiques considérables dans la vie du Parti. Mais je t'écrirai plus longuement et plus en détail. Je veux en outre écrire une lettre de portée plus générale pour les camarades de notre vieux groupe, comme Leonetti, Montagnana, etc., afin de m'expliquer avec eux sur mon attitude au iVe Congrès où, je pense que cela ne leur échappe pas, se reproduit la situation dans laquelle je me suis trouvé en 1920 à Turin, quand je refusai de faire partie de la fraction communiste électionniste tout en soutenant la nécessité d'un plus grand accord avec ces mêmes abstentionnistes(1).

Je pense qu'il est aujourd'hui plus facile, étant donné les conditions générales du mouvement en Europe, de résoudre d'une façon qui nous soit favorable, au moins pour la substance, les questions qui s'étaient posées à l'époque sur ce point. Nous avons commis des erreurs formelles grossières, qui nous ont nui énormément et nous ont fait passer pour infantiles, superficiels, fauteurs de désorganisation. Cependant la situation nous est favorable sur toute la ligne. Pour ce qui concerne l'Italie, je suis optimiste, à condition, bien entendu, que nous sachions travailler et rester unis. A mon avis, il faut que nous envisagions la question du P.S.I. de façon plus réaliste et en pensant, par conséquent, à la période qui suivra la prise du pouvoir(2). Trois ans d'expérience nous ont appris combien (et je ne veux pas parler seulement de l'Italie) sont enracinées les traditions social-démocrates, et combien il est difficile de détruire par la simple polémique idéologique les séquelles du passé. Il est nécessaire de mener une action politique, vaste et minutieuse, qui désagrège jour après jour, cette tradition, et démantèle ainsi l'organisme qui l'incarne. La tactique de l'Internationale est en mesure de réaliser une telle action. En Russie, sur 350 000 membres du P.C. 50 000 seulement sont de vieux bolcheviks; les 300 000 autres sont des mencheviks ou des sociaux-révolutionnaires qui ont été amenés jusqu'à nous par l'action politique du noyau originel, qui est toutefois loin d'avoir été

submergé par ces éléments divers, continue à diriger le Parti, et ne cesse même d'être de plus en plus puissant tant par sa représentation aux divers congrès que par son influence sur l'orientation de la couche dirigeante.

Le même phénomène se produit au sein du parti allemand : les 50 000 spartakistes ont complètement encadré les 300 000 indépendants; au IV^e Congrès, sur 20 délégués allemands, 3 seulement étaient d'anciens indépendants, et note bien que la délégation avait été en grande partie choisie par les organismes locaux.

Je crois que nous avons tendance à nous faire beaucoup trop de soucis, et si je recherche la racine psychologique de cette tendance, je ne trouve qu'une explication : nous avons conscience d'être faibles et de courir le risque d'être submergés. Note bien que tout ceci a des conséquences pratiques de la plus haute importance. En Italie, nous avons cultivé en serre chaude une opposition sevrée de tout idéal et de toute vision claire des événements. Quelle est la situation que l'on a ainsi suscitée? La masse du Parti se forme une opinion d'après les documents rendus publics qui sont dans la ligne de l'Internationale, et, partant, de l'opposition. Nous autres, nous nous éloignons de la masse : entre nous et la masse se forme un écran de quiproquos, de malentendus, de jeu verbal compliqué. Nous finirons par apparaître comme des hommes qui veulent à tout prix conserver leur place, ce qui signifie que la partie représentative de l'opposition se retournera contre nous. J'estime qu'il faut que ce soit notre groupe, que ce soit nous, qui restions à la tête du Parti, parce que nous sommes réellement dans la ligne du développement historique, parce que, en dépit de toutes nos erreurs, nous avons fait un travail positif et avons créé quelque chose; les autres n'ont rien fait, et aujourd'hui ils veulent manœuvrer pour liquider le communisme en Italie, pour ramener notre jeune mouvement dans le lit de la tradition. Mais si nous continuons à prendre les attitudes formalistes que nous avons prises jusqu'à présent - remarque qui elles sont formalistes pour moi, pour toi, pour Bruno, pour Umberto, mais pas pour Amadeo - nous obtiendrons le résultat inverse de celui que nous cherchons : l'opposition deviendra effectivement représentative du Parti et nous nous trouverons isolés, nous subirons une défaite pratique peut-être irrémédiable, qui sera indubitablement le début de notre désagrégation en tant que groupe et de notre défaite idéologique et politique. Alors, il faut ne pas trop nous préoccuper de notre fonction

de dirigeants; nous devons aller de l'avant, en menant notre action politique, sans trop nous regarder dans le miroir. Nous allons dans le sens du courant historique, et nous arriverons au port, pourvu que nous ramions bien et que nous tenions fermement le timon en main. Si nous savons bien manœuvrer nous absorberons le Parti socialiste et nous résoudrons ce qui est le premier et le plus fondamental des problèmes révolutionnaires : unifier le prolétariat d'avant-garde et détruire la tradition populaire démagogique.

De ce point de vue, le commentaire que tu as fait du congrès socialiste ne m'a pas satisfait (1). Tu y fais figure du communiste qui se regarde dans un miroir : au lieu de désagréger le P.S.I., ton commentaire tend à le renforcer; l'ensemble du mouvement socialiste s'y trouve opposé à nous dans une contradiction indépassable. Pour les dirigeants, pour Nenni, pour Vella, etc., la chose est indubitable, mais est-ce vrai aussi pour la masse des adhérents et, ce qui compte le plus, pour la zone d'influence dans le prolétariat? Certainement pas, et nous sommes convaincus que nous parviendrons à attirer et à assimiler dans son énorme majorité le prolétariat d'avant-garde. Alors, que faut-il faire?

1° Ne pas insister sur les contradictions en bloc, mais spécifier entre dirigeants et masse.

2° Trouver tous les éléments de désaccord entre les dirigeants et la masse et les approfondir, les amplifier, les généraliser politiquement.

3° Mener une discussion sur la politique actuelle et ne pas procéder à un examen de phénomènes historiques généraux.

4° Faire des propositions pratiques et indiquer à la masse des orientations pratiques en vue de l'action et de l'organisation.

Je prends un exemple pour que tu me comprennes mieux et J'élargis la question jusqu'au Congrès populaire (2), que nous n'avons pas su exploiter politiquement : et pourtant il nous permettait, tout comme l'évolution du Parti sarde d'action (3), d'avancer des proposition-, essentielles dans le problème des rapports entre le prolétariat et les classes rurales.

Le problème socialiste était celui-ci : mettre en évidence la contradiction criante entre le langage et la pratique des dirigeants socialistes. Lorsque l'Internationale nous a conseillé de reprendre à notre compte le mot d'ordre des socialistes de droite, la formule du bloc entre les deux

partis, elle l'a fait parce qu'il était facile de prévoir que, dans l'a situation générale, la fusion était devenue impossible et que, assurés comme on devait l'être que leur attitude était démagogique et leur ligne sans point commun avec la nôtre, il fallait emprisonner les Vella et les Nenni dans leurs propres fortifications. On a vu comment on a répondu à notre proposition. Dans ton commentaire du Congrès, il fallait commencer par noter ceci : l'interdiction (le s'organiser pour les partisans de la fusion, leur exclusion de la direction, la dissolution de la fédération des jeunesses étaient autant d'éléments politiques de premier ordre à exploiter La masse socialiste devait être confrontée à ce fait précis; il fallait, à l'intention de cette masse, travailler à dégager, de la confusion des polémiques et du verbalisme, les lignes directrices concrètes et les exposer sous une forme claire et compréhensive.

Il en va de même pour le Congrès populaire. Je crois, pour nia part, que, étant donné les liens qui existent entre cette organisation et le Vatican, tout mouvement à l'intérieur du Parti populaire revêt pour nous une importance particulière. Telle a été, selon moi, la signification du Congrès populaire. - Il existe parmi les masses paysannes un ample et profond mécontentement à l'égard de la politique du parti, mécontentement qu'alimente en particulier le nouvel impôt sur les exploitants agricoles. Cet état d'esprit s'étend des campagnes à la ville, dans de larges couches de la petite bourgeoisie. C'est ainsi qu'est composé le P.P. : une droite réactionnaire et fasciste, basée sur l'aristocratie cléricale, une gauche basée sur la campagne et un centre constitué d'éléments intellectuels urbains et de prêtres. La campagne du *Corriere* et de La Stampa porte de l'eau au moulin du centre populaire. Les éléments que cette campagne sournoise détache du fascisme ne peuvent que se tourner vers le P.P., seule organisation existante dont la tactique élastique et opportuniste laisse augurer qu'elle parviendra à faire contrepoids au fascisme et à ramener la lutte pour le pouvoir dans l'arène parlementaire, c'est-à-dire à réintroduire la liberté comme la comprennent les libéraux. La tactique fasciste à l'égard des populaires est très dangereuse et elle finira par pousser le parti vers lit gauche et provoquer des scissions à gauche. Les populaires se trouvent dans la même situation que pendant la guerre, mais une situation infiniment plus difficile et plus dangereuse. Pendant la guerre, tandis que les journaux et les hautes sphères ecclésiastiques soutenaient bruyamment la guerre, dans les paroisses

et les villages les catholiques étaient neutralistes. A cette époque-là, le gouvernement n'a pas forcé le centre à s'opposer à la périphérie ou à s'homogénéiser. Les fascistes ne veulent pas procéder ainsi. Eux veulent avoir des appuis ouverts et, tout spécialement des déclarations de solidarité devant les masses, dans les cellules originaires des partis de masse. La chose est impossible à obtenir du P.P. sans demander implicitement sa mort. Quant à nous, il est évident que nous devons accentuer et amplifier la crise des populaires et, comme nous l'avons déjà fait autrefois à Turin avec Giuseppe Speranzini (1), inciter des éléments de gauche à faire des déclarations jusque dans nos journaux.

Ma lettre est devenue plus longue et plus compliquée que je ne l'avais pensé. Comme je voudrais traiter plus à fond certaines de ces questions, pour aujourd'hui je m'arrête.

Salutations cordiales aux camarades et à toi,

Antonio.

LETTRE SUR LA FONDATION

DE « L'UNITÀ »(2)

Au Comité exécutif
du Parti communiste d'Italie

12 septembre 1923.

Chers camarades,

Au cours de sa dernière séance le Présidium [de l'Internationale communiste] a décidé de publier un quotidien ouvrier en Italie. Il devra être rédigé par le Comité exécutif et les *terzinternazionalisti* exclus du Parti socialiste pourront y collaborer politiquement(3). Je veux vous communiquer mes impressions et mon opinion sur ce sujet.

Je crois très utile et indispensable, étant donné la situation actuelle en Italie, de rédiger ce journal de façon à lui assurer, le plus longtemps possible, une existence légale. C'est pourquoi, non seulement ce journal ne devra comporter aucune indication de parti, mais il devra être rédigé de telle sorte que sa dépendance de fait à l'égard de notre parti n'apparaisse pas trop clairement. Ce devra être un journal de gauche, de la gauche ouvrière, restée fidèle au

programme et à la tactique de la lutte de classes. Il publiera les actes et les discussions de notre parti, comme il le fera autant que possible pour ceux des anarchistes, des républicains et des syndicalistes, et il donnera son avis d'un ton détaché, comme s'il était au-dessus de la mêlée et se plaçait d'un point de vue « scientifique ». Je comprends qu'il n'est pas très facile de fixer tout ce programme par écrit; mais l'important n'est pas d'établir un programme écrit, c'est plutôt d'assurer au Parti, qui occupe historiquement une position dominante parmi les gauches ouvrières, une tribune légale qui lui permette de toucher les plus larges masses sans interruption et systématiquement.

Les communistes et les serratiens collaboreront ouvertement au journal, avec des articles signés de noms en vue, selon un plan politique qui tiendra compte mois après mois et, je dirais même, semaine après semaine, de la situation générale du pays et de l'évolution des rapports entre les forces socialistes italiennes. Il faudra surveiller les serratiens qui auront certainement tendance à faire du journal un organe de fraction dans leur lutte contre la Direction du Parti socialiste. Il faudra être particulièrement sévère sur ce point et éviter absolument que cela ne dégénère. Il faudra bien entendu polémiquer, mais dans un esprit politique, sans sectarisme et dans certaines limites. Il faudra se méfier des tentatives visant à assurer à Serrati une position « économique » : il est au chômage et ses camarades le proposeront très probablement comme permanent. Serrati signera ou non ses articles. On devra toutefois assigner certaines limites à ses articles signés et ceux qui ne le seront pas devront avoir l'accord de notre Comité exécutif. Il faudra avoir des polémiques sur la théorie avec les socialistes ou, mieux, avec l'esprit socialiste de Serrati, Maffi, etc. : elles renforceront la conscience communiste des masses et prépareront cette unité et cette homogénéité du Parti sans lesquelles, après la fusion, on retomberait dans le chaos de 1920.

Comme titre, je propose *L'Unità*, purement et simplement. Cela aura un sens pour les ouvriers, mais aussi une signification plus générale. Je crois en effet qu'après la décision de l'Exécutif élargi sur le gouvernement ouvrier et paysan, nous devons conférer une importance toute particulière à la question méridionale, c'est-à-dire à la question dans laquelle le problème des rapports entre les ouvriers et les paysans ne se pose pas seulement comme

un problème de rapports de classes, mais aussi et surtout comme un problème territorial, comme l'un des aspects, autrement dit, de la question nationale. Personnellement, je crois que c'est ainsi que nous devons adapter à la réalité italienne le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » : « République fédérale des ouvriers et des paysans (1) ». Je ne sais pas si le moment s'y prête, mais je crois que la situation que le fascisme est en train de mettre en place et la politique corporatiste et protectionniste de la C.G.L. amèneront notre parti à adopter ce mot d'ordre. Je suis en train de préparer pour vous un rapport sur ce sujet : vous l'examinerez et vous en discuterez. Si c'est utile, après quelques numéros, on pourra, sous des pseudonymes, engager une polémique et voir ses répercussions dans le pays et parmi les éléments de gauche des populaires et des démocrates, qui représentent les tendances réelles de la classe paysanne et ont toujours eu dans leur programme le mot d'ordre d'autonomie locale et de décentralisation. Si vous acceptez le titre que je vous propose : *L'Unilà*, vous n'hypothéquez pas la solution de ces problèmes et ce titre sera une garantie contre les dégénérescences autonomistes et les tentatives réactionnaires d'interpréter, en termes fallacieux et policiers, les campagnes que nous pourrons faire. Moi-même, du reste, je crois que le régime des Soviets, avec sa centralisation politique, due au Parti communiste, sa décentralisation administrative et sa promotion des forces populaires locales, trouve une excellente préparation idéologique dans le mot d'ordre : République fédérale des ouvriers et des paysans.

Salutations communistes,

Gramsci.

Rivista Storica del Socialismo, VI, 18, janvier-avril 1963.

Au Comité exécutif du P.C. d'Italie

231

AU COMITÉ EXÉCUTIF
DU P.C. D'ITALIE (1)

Vienne, 6 décembre 1923.

Chers camarades du C.E.,

Je suis bien arrivé à Vienne le 4 dernier. Le retard de mon départ est dû aux continuels ajournements de la Conférence balkanique (2) et au fait que l'on attendait le départ d'un camarade qui pût me servir de compagnon de voyage.

J'ai trouvé ici une correspondance. Je ne-parviens pas encore à comprendre exactement quelles doivent être mes tâches. Je désire donc de votre part un mandat bien précis, où soient définies mes possibilités d'action.

En ce qui concerne la publication de *L'Ordine Nuovo*, je veux vous faire remarquer que, si sa sortie en Italie est souhaitable de tous les points de vue, elle soulève toutefois quelques difficultés qu'il faut affronter sans tarder. Il faut fixer la nature des rapports qui doivent exister entre le camarade qui sera chargé de la mise en pages en Italie, l'Exécutif et moi-même. Il est évident que les rapports doivent être directs entre l'Exécutif et moi et entre le camarade chargé et moi. Tout le matériel rédactionnel, sans exception, doit passer sous mon contrôle. Les articles non signés ne seront publiés que lorsque j'aurai donné le bon à tirer. Si, sur telle ou telle question, un camarade voulait exprimer des opinions opposées à celles de la rédaction et entamer des polémiques, ses articles devront être signés et la rédaction pourra répondre anonymement ou sous ma signature. Je comprends que tout cela pourra provoquer des retards, mais je crois : 10 que *L'Ordine Nuovo* ne peut pas aspirer à une actualité immédiate, au jour le jour; son actualité tiendra, comme dans la première série (3), à son adhésion aux problèmes les plus urgents et les plus vitaux pour la classe ouvrière italienne; 20 qu'il faut éviter de tomber dans une forme anthologique et encyclopédique et qu'il faut assurer une unité idéologique précise et rigoureuse, quitte même à prendre du retard par rapport à l'actualité immédiate.

Il sera bon de commencer sans tarder la campagne pour

les abonnements et les souscriptions dans tous les organes du Parti. Le mot d'ordre du journal pour cette campagne sera celui de 1919-1920, qui disait à peu près : « *L'Ordine Nuovo* se propose de susciter dans la classe ouvrière et dans la masse paysanne une avant-garde capable de créer l'État des ouvriers et des paysans et de préparer l'avènement de la société communiste. » Je crois inutile de rédiger un programme spécifique pour la nouvelle série. Le premier article sera consacré à un examen de la situation actuelle et des problèmes immédiats de la classe ouvrière et contiendra implicitement le programme. Je ne sais pas encore ce que sera la forme officielle de la revue; je crois qu'il convient de conserver une forme qui ne dépende pas étroitement du Parti : *L'Ordine Nuovo*, revue de politique et de culture ouvrière (1). De cette façon elle pourra être également diffusée dans les milieux intellectuels.

Je pense que vous vous êtes mis d'accord avec l'imprimeur pour conserver l'ancien format et utiliser les mêmes caractères.

Procurez-vous une ou deux collections du vieil *Ordine Nuovo*. Le camarade Tasca. a dit un jour qu'il en avait deux collections en surnombre. Il ne sera pas difficile de les envoyer ici. Le frère d'Urbani (2) doit avoir encore en sa possession le manuscrit d'une *étude de Niccolini* sur la question agraire en Italie (3) Niccolini m'a autorisé à reprendre son manuscrit et à l'utiliser éventuellement. Demandez au frère d'Urbani de vous remettre ce manuscrit.

Procurez-vous le plus vite possible les catalogues des principales maisons d'édition italiennes et la liste ou, mieux, un exemplaire des principales publications sur le fascisme.

Je n'arrive pas à comprendre le dernier paragraphe de la lettre de Negri du 17 novembre (4). Je vous ai annoncé il y a deux mois l'arrivée de Monti (5) à Vienne. Il ne devrait donc pas y avoir de surprise ni de bouleversement des plans. En tout cas, tenez-moi informé : de la nature et des objectifs du travail dont devrait s'occuper Zamis (6); qui est le camarade que vous pensiez envoyer auprès de moi et dans quel but avez-vous envisagé de le faire. De manière générale, le pense que ce qu'il me faut pour mon travail, c'est un collaborateur en qui je puisse avoir pleinement confiance et que je dois choisir moi-même en fonction de la méthode de travail que je veux employer et des objectifs concrets que je veux atteindre. Je vous prie donc de me répondre avec précision sur tous ces points et même de

Salutations,

A. Gramsci.

Rinacita, XXIII, 1, 22 janvier 1966.

AU COMITÉ EXÉCUTIF

DU P.C. D'ITALIE

Vienne, 20 décembre 1923.

Au C.E. du P.C.I.

Chers camarades,

Je n'ai pas encore reçu de réponse à la lettre que je vous ai envoyée dès mon arrivée (N.P. 34, en date du 6 décembre(1)). Si les choses continuent de cette façon, nous nous trouverons devant les difficultés que je prévoyais, ce qui nous privera de toute possibilité de travail profitable. Je ne puis appliquer le mandat que vous m'avez confié qu'à la seule condition que les difficultés objectives dues à la distance ne soient pas aggravées par l'indécision et la désorganisation.

Si l'on veut qu'elle donne des résultats, l'activité que, moi, je veux entreprendre, doit être organisée avec sérieux. Vous devez m'écrire avec précision; et de façon détaillée, les dispositions que vous avez déjà prises quant à l'impression de la revue, les possibilités existantes, etc. Ne faites pas comme si je pouvais deviner ces choses-là. Si c'est que vous voulez seulement que je vous envoie des articles d'ici et que je ne m'occupe pas de tout le reste de l'organisation de la revue, écrivez-le-moi. Cela signifiera que je dois me considérer comme un simple collaborateur qui signera ses articles et dont le nom ne pourra être cité que comme celui d'un simple collaborateur.

Bien que les papiers avec les indications sur ce sujet ne m'aient pas encore parvenus, je voudrais vous dire quelques mots de l'activité que je voudrais mener en dehors du Bureau et de la revue.

Je veux vous proposer d'éditer une sorte d'annuaire de la classe ouvrière qui contienne succinctement tout ce qui

peut intéresser un membre du Parti ou un sympathisant; ; j'ai déjà fait un plan du contenu et J'ai également pensé à la répartition du travail pour les différents chapitres. Il pourrait sortir pendant le second semestre de 1924; ce serait un volume de six cents ou sept cents pages.

On pourrait présenter en une trentaine de chapitres un tableau du mouvement politique et syndical international, un examen de la situation italienne sous tous ses aspects (économique, politique, militaire, travail, financier, etc.). Une partie de l'ouvrage devrait être consacrée au marxisme et à son histoire, en particulier en Italie. Une partie, à la Russie, à son organisation politique, à sa situation économique, à l'histoire du Parti bolchevique, etc. Un chapitre devrait résumer la doctrine et la tactique du Komintern et leur développement à travers les congrès, les réunions de l'Exécutif élargi et les plus importantes manifestations du Comité exécutif.

Je pense qu'après trois ans de guerre civile et donc de grandes difficultés pour suivre systématiquement les journaux et les publications du Parti, beaucoup d'ouvriers, surtout parmi les émigrés, seraient heureux de disposer d'un volume comme celui dont je vous ai esquissé le contenu.

Je voudrais vous proposer aussi de publier, à raison de quatre fascicules par an, une revue ainsi conçue : chaque numéro devrait être composé, de trois parties fondamentales; la première, de discussions théoriques; la seconde, consacrée aux problèmes concrets, surtout italiens; la troisième, de bibliographie et de critique de toutes les publications concernant différents problèmes qui intéressent l'ensemble de notre mouvement. Chaque numéro devrait être préparé selon un plan, de façon à constituer une unité fondamentale. Une publication de ce genre jouerait un rôle non négligeable dans l'éducation des camarades les plus qualifiés et les plus responsables et pourrait susciter un mouvement de sympathie pour notre parti dans certains milieux d'intellectuels et de techniciens. Je pense que trois mille exemplaires d'un fascicule de deux cent cinquante pages, qui coûterait de 7,50 à 10 livres et qui sortirait tous les trois mois, se vendraient sans difficulté et ne seraient pas déficitaires (1).

Je voudrais également vous proposer une série de publications que je considère comme indispensables dans la situation présente. En vérité, jusqu'ici nous n'avons rien opposé à la campagne idéologique acharnée que font les fascistes pour détruire ce peu de culture et de conscience

marxistes qui existait en Italie. Est-il absolument impossible de faire quelque chose? La question est assez importante et assez vitale pour que le Parti fasse aussi quelques sacrifices pour tenter de la résoudre.

Il ne serait pas impossible, je pense, de publier une série de brochures de seize à vingt-quatre pages de propagande élémentaire qui pourraient être vendues et diffusées par les cellules d'entreprise. Je suis en train de traduire, pour m'exercer, les notes de Riazanov sur le *Manifeste*, afin de les publier, au moins en partie, dans *L'Ordine Nuovo* (1). Pourrait-on faire une édition du *Manifeste* qui reproduise, pour les Italiens, l'édition de Riazanov, si belle et si utile? Je ne sais si vous avez pensé à remettre tant soit peu en marche les éditions du Parti. Il serait bon d'y penser. Si le Parti ne peut s'en occuper directement, on pourrait envisager une combinaison permettant de sortir régulièrement certaines publications qui puissent apporter un sang neuf à la littérature de notre mouvement. Si mes propositions vous paraissent dignes d'intérêt, je vous ferai pour chacune d'elles de brefs rapports et un petit projet.

Comme vous le savez, *l'Inprekorr* (2) a transporté ses pénates à Vienne. Comme à Moscou on avait déjà envisagé la possibilité d'envoyer en Italie, moyennant une compensation payée par le Parti, un certain nombre d'exemplaires de cette publication, j'ai voulu reprendre la question ici. On pourrait envoyer jusqu'à cinq cents exemplaires de *l'Inprekorr* directement aux camarades italiens si vous envoyez ici des listes d'adresses ou bien, ce qui me semblerait préférable, puisque *l'Inprekorr* est interdite, par l'intermédiaire des organismes du Parti, afin d'éviter des ennuis aux camarades. La direction est prête à nous accorder deux pages par numéro à consacrer à l'Italie et tiendrait compte de cette collaboration pour réduire largement les frais du service.

Si vous êtes favorables à l'initiative sous cette forme, autorisez-nous à la mener à terme et nous organiserons immédiatement l'envoi de cinq cents exemplaires pour le centre que vous indiquerez. Naturellement, l'envoi serait effectué par les moyens adéquats.

Question de l'école de Petrograd:

Urbani m'a envoyé, par l'intermédiaire du Bureau illégal, certaines lettres portant sur l'école de Petrograd (3). J'ai l'impression que vous n'avez pas apprécié toute l'importance de cette initiative. On peut remarquer à ce propos que, vous aussi, vous n'avez pas fait exception à

la règle : employer force mots pour approuver abstraitement ce type d'initiative, pour ne rien faire ensuite lorsqu'il s'agit d'en réaliser une. La vérité est que nous, dans ce domaine, nous n'avons presque rien fait et que nous ne disposons que de quelques éléments de troisième ou de quatrième ordre. Alors que c'est un devoir impérieux que de penser à ce problème. Si des sacrifices financiers sont nécessaires, il faut les faire. Si, parmi les gens sélectionnés pour l'école, il y a des camarades chargés de famille, il faut y pourvoir dans la mesure du possible. Dans ce cas,, le choix doit procéder de critères strictement politiques et moraux, toute autre considération passant au second plan.

Si vous ne faites pas tout votre possible pour développer cette initiative et la rendre effective, vous assumerez, je crois, une lourde responsabilité. On pourra vous reprocher toute l'indifférence dont vous aurez fait preuve dans cette affaire et je vous assure que je ne serai pas le dernier à vous critiquer et que je le ferai féroce. Je pense que les solutions proposées par Urbani sont acceptables et qu'en faisant du bon travail à Turin, Milan, Bologne et Rome, jusque dans les plus importants des centres d'origine des élèves, on peut réussir à aider l'école avec des moyens qui ne grèvent pas le budget ordinaire du Parti. Si l'on fait savoir aux ouvriers de ces centres que certains de leurs camarades ont été envoyés en Russie pour étudier, pour devenir de bons organisateurs, pour assimiler, sur place, les expériences de la Révolution, je pense que non seulement on fera de la bonne propagande et de l'agitation pour le Parti, mais qu'on pourra aussi rassembler la somme nécessaire. Une institution existe en Russie : le parrainage. Croyez-vous qu'on ne peut pas obtenir de ces Italiens qu'ils se chargent du parrainage des étudiants et des ouvriers italiens en Russie et s'engagent à verser une somme mensuelle dont la collecte pourrait être organisée sans difficultés?

Envoyez-moi rapidement le matériel que je vous ai demandé. Il faut m'envoyer aussi un exemplaire de toutes les publications du Parti. Autrement, si l'on ne peut pas se reporter aux actes et aux documents du Parti, je ne vois pas comment on pourra travailler sérieusement.

Salutations.

[Gramsci]

Rinascita, XXIII, 4, 22 janvier 1966.

A Umberto Terracini

237

U. 9. Vienne, 23 décembre 1923.

Cher Urbani,

J'ai reçu en même temps deux lettres du 7 et du 11. Je réponds à certaines de tes questions.

La circulaire d'Amter est arrivée trop tard pour que l'article puisse arriver en Amérique pour le premier numéro du journal (1) ; j'enverrai toutefois un article sur les émigrés italiens, en insistant surtout sur ce que doit être leur activité compte tenu de la situation du Parti et à l'égard du régime fasciste. Je veux insister surtout sur un point : les émigrés doivent saboter les finances de l'État fasciste en n'envoyant, de leurs économies, que le strict nécessaire pour leur famille, sans investir le reste en bons du Trésor ou dans les caisses d'épargne (2). Il serait pourtant bon que, toi aussi, tu écrives quelques articles pour exposer, par exemple, les rapports actuels du Parti avec le Parti socialiste et ainsi de suite.

J'avais écrit sur papier officiel au directeur de l'école pour lui demander que Sozzi et Cicalini (3) puissent conserver le salaire qu'ils touchaient à Moscou. C'est Parodi qui a envoyé cette lettre, en recommandé : il devrait donc en exister un reçu (4). Lorsque le directeur de l'école est venu à Moscou, il m'a dit n'avoir rien reçu, mais il m'a assuré que, dans les limites de ses possibilités financières, il ferait tout son possible pour nous satisfaire et que, étant donné sa qualité d'ancien officier, la mesure serait étendue à Sartor (5). Dans la lettre que, au nom du Parti, j'ai envoyée au groupe de Petrograd, j'ai fait allusion à cette possibilité, en précisant que chaque bourse perçue en qualité de membre de l'école devait être versée à la caisse commune. Je crois cette décision indispensable si l'on veut éviter de trop graves inégalités entre les élèves. J'avais écrit qu'il devait en être de même pour les sommes perçues en qualité d'enseignant. Si nous voulons développer une mentalité moins animale que celle qui existe, malheureusement, parmi les émigrés italiens, nous devons insister sur tous ces points et en faire des questions de principe.

Je n'ai pas reçu la lettre des ouvriers turinois à l'usine

Amo (1). Mais, si je me souviens bien, tu m'as dit une fois que cette lettre était en ta possession et qu'il te semblait bon d'en modifier le passage sur les problèmes financiers posés par l'achat du drapeau. J'ai lu la lettre dans le bulletin de notre comité syndical de Turin; je ne sais si avec ou sans tes corrections. Elle me semble assez bien faite et écrite dans une forme adaptée à la psychologie des camarades russes. Je ne sais pas si tu as lu ce bulletin, qui publie également une première liste de souscriptions d'environ mille deux cents liras. Le système adopté pour la souscription me paraît pourtant complètement erroné et il serait bon que tu écrives sur ce point au Parti et, directement, au comité de Turin. On aurait dû, je crois, saisir l'occasion pour organiser une grande campagne d'agitation contre le fascisme, en faveur de notre Parti et au bénéfice ou des caisses du Parti ou du soutien aux victimes politiques. C'est pourquoi il aurait fallu distribuer beaucoup de fiches et fixer une souscription minimale pour permettre aux ouvriers les plus pauvres et aux chômeurs d'y participer. Ce doit être la ligne générale du Parti : saisir toutes les occasions pour faire de l'agitation et de la propagande contre le fascisme et amplifier tous les thèmes de caractère sentimental pour les transformer en faits politiques et intéresser le Parti. C'est là que pèchent généralement nos organisations, qui manquent d'initiatives concrètes ou ont des initiatives trop limitées. C'est pourquoi un communiqué de toi, venant de Moscou, serait très important et utile pour l'avenir.

Quant au frère du député Flor (2), je n'ai eu le temps de rien faire. J'avais chargé Pavirani (3) de s'informer auprès de la mission italienne pour voir si, ces derniers temps, on n'avait pas par hasard retrouvé Flor. Étant donné le temps qui s'est écoulé et les changements continuels de personnel dans les organisations du Parti et de l'État russes, je crois qu'il sera très difficile d'obtenir des informations des localités indiquées dans la lettre du député. Il n'est même nullement exclu que Flor se soit volontairement évanoui et qu'il n'ait nullement l'intention de rentrer en Italie et de renouer avec son ancienne famille. Ce ne serait pas le premier cas de ce genre. En tout cas, tu peux essayer de t'informer, sans trop d'illusions. Le Profintern avait créé une commission près le Comité international de Propagande pour les Travailleurs des Transports. Son objectif était la création d'un mouvement légal et d'une organisation illégale pour aider la Révolution allemande. Essaie de

A Umberto Terracini

239

savoir si elle a continué ses travaux. Moi-même, j'ai participé aux travaux de cette Commission, qui était présidée par le camarade Dvorine du Profintern, et j'ai écrit un petit mémoire sur les méthodes employées par les cheminots italiens pour saboter les envois d'armes aux ennemis de la Révolution russe.

On devait publier une brochure en plusieurs langues exposant, pays par pays, l'attitude des ouvriers des transports et leur tactique pour s'opposer aux envois d'armes aux contre-révolutionnaires et déjouer un éventuel blocus de l'Allemagne. J'avais proposé de consacrer à l'Italie un chapitre spécial, insistant sur la situation des cheminots sous le fascisme. Le camarade allemand Hammer devait m'envoyer la traduction française de la brochure pour que j'y ajoute le chapitre italien écrit dans le même esprit que l'ensemble de la brochure, mais je n'ai jamais reçu cette traduction française. J'avais aussi proposé, et ma proposition avait été acceptée, d'écrire à l'intention des cheminots inscrits dans les syndicats fascistes, un manifeste signé par une soi-disant organisation fasciste dissidente : j'y aurais expliqué que le fascisme ne peut être que national et que, du point de vue national, il ne faut pas aider, mais bel et bien combattre, les autres fascismes nationaux, voués à devenir les ennemis de l'Italie; qu'au contraire, le fascisme italien doit aider les autres pays à sombrer dans l'anarchie. J'ignore si l'activité de la Commission a été interrompue par l'évolution des événements en Allemagne. Il est certain que Tito (1) ne savait rien de ces initiatives, même si elles l'intéressent de près. C'est pourquoi je pense qu'on n'a pas envoyé à notre Parti les circulaires et les instructions que l'on était en train de préparer pendant que j'étais là-bas. On a saisi récemment à Innsbruck dix wagons de mitrailleuses que les fascistes italiens envoyaient aux fascistes bavarois. Pour l'Italie le problème est donc encore d'actualité; la Commission doit en tenir compte et fournir les dispositions et les moyens adéquats.

Je t'informe que jusqu'à ce jour, 23 décembre, soit dix-neuf jours après mon arrivée, je n'ai pas encore pu régulariser ma situation légale. Le camarade A.(2) m'avait promis dès le premier jour de me procurer une attestation d'un professeur d'université pour me permettre d'obtenir un permis de séjour pour études. En dépit de mes demandes réitérées, je n'ai rien reçu jusqu'ici et tu peux imaginer toutes les difficultés que cela implique. Tiens-en compte dans les instructions que tu pourras donner aux

camarades susceptibles de venir *ici* et d'y séjourner quelque temps.

Salutations communistes.

[Gramsci]

Rinascita, XXIII, 4, 22 janvier 1966.

A SCOCCIMARRO (1)

U. 9, Vienne, 5 janvier 1924.

Cher Negri,

J'ai reçu ta lettre du 25 décembre et la lettre de Palmi datée du 29 du même mois. Je réponds aux deux ensemble. Communique cette lettre à Palmi, et si possible, à Lanzi et à Ferri (2).

Je vais te dire synthétiquement pourquoi je persiste à estimer impossible pour moi de signer le manifeste, même après en avoir lu la deuxième rédaction. Pour le manifeste on dirait que n'ont existé ni l'Exécutif élargi de février 22, ni celui de juin 22, ni le IV^e Congrès, ni l'Exécutif de juin 23. Pour le manifeste, l'histoire s'achève avec le III^e congrès et c'est au III^e Congrès qu'il faut se rattacher pour avancer. Tout ceci peut être défendable en tant qu'opinion personnelle d'un camarade isolé et comme expression d'un petit groupe, mais c'est tout simplement démentiel en tant que directive d'une fraction majoritaire qui a administré le Parti depuis le III^e Congrès et continue à l'administrer. C'est démentiel, et c'est absurde, parce que dans tous les Exécutifs élargis comme au IV^e Congrès les représentants de la majorité se sont toujours amplement déclarés en faveur du centralisme, du parti unique international etc. Au congrès de Rome il avait été déclaré que les thèses sur la tactique seraient votées à titre indicatif mais que, après la discussion du IV^e Congrès, elles seraient annulées et qu'on n'en parlerait plus. Dans la première quinzaine de mars 1922 l'Exécutif du Komintern a publié un communiqué spécial dans lequel les thèses sur la tactique du Parti sont réfutées et rejetées, et un article des statuts de l'Internationale précise que toute décision de l'Exécutif doit avoir force de loi pour les différentes sections 3. Voilà ce que j'ai à dire pour la partie formelle et juridique de la question. Laquelle a son importance. En vérité, après la publication

du manifeste il se pourrait que la majorité soit complètement disqualifiée et même exclue du Komintern. J'estime que l'exclusion se produirait si la politique de l'Italie ne s'y opposait. Si l'on appliquait la conception du Parti telle qu'elle découle du manifeste, l'exclusion devrait être de rigueur. Si l'une de nos fédérations faisait ne serait-ce que la moitié de ce que la majorité du Parti, prétend faire vis-à-vis du Komintern sa dissolution serait immédiate. Je ne veux pas, en signant le manifeste, faire figure de parfait pantin.

Mais je ne suis pas d'accord non plus avec la substance du manifeste. J'ai une conception différente du Parti, de sa fonction, des rapports qui doivent s'établir entre lui et les masses inorganisées, entre lui et la population en général. Je ne crois absolument pas que la tactique qui s'est développée à travers les Exécutifs élargis et le IVe Congrès soit une erreur. Ni pour la ligne générale, ni pour les détails de quelque importance. Je crois qu'il en est de même pour toi et pour Palmi et je ne peux donc pas comprendre comment vous pouvez, d'un cœur si léger, vous embarquer dans une galère aussi dangereuse. Je crois que vous vous trouvez dans le même état d'âme que moi au moment du congrès de Rome (1). Peut-être parce que, entre-temps, j'ai été à l'écart du travail interne du Parti, cet état d'âme s'est dissipé; en réalité il s'est dissipé pour d'autres raisons aussi. Une des plus importantes est que l'on ne peut absolument pas faire de compromis avec Amadeo. C'est une personnalité trop vigoureuse, et il est si profondément persuadé d'être dans le vrai que penser l'amener à composition avec un compromis est absurde. Il continuera à lutter et saisira toutes les occasions pour présenter à nouveau ses thèses sans aucun changement.

Je pense que Palmi a tort d'estimer que le moment n'est pas propice pour entamer de notre côté une action indépendante et susciter un nouveau groupe qui n'apparaîtrait comme étant centriste que « territorialement ». Il est indéniable que la conception de la fonction du Parti qui a été officielle jusqu'à présent, a conduit à se fossiliser dans les seules questions d'organisation, et par conséquent à atteindre une passivité politique au sens propre du terme. Au lieu d'implanter le centralisme on en est arrivé à créer un chétif mouvement minoritaire, et si l'on s'adresse aux camarades émigrés pour qu'ils participent plus activement à l'action extérieure du Parti, on a l'impression que pour eux le Parti est vraiment bien peu de chose et qu'ils seraient prêts

à donner bien peu pour lui. L'expérience, de l'école de Petrograd est très significative (1). En réalité je me suis persuadé que la force principale qui maintient la cohésion du Parti c'est le prestige et l'idéal de l'Internationale, et non pas un lien hypothétique créé par l'action spécifique du Parti; et c'est justement dans cette perspective que nous avons créé une minorité. Il faut donc admettre que c'est la minorité qui peut prétendre être vraiment représentative de l'Internationale en Italie.

C'est précisément aujourd'hui, quand on a décidé de porter la discussion devant les masses, qu'il nous faut prendre une place définitive et un visage qui soit exactement le nôtre. Tant que les discussions avaient lieu dans un cercle très étroit et qu'il s'agissait d'organiser cinq, six ou tout au plus dix personnes en un organisme homogène, il était encore possible (bien que, même alors, ce n'ait pas été entièrement juste) d'en arriver à des compromis individuels et de négliger certaines questions qui n'étaient pas d'une actualité brûlante. Aujourd'hui, on affronte la masse, on discute, on suscite des organisations de masse qui n'auront pas une vie limitée à quelques heures. Eh bien, il est nécessaire que tout cela se fasse sans équivoques, sans sous-entendus, que ces formations aient une organicité et qu'elles puissent se développer et devenir le Parti tout entier. C'est pourquoi je ne signerai pas le manifeste. Je ne sais pas encore exactement quoi faire. Ce n'est pas la première fois que je me trouve en pareilles circonstances, et Palmi doit se rappeler comment, en août 1920, je me suis détaché même de lui et d'Umberto. A ce moment-là, c'était moi qui voulais conserver des rapports avec la gauche plutôt qu'avec la droite, tandis que Palmi et Umberto s'étaient ralliés à Tasca, qui s'était détaché de nous depuis le mois de janvier (2). Aujourd'hui, il semble qu'il se passe le contraire. Mais en réalité la situation est très différente; alors qu'il fallait à l'époque s'appuyer à l'intérieur du Parti socialiste sur les abstentionnistes si l'on voulait créer le noyau fondamental du futur Parti, il faut aujourd'hui lutter contre les extrémistes si l'on veut que le Parti se développe et cesse d'être autre chose qu'une fraction extérieure du Parti socialiste. En fait, les deux extrémismes, celui de droite et celui de gauche, en ayant enfermé le Parti dans la seule et unique discussion des rapports avec le Parti socialiste, l'ont réduit à jouer un rôle secondaire. Probablement je resterai seul. En tant que membre du G.C. du Parti et de l'Exécutif du Komintern, je rédigerai un rapport

dans lequel je combattrai les uns et les autres, en accusant les uns et les autres de cette même faute et en tirant de la doctrine et de la tactique du Komintern un programme d'action pour notre activité future. Voilà ce que je voulais dire. Je vous assure qu'aucun de vos raisonnements ne parviendra à ébranler ma position. Naturellement je veux continuer à collaborer étroitement avec vous et je pense que l'expérience de ces dernières années nous a été utile à tous, ne serait-ce que

pour nous apprendre que l'on peut, dans le cadre du Parti, avoir des opinions différentes et continuer cependant à travailler ensemble avec le maximum de confiance réciproque.

Insiste auprès des camarades que tu peux toucher pour qu'ils se dépêchent de m'envoyer les articles que j'ai demandés (1). Palmi devrait me faire tout de suite une « Bataille des idées » d'au moins trois colonnes (toute la dernière page). Je ne sais quel livre ou quelle série de livres ou autres publications lui indiquer. Il pourrait faire une critique du point de vue soutenu dans *La Rivoluzione liberale* par Gobetti (2), en démontrant comment, en réalité, le fascisme a mis l'Italie en face d'un dilemme très cruel et très aigu; celui de la révolution permanente et de l'impossibilité où l'on se trouve, de changer non seulement la forme de l'État, mais même simplement la forme de gouvernement autrement qu'en ayant recours à la force armée. Il pourrait aussi examiner le nouveau courant né au sein des anciens combattants et qui s'est cristallisé autour de *l'Italia Libera*(3). Je pense que le mouvement des anciens combattants en général, qui a effectivement représenté la première formation de parti à la fois paysanne et laïque, a eu, surtout en Italie centrale et méridionale, une immense importance, car il a bouleversé la vieille structure politique italienne et déterminé l'affaiblissement extrême de l'hégémonie de la bourgeoisie parlementaire et par conséquent le triomphe de la petite bourgeoisie fasciste, réactionnaire et impuissante, mais toutefois bourrée d'aspirations et rêvant à une utopique palingénésie. Quelle est donc la signification exacte, dans ce tableau général, de la naissance du mouvement *Italia Libera* ? Voilà qui m'échappe et je serais vraiment content que Palmi m'éclairât moi aussi à ce sujet.

Naturellement Palmi devra être un des piliers de la revue et envoyer des articles généraux qui rendent possible même matériellement la reprise du vieil *Ordine Nuovo*. J'ai toujours négligé de donner des indications au sujet de la collaboration de Valle,(4) parce que je pense que sur ce

point il préférera avoir la voie libre. Dis-lui] que je voudrais pourtant avoir de lui un article qui résume le problème de la réforme scolaire de Gentile (1). « Qui résume » est naturellement à prendre dans un sens logique et non dans un sens de système métrique. Cet article pourrait même avoir cinq colonnes et devenir le noyau central d'un numéro.

Et Lanzi, que fait-il? Lui aussi doit collaborer à la revue. Spécialement sur tout ce qui touche à la question syndicale. Écris-lui est avertis-le que je désire savoir quelque chose de son activité et de ses opinions sur les événements qui se produisent.

Salutations.

Gramsci.

A TERRACINI

U. 9, Vienne, 12 janvier 1924.

Cher Urbani,

Je réponds plus spécialement à la lettre où tu poses en termes très excessifs et en grande partie erronés, le problème de mon attitude (2).

1) Ta mémoire est, à ce qu'il semble, très trompeuse. Dans la conversation que j'ai eue avec toi, je t'ai déclaré que j'étais « par *principe* » opposé à la publication d'un manifeste polémique à l'égard de l'Internationale. Tu m'as donné l'assurance que les amendements apportés à l'original que j'avais lu étaient si nombreux et d'une telle nature qu'ils en changeaient complètement la ligne générale pour le transformer en un simple exposé historique des événements de ces dernières années, qui serait la base nécessaire, sinon indispensable, de toute discussion fructueuse.

2) Ici, je n'ai pu voir que le manifeste amendé. N'ayant pas l'original à ma disposition je ne suis pas en mesure de prononcer un jugement philologique sur l'importance des amendements apportés. Politiquement, ces amendements n'ont pas changé grand-chose. On continue à repousser radicalement les développements apportés dans la tactique du Komintern depuis le Ille Congrès. On continue, sans rien changer objectivement, à attribuer à notre Parti le

rôle de centre potentiel de toutes les gauches susceptibles de se former sur le plan international. On retrouve l'esprit général, fondamentalement opposé à la tactique du front unique, à celle du gouvernement ouvrier et paysan et à toute une série de décisions prises sur le plan de l'organisation avant le Ille Congrès et approuvées par ce même Ille Congrès.

3) De ce que je t'ai dit dans la conversation que j'ai eue avec toi aussitôt après ton arrivée à Moscou, il résultait clairement qu'il m'était aussi impossible de signer la seconde version du manifeste. C'est pourquoi ta surprise me semble fort déplacée. Mon profond étonnement pour la grande simplicité avec laquelle toi et Negri vous imaginez l'avenir est par contre bien plus justifié. Vous ne devez pas oublier qu'à Moscou, lors de la conversation que nous avons eue tous les trois avec Tasca, nous avons tenu à ce dernier le raisonnement suivant : la vie intérieure d'un parti communiste ne peut être conçue comme une arène pour une lutte de type parlementaire, où les différentes fractions remplissent un rôle qui est déterminé, comme l'est celui des divers partis parlementaires par leurs origines diverses, qui les rattachent aux diverses classes de la société. Dans le Parti, une seule classe est représentée (1) et les diverses prises de position qui peu à peu deviennent des courants et des fractions, sont déterminées par des divergences dans l'appréciation des événements en cours et, pour cela même, ne sauraient se figer en une structure permanente.

Il est possible que le C.C. du Parti ait suivi une certaine ligne dans certaines conditions de temps et de milieu, mais il peut changer cette ligne si le temps et le milieu ne sont plus les mêmes. La minorité, en transformant les désaccords en quelque chose de permanent, et en essayant de reconstituer un état d'esprit général propre à la majorité, qui justifie la permanence de ce processus, a mis, met et mettra la majorité en désaccord constant avec le Komintern, c'est-à-dire avec la majorité du prolétariat révolutionnaire et en particulier avec le prolétariat russe qui a fait la révolution, en réalité elle soulève ainsi les premiers éléments d'un problème qui devrait assurément aboutir à faire exclure du Komintern la majorité du Parti. Nous autres nous dénions tout fondement à cet ensemble de procédés abstraitement dialectiques de la minorité et nous prouvons dans les faits que nous sommes sur le terrain du Komintern, que nous en appliquons et que nous en

acceptons les principes et la tactique, que nous ne nous figeons pas dans une attitude d'opposition permanente, mais que nous savons modifier nos positions selon les changements des rapports de forces et lorsque les problèmes à résoudre se posent sur une autre base. Si malgré tout, la minorité persiste à adopter vis-à-vis de la majorité l'attitude qu'elle a adoptée jusqu'à présent, ce sera à nous de chercher s'il n'y a pas là des éléments qui prouvent que la minorité est un produit des tendances liquidatrices qui se manifestent dans tout mouvement révolutionnaire après une défaite et qui sont inhérentes aux hésitations et à la panique typiques de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire typiques d'une classe qui n'est pas celle sur laquelle s'appuie notre Parti. Il ne nous sera pas difficile de démontrer comment l'orthodoxie de la minorité quant à la tactique du Komintern n'est qu'une mascarade destinée à s'emparer de la direction du Parti : l'examen de la composition des groupes qui forment la minorité est un moyen facile de démontrer qu'elle est fondamentalement contraire au Komintern et qu'elle ne tardera pas à révéler cette nature. C'est là ce que nous avons dit à Tasca, et il me souvient avoir, devant toi et Negri, répété à plusieurs reprises que je considérais cette discussion, non comme une manoeuvre destinée à intimider momentanément Tasca et à l'affaiblir devant l'E.E. mais comme une nouvelle plate-forme sur laquelle la majorité du Parti devait se placer résolument pour liquider honorablement le passé et être en mesure de résoudre ses problèmes intérieurs. Et je me souviens que toi et Negri étiez d'accord sur ce point.

4) Je crois que vous devez être encore d'accord, et c'est pourquoi je ne réussis pas à m'expliquer votre position actuelle. En vérité, nous nous trouvons à un grand tournant historique du mouvement communiste italien. C'est donc le moment où il est nécessaire de poser les nouvelles bases de développement du Parti, avec une grande détermination et beaucoup de précision. Le manifeste ne représente certainement pas cette nouvelle base. Il fournit tous les arguments qui font apparaître la minorité comme étant la fraction qui, au IV^e Congrès et à l'E.E. voyait juste, en se défiant de la bonne volonté et de la sincérité de la majorité, et en la révélant comme ce qu'elle est, un ramassis de petits politicards qui sauvent leur situation au jour le jour par de misérables expédients. Même les dernières péripéties de notre Parti (le cas Bombacci dont les déclarations de Belloni

et de Remondino donnent la véritable interprétation) (1) ne parviendront pas à nous sauver. Dans la situation actuelle, qui reste encore objectivement révolutionnaire en Allemagne tandis qu'elle est extrêmement confuse en Italie, le Komintern ne peut permettre sans réagir que se forme à l'échelle internationale, une majorité de partis qui tout en étant dans l'opposition demanderaient de remettre en question toutes les décisions prises depuis le III^e congrès. Le

permettre voudrait dire renforcer énormément les tendances extrémistes nées dans le Parti communiste allemand et par conséquent retarder la réorganisation de ce dernier. Vous oubliez trop souvent que notre Parti a des responsabilités de caractère international et que toute position que nous prenons se répercute dans les autres pays, souvent sous des formes exacerbées et irrationnelles.

5) Je persiste dans ma position que j'estime être la plus opportune et la plus juste. Ta lettre ne fait que me confirmer dans cette décision, spécialement quand tu nie parles du « pont » que vous auriez représenté dans la période que nous venons de traverser. Il faut que toi, Negri et Palmi vous vous décidiez aussi pour la clarté, pour une position qui soit le plus près possible de vos convictions intimes et non de votre qualité de « pont (2) ». Nous pourrions ainsi faire ensemble un grand travail, et donner à notre Parti tout le développement qu'autorise la situation... Il est inutile de vouloir conserver une unité formelle de fraction qui nous oblige continuellement à l'équivoque et aux demi-mesures. Si, comme il le fera certainement, Amadeo veut persister dans son attitude, ce sera peut-être un bien, à condition que sa prise de position soit celle d'un individu, ou d'un petit groupe; si elle devenait au contraire, par votre approbation, l'expression de la majorité, elle compromettrait irrémédiablement le Parti.

J'ai reçu les deux enveloppes de matériel que tu m'as adressées. Elles étaient ouvertes. Aussi je te demande de mieux faire tes emballages afin qu'il ne se produise pas de pertes. Essaie de m'envoyer le reste le plus vite possible, si tu ne peux expédier tout à la fois, fais-le au moins par petits envois successifs. Tu as certainement vu la proposition que j'ai faite à l'Ex. au sujet de la publication d'une revue trimestrielle de grand format (250 à 300 pages tous les trois mois) qui pourrait s'intituler *Critica proletaria* (3). Je crois que la proposition sera acceptée et qu'on pourra

la réaliser d'ici quelques mois. J'ai dressé ainsi le sommaire du premier numéro :

- 1) *Manifeste programme*, qui pourrait être écrit par moi.
- 2) BORDIGA : « Problèmes de tactique prolétarienne ».
- 3) GRAZIADEI : « L'accumulation du capital selon Rosa Luxemburg ».
- 4) TASCA : « Le problème scolaire et la réforme Gentile. »
- 5) SCOCCIMARRO : « Perspectives pour un gouvernement ouvrier et paysan en Italie. »
- 6) LONGOBARDI OU PASTORE : « La structure industrielle italienne. »
- 7) TERRACINI : « Le programme de l'Internationale communiste. »
- 8) TOGLIATTI « Le problème du Vatican. »
- 9) *Chroniques Économique, financière, politique, militaire, internationale, syndicale, de vie ouvrière.*
- 10) *Revue bibliographique.*
(Les auteurs des articles doivent également envoyer une revue critico-biographique des publications qui se rapportent au sujet qu'ils ont traité.)
- 11) *Journal politique.*
- 12) *Index de revues et journaux.*

Il faudrait que tu te mettes immédiatement au travail pour écrire ton article qui doit être d'au moins vingt pages d'une revue du format de la *Nuova Antologia*. Tu devras y faire un examen des projets de programme qui ont été présentés et des discussions auxquelles ils ont donné lieu. Je t'avertis que, particulièrement en Russie, la discussion a été assez large. Tu pourras avoir par Boukharine les indications nécessaires et te faire traduire par le bureau de presse le matériel rédigé en russe. Il serait bon que les traductions soient faites en plusieurs exemplaires et envoyées aux partis qui ont constitué des commissions pour discuter le programme mais manquent d'éléments pour la discussion. On pourrait poser la question au secrétariat. Ton article cependant devra être prêt dans deux mois au plus tard.

Salutations cordiales pour toi et Alma (1)

Masci.

P.-S. - Il serait bon qu'on puisse avoir tout de suite ton article sur la situation en Allemagne qui serait l'article de fond du premier numéro de *L'Ordine Nuovo* (2).

A TOGLIATTI

U. 9. Vienne, 27 janvier 1924.

Cher Palmi,

Depuis la lettre que tu m'as envoyée sitôt remis en liberté (1) je n'ai plus rien reçu de toi. Je pense que deux de mes lettres t'ont été communiquées, l'une adressée à Negri, et l'autre à Urbani, dans lesquelles j'exprimais plus en détail mes points de vue sur la situation actuelle du Parti, et sur les solutions que j'estime opportunes pour résoudre les problèmes qu'elle pose (2). J'attends toujours une lettre de toi, qui me réfute ou me donne raison : je veux aujourd'hui te parler d'un problème particulier que j'estime fondamental dans la situation présente et qui me sert de pierre de touche pour juger de toute l'activité du Parti et des méthodes qui ont été celles des camarades qui l'ont orientée jusqu'à présent : il s'agit de l'activité que je définirai afin que nous nous comprenions bien comme celle du camarade Tito (3).

Deux épisodes essentiels m'autorisent à affirmer qu'il a existé et qu'il existe encore dans ce domaine une grande confusion et une grande désorganisation. Toutefois, s'il est théoriquement exact d'accuser la minorité d'être, au moins en partie, liquidatrice, parce qu'elle sous-estime et néglige énormément l'importance de ce travail dans la situation présente, il faut cependant dire, pour la défense de la vérité, et parce que ce n'est qu'en connaissant exactement la réalité que l'on peut remédier aux erreurs et aux faiblesses, et assainir l'organisation, que la majorité aussi, dans ses éléments responsables, n'a pas été capable de faire le nécessaire et qu'elle a été liquidatrice en fait, sinon en principe.

Pour ce qui concerne le premier épisode, je crois que tu es au courant de ce qui est arrivé de fâcheux à Moscou au mois de mars, et qui a eu pour moi des conséquences personnelles peu reluisantes. L'Exécutif ayant été arrêté, dans les personnes d'Amadeo et de Ruggero (4), on attendit en vain pendant un mois et demi environ d'avoir des informations qui établissent avec exactitude comment les choses s'étaient passées, dans quelles limites l'action de la police

avait détruit l'organisation, quelle série de mesures avait été prise par la partie de l'Exécutif restée en liberté pour rétablir les liaisons d'organisation et reconstruire l'appareil de parti. Au lieu de cela, à la suite d'une première lettre écrite immédiatement après les arrestations et dans laquelle il était dit que tout était détruit et que la centrale du Parti devait être reconstituée *ab imis*, on ne reçut plus aucune information concrète, mais seulement des lettres polémiques sur le problème de la fusion, rédigées dans un style qui semblait d'autant plus arrogant et irresponsable que son auteur avait, par sa première lettre, donné l'impression que le Parti n'existait désormais plus que dans sa personne (1). Il y eut une séance orageuse à la commission pour le travail technique, à laquelle prit part un membre du Comité central russe qui avait séjourné en Italie tout le mois qui précéda l'accession au pouvoir des fascistes et une quinzaine de jours après (2). On posa brutalement la question de la valeur du centre du Parti italien et des mesures à prendre pour pallier sa défection et son manque de dispositions à la réorganisation. Les lettres reçues furent âprement critiquées et on me demanda ce que j'entendais suggérer. Je ne te cache pas que j'étais moi aussi resté sous le coup de l'impression désastreuse des lettres, et n'ayant pas à ma disposition d'autres éléments, je ne pouvais faire autrement que reconnaître que les critiques étaient fondées et plus que fondées. Et c'est pourquoi j'en arrivai jusqu'à dire que si l'on estimait que la situation était véritablement telle qu'il ressortait objectivement des éléments dont nous disposions, il valait mieux en finir une bonne fois et réorganiser le Parti, de l'étranger, avec des éléments nouveaux choisis d'autorité par l'Internationale. Laisse-moi te dire que si je me trouvais encore dans une situation semblable je ferais à nouveau la même proposition et que je n'aurais nullement peur de déchaîner toutes les foudres de l'univers.

En vérité, les camarades russes sont moins centralistes qu'il n'y paraît; peut-être aussi qu'ils avaient, par d'autres voies, de plus amples informations que moi, et qu'ils ne manoeuvraient que pour provoquer une situation déterminée. C'est pourquoi la conclusion fut qu'on se contenta de décider d'envoyer au Parti une lettre dans laquelle, en se basant sur la correspondance reçue d'Italie, on indiquait les mesures à prendre et les voies à suivre. Tito répondit à cette lettre par un long exposé d'où il résultait que l'appareil du Parti était resté complètement intact, que le centre

représenté, par Tito n'avait jamais cessé, ne serait-ce qu'un instant, de fonctionner, et que toute l'organisation était restée pleine de vie et d'énergie dans tous ses prolongements. Le scandale devint encore plus grand. Qui donc croire? Tito, qui représentait une activité annexe, échappant en partie au contrôle, et qui par conséquent, n'était pas connu personnellement et pouvait être pris pour un quelconque fumiste; ou bien les responsables politiques du Parti dont on supposait qu'ils

ne pouvaient ignorer la situation, et qui semblaient plus dignes de foi quand ils disaient que tout était détruit? Il faut aussi réfléchir au fait que, dans l'histoire des partis révolutionnaires, l'aspect que représente l'activité de Tito est celui qui reste toujours le moins clair, et qui se prête le plus aux chantages, aux gaspillages, aux fumisteries. Lorsque Tito vint à Moscou, il se montra furieux de la lettre qu'il avait reçue, mais sa fureur tomba quand on lui fit lire la correspondance du Parti, et que, crayon en main, on lui montra que les phrases qu'il avait estimées offensantes par leur inconséquence avaient été prises directement dans la correspondance en question. Il apparut alors clairement, et Tito le reconnut, que les deux centres agissaient indépendamment l'un de l'autre, sans liaisons, sans que l'un connaisse au moins dans ses lignes générales l'activité de l'autre, et que, par conséquent, ils se calomniaient et se discréditaient réciproquement. Le procès-verbal avait consigné certaines de mes déclarations qui avaient mortifié Tito, qui les croyait dirigées contre lui personnellement, mais il ne me fut pas difficile de démontrer que, bien que devant toujours participer aux commissions où son activité était discutée, je n'avais jamais eu aucune information à son sujet, que je ne pouvais disposer d'aucun élément concret pour critiquer les informations du centre politique, et que je n'avais par conséquent pu prendre une position différente de celle que j'avais prise en me plaçant dans la perspective du plus strict intérêt du mouvement italien.

Malheureusement cette situation n'a pas changé depuis ce moment-là. Récemment, en réponse à un reproche fait par la commission du budget parce que le Parti n'avait pas attribué au Bureau clandestin la totalité de la somme qui lui avait été destinée, l'Exécutif répondait qu'il assurait lui-même une grande partie de l'activité propre à cet organisme et qu'il en dépensait par conséquent les fonds. Tout ceci est absurde, et va à l'encontre des règles les plus élémentaires d'une bonne organisation. Je me suis aussi